**RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE**

# Communauté de Communes de Vitry, Champagne et Der

## *REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES*

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

## *REPERES DE LECTURE*

*Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.*

| ***Repère visuel*** | ***Objectif*** |
|---|---|
| | ***Identifier rapidement nos engagements clés*** |
| | ***Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants*** |
| | ***Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale*** |

# Avant-propos

## Veolia – Rapport annuel du délégataire 2022

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégataire** de votre service de l'eau et de l'assainissement de l'année 2022. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi apprécier la performance de votre service.

2022 a été une année singulière, marquée par le déclenchement de plusieurs crises majeures bouleversant durablement le cours de nos activités et de nos ressources.

L'actualité géopolitique et notamment la guerre en Ukraine nous a rappelé la fragilité de nos systèmes énergétiques, amplifiée par un contexte fortement inflationniste à travers les tensions sur l'approvisionnement et les prix de fourniture de l'énergie et des matières premières.

En réponse, Veolia s'est mobilisé rapidement pour atténuer les conséquences de cette crise : mobilisation des équipes achats pour sécuriser l'approvisionnement en énergie et réduire la volatilité des prix, partenariat avec le programme Ecowatt, solutions concrètes pour réduire sa consommation d'énergie ainsi que celle de ses clients, renouvellement d'appareils les plus énergivores ou la flexibilité électrique.

Afin de contribuer à la souveraineté énergétique des territoires, nous nous sommes fixé comme objectif de rendre autonomes en énergie d'ici 5 ans les services que nous gérons grâce notamment à la généralisation de la **production de biogaz** à travers la méthanisation des boues des stations d'épuration que nous opérons ou l'installation de **panneaux photovoltaïques**.

Plus encore que la crise énergétique, l'année 2022 a été marquée par une des sécheresses les plus prononcées depuis 1959 et inédite par sa durée et sa précocité, ayant pour effets un fort accroissement des feux de forêt et une tension encore jamais rencontrée sur la ressource en eau impactant l'ensemble des usages de l'eau: domestique, industrie, tourisme, agriculture, avec à la clef une pression supplémentaire sur la biodiversité.

Ces manifestations du dérèglement climatique vont se répéter et s'amplifier dans les prochaines décennies. C'est pourquoi nous souhaitons accompagner plus encore nos clients dans l'adaptation aux effets du changement climatique afin d'anticiper les crises hydriques futures et réduire les risques opérationnels.

Disposer de solutions de plus en plus efficaces pour lutter contre les fuites et les gaspillages mais aussi pour promouvoir la sobriété auprès des différents consommateurs est une priorité pour nous. Nous nous sommes également mobilisés aux côtés de nos clients pour la protection de la ressource en développant, par exemple, des solutions de **réutilisation des eaux usées** grâce à un plan d'équipement de 100 stations d'épurations à horizon 2024, ce qui représentera une économie d'environ 3 millions de m3 d'eau potable, soit l'équivalent de la consommation moyenne annuelle d'une ville de 180 000 habitants.

Au regard de l'urgence climatique, nous souhaitons plus que jamais **construire avec vous l'avenir de l'eau** et faire face aux enjeux de raréfaction des ressources, d'énergie et de pollution, afin d'assurer un développement durable et harmonieux de **votre territoire.**

Les femmes et les hommes de l'activité Eau France, représentés par notre directeur/directrice de Territoire, seront à vos côtés pour vous permettre de répondre à ces défis et d'anticiper ceux à venir.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

**Pierre Ribaute,**
**Directeur Général, Eau France**

# PRESENTATION Eau France

**Contribuer au progrès humain**

Notre raison d'être chez Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.

C'est dans cette perspective que nous nous donnons pour mission de « Ressourcer le monde », en exerçant notre métier de services à l'environnement.

Nous nous engageons sur une performance plurielle. Cela signifie que nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

**Apporter les solutions pour faire face au bouleversement du cycle de l'eau**

La France va bientôt entrer dans un rapport nouveau à l'eau. Les experts estiment en effet que d'ici 25 ans, le débit moyen de nos cours d'eau diminuera de 10 à 40% ; et le niveau des nappes phréatiques de 10 à 25%.

Les événements climatiques vont s'intensifier, faisant toujours plus pression sur l'accès à la ressource et sur l'activité humaine. Cela se traduira par des crises sanitaires et environnementales de plus en plus fréquentes : rejets non maîtrisés dans le milieu, pollutions, micropolluants, dégradation de la biodiversité…

Chez Veolia Eau France, notre mission est de prendre soin de l'Eau de sa source à sa restitution à la nature, pour assurer le bien-être des femmes et des hommes.

Pour préserver la ressource, nous mobilisons le meilleur de nos expertises, nous déployons des outils de pilotage dynamiques et des réseaux intelligents Hubgrade qui assurent un usage mesuré et maîtrisé de l'Eau.

Pour lutter contre le changement climatique, nous accompagnons nos clients dans le déploiement de solutions de valorisation du cycle de l'eau.

Nous favorisons aussi toutes les solutions permettant de récupérer l'énergie pour accompagner la Transformation écologique des territoires, par la production de biogaz, les calories dans les réseaux d'assainissement et le photovoltaïque.

Pour permettre l'émergence d'une économie circulaire, nous recyclons les eaux usées traitées pour l'irrigation agricole, pour les usages industriels et demain pour la consommation de tous ?

Pour protéger chacun, face à l'accroissement des menaces, notre ambition est d'assurer un service toujours plus sûr par le développement d'outils numériques de supervision, de gestion de crise ou de cyber sécurisation avancée.

Pour réussir à relever ces défis, nous devons faire émerger les projets adaptés à chaque territoire, à l'évolution des ressources locales et des usages, en réunissant et mobilisant l'ensemble des parties prenantes. C'est notre engagement, aux côtés des usagers du service de l'eau et des décideurs politiques.

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec notre feuille stratégique « Impact Eau France » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique au même titre que l'énergie ou le déchet.

Ainsi, nous souhaitons être l'acteur de référence du cycle de l'eau en France, avec et au service des collectivités publiques.

Veolia, premier opérateur de service d'eau et d'assainissement attesté **« Relation Client 100% France »**

*Attestation délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Pro France.*

L'activité Eau de Veolia en France, en quelques chiffres, c'est :

- **25,5** millions de personnes desservies en eau potable
- **2000** usines de dépollution des eaux usées gérées
- **6,9** millions de clients abonnés
- **17,3** millions d'habitants raccordés en assainissement
- **1,7** milliard de $m^3$ d'eau potable distribués
- **1,3** milliard de $m^3$ d'eaux usées collectées et dépolluées
- **2051** usines de production d'eau potable gérées
- **103** GWh d'énergie renouvelable produite
- **600** kt d'empreinte équivalent $CO_2$

# Offres innovantes VEOLIA

**Acteur majeur des services environnementaux Veolia** poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique.

**REUT BOX, la solution innovante de Veolia pour répondre au stress hydrique lié au dérèglement climatique.**

**C'est quoi ?** Une combinaison de technologies éprouvées et robustes nécessitant un minimum de maintenance - un équipement standardisé prêt à l'emploi (mode Plug and Play) qui produit de l'eau de qualité A adaptée pour tous les usages, même les plus contraignants. Elle permet de se substituer à une partie de l'eau potable du site pour des usages internes (nettoyages, préparation polymères, …) et également de faire de l'irrigation de cultures.

## Elle ressemble à quoi ? Unité sur skid ou en container de 5 à 25 m³

**La Reut BOX** est composée d'un filtre garni de billes de verre, d'une désinfection UV et d'une chloration avant stockage. La Reut Box a un faible encombrement au sol sur site. C'est une solution intégralement automatisée avec un minimum d'exploitation. Solution modulaire et évolutive qui permet de s'adapter au besoin.

**La REUT BOX** permet de traiter les eaux usées en sortie de station d'épuration. Elle élimine les MES ainsi que les virus et bactéries présents dans l'eau.

**Les usages de l'eau usée traitée, affinée par la REUT BOX :**

1 : Substitution de l'eau potable sur une station d'épuration urbaine pour ses usages internes,
2 : Irrigation de cultures (vignes, oliviers, maraichages…),
3 : Arrosage de stades, espaces verts et golfs,
4 : Protection incendie, fontaines, nettoyage de voiries, hydrocurage,
5 : Utilisation en industries : complément eau de chaudière, eau de process.

# Photovoltaïque :

**l'autoconsommation électrique des ouvrages**

**Produire sur site une partie de l'énergie électrique :**

- pour auto-consommer et réduire l'achat d'électricité,
- stabiliser une partie des coûts d'énergie électrique,
- garantir à très long terme une partie de l'approvisionnement électrique des ouvrages,
- contribuer à la réduction des pointes de consommations sur le réseau électrique français.

## TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE

### Petits travaux de mise à niveau des infrastructures

Face aux aléas climatiques, différents petits travaux paraissent intéressants à mettre en oeuvre pour renforcer la résilience des infrastructures du service, installations comme réseaux :

- protection des Automates Programmables Industriels et autres instruments électroniques sensibles contre les fortes chaleurs,
- protection des infrastructures implantées en lisière ou dans des forêts à risque d'incendie avec la mise en place de réseaux d'humidification utilisant des eaux recyclées (REUT) ou création de réserves pour les pompiers
- sobriété énergétique du type re-lamping par LED, pose de variateurs de vitesse CEE,
- création d'îlots de fraîcheur à partir de l'eau de REUT,
- dispositif de protection des installations contre les inondations de type Flood Frame (batardeaux adaptatifs)
- etc

# Sommaire


**1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE ..... 10**

*1.1 Un dispositif à votre service ..... 11*

*1.2 Présentation du contrat ..... 14*

*1.3 Les chiffres clés ..... 15*

*1.4 Les indicateurs réglementaires 2022 ..... 16*

*1.5 Autres chiffres clés de l'année 2022 ..... 17*

*1.6 Le prix du service public de l'assainissement ..... 19*

*1.7 L'essentiel de l'année 2022 ..... 20*

**2. LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION ..... 42**

*2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance ..... 43*

*2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous ..... 45*

*2.3 Données économiques ..... 47*

**3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE ..... 49**

*3.1 L'inventaire des installations ..... 50*

*3.2 L'inventaire des réseaux ..... 53*

*3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine ..... 55*

*3.4 Gestion du patrimoine ..... 57*

**4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE ..... 62**

*4.1 La maintenance du patrimoine ..... 63*

*4.2 L'efficacité de la collecte ..... 80*

*4.3 L'efficacité du traitement ..... 84*

*4.4 L'efficacité environnementale ..... 120*

**5. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE ..... 121**

*5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) ..... 122*

*5.2 Situation des biens ..... 127*

*5.3 Les investissements et le renouvellement ..... 128*

*5.4 Les engagements à incidence financière ..... 130*

**6. ANNEXES ..... 134**

*6.1 La facture 120 m³ ..... 135*

*6.2 Les données consommateurs par commune ..... 141*

*6.3 Le bilan qualité par usine ..... 143*

*6.4 Le bilan énergétique du patrimoine ..... 153*

*6.5 Annexes financières ..... 159*

*6.6 Reconnaissance et certification de service ..... 169*

*6.7 Actualité réglementaire 2022 ..... 172*
*6.8 Glossaire ..... 185*
*6.9 Autres annexes ..... 190*

# 1.

## L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE

**En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la collecte et à la dépollution des eaux usées, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).**

# 1.1 Un dispositif à votre service

### VOTRE LIEU D'ACCUEIL

Point Accueil Consommateurs
Station d'Epuration de Vitry-le-François
Rue des Louvières
51300 VITRY-LE-FRANCOIS

Du Lundi au Vendredi
De 14H00 à 16H00
Uniquement sur rendez-vous

### TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

***Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h30 à 18h et de 9h00 à 12h00 le samedi matin.***

VEOLIA EAU
0969 323 554
24h/24 - 7j/7*
APPEL NON SURTAXÉ

Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 969 390 314** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

***Votre service client en ligne est accessible :***

- ✓ www.service-client.veoliaeau.fr
- ✓ sur votre smartphone via nos applications iOS et Android.

## Vos Urgences 7 Jours Sur 7, 24h Sur 24

*Pour toute fuite, incident concernant la qualité de l'eau ou fait anormal touchant le réseau, un branchement, une installation de stockage ou de production d'eau nous intervenons jour et nuit.*

## LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES

VEOLIA
RÉGION EST
Givet
Revin
SEDAN
08
Rethel
Vouziers
LONGWY
55
54
Verdun
Florange
Thionville
METZ
FORBACH
57
Sarreguemines
Dormans
Sillery
EPERNAY
Châlons-en-Champagne
Vitry-le-François
51
Saint-Mihiel
POMPEY
Nancy
Château-Salins
Bouxwiller
67
55
54
Lunéville
Saint-Dizier
Joinville
Romilly-sur-Seine
La chapelle Saint-Luc
10
Chaumont
52
Langres
Châtenois
Charmes
Obernai
Colmar
88
68
Sausheim
Luxeuil-les-Bains
Lure
70
Héricourt
90
Altkirch
HUNINGUE
VOUJEAUCOURT
Pont-de-Roide-Vermondans
Baume-les-Dames
Maîche
Châtillon-le-Duc
25
325
contrats de service public
937
agents à votre service
33
points d'accueil consommateurs
188
usines de dépollution des eaux usées
1 295 800
habitants desservis en eau potable
1 228 500
habitants raccordés en assainissement
398 000
compteurs télérelevés
100 %
de nos activités certifiées ISO 9 001 ISO 14 001 et ISO 50 001
1 032
sites de production et stockage d'eau potable
13 880 km
de réseau de distribution d'eau potable
8 080 km
de réseau de collecte des eaux usées

# 1.2 Présentation du contrat

## Données clés

- ✓ **Délégataire** — VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
- ✓ **Périmètre du service** — BLACY, BLAISE SOUS ARZILLIERES, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, LOISY SUR MARNE, MAISONS EN CHAMPAGNE, MAROLLES, PRINGY, SONGY, SOULANGES, VITRY LE FRANCOIS
- ✓ **Numéro du contrat** — H6251
- ✓ **Nature du contrat** — Affermage
- ✓ **Date de début du contrat** — 01/01/2017
- ✓ **Date de fin du contrat** — 30/06/2025
- ✓ **Les engagements vis-à-vis des tiers**

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).*

| Type d'engagement | Tiers engagé | Objet |
|---|---|---|
| Déversement effluent | Malteurop | Convention déversement sur la STEP de Malteurop à Pringy |
| Réception effluent | 4CVS | Réception d'effluents de la commune de Luxémont-Villotte |
| Réception effluent | 4CVS | Réception d'effluents de la commune de Vitry en Perthois |

S'agissant de ces tiers, les conventions sont caduques. Des projets de convention ont été proposé par Veolia qui sont restés sans retour à ce jour.

- ✓ **Liste des avenants**

| Avenant N° | Date d'effet | Commentaire |
|---|---|---|
| 2 | 01/05/2021 | Accueil client - STEP - CSD |
| 1 | 01/01/2018 | Précisions techniques et financières - suppression de prestations et ouvrages |

# 1.3 Les chiffres clés

## Chiffres clés

**19 607**
Nombre d'habitants desservis

**6 133**
Nombre d'abonnés (clients)

**6**
Nombre d'installations de dépollution

**71 250**
Capacité de dépollution (EH)

**151**
Longueur de réseau de collecte (km)

**1 777 894**
Volume traité ($m^3$)

# 1.4 Les indicateurs réglementaires 2022

**Service public de l'assainissement collectif**

| INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES | | PRODUCTEUR | VALEUR 2021 | VALEUR 2022 |
|---|---|---|---|---|
| [D201.0] | Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif | Collectivité (2) | **20 030** | **19 607** |
| [D202.0] | Nombre d'autorisations de déversement | Collectivité (2) | | |
| [D203.0] | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration | Délégataire | **886,4 t MS** | **713,1 t MS** |
| [D204.0] | Prix du service de l'assainissement seul au m³ TTC | Délégataire | **2,93 €uro/m³** | **3,05 €uro/m³** |
| **INDICATEURS DE PERFORMANCE** | | **PRODUCTEUR** | **VALEUR 2021** | **VALEUR 2022** |
| [P201.1] | Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées | Collectivité (2) | | |
| [P202.2] | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées | Collectivité et Délégataire (2) | **26** | **85** |
| [P203.3] | Conformité de la collecte des effluents (*) | Police de l'eau | **A la charge de la Police de l'eau** | |
| [P204.3] | Conformité des équipements d'épuration | Police de l'eau | **A la charge de la Police de l'eau** | |
| [P205.3] | Conformité de la performance des ouvrages d'épuration | Police de l'eau (2) | **A la charge de la Police de l'eau** | |
| [P206.3] | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes | Délégataire | **100 %** | **100 %** |
| [P207.0] | Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité | Collectivité (2) | **0** | **0** |
| [P207.0] | Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité | Collectivité (2) | **0** | **0** |
| [P251.1] | Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers | Délégataire | **0,00 u/1000 habitants** | **0,00 u/1000 habitants** |
| [P252.2] | Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau | Délégataire | **11,74 u/100 km** | **16,21 u/100 km** |
| [P253.2] | Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées | Collectivité (2) | | |
| [P254.3] | Conformité des performances des équipements d'épuration | Délégataire | **100 %** | **99 %** |
| [P255.3] | Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées | Collectivité (1) | **100** | **100** |
| [P256.2] | Durée d'extinction de la dette de la collectivité | Collectivité | | |
| [P257.0] | Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente | Délégataire | **2,67 %** | **2,61 %** |
| [P258.1] | Taux de réclamations | Délégataire | **0,83 u/1000 abonnés** | **1,76 u/1000 abonnés** |

*(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015*
*(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport*
*(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini*

*En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL*

# 1.5 Autres chiffres clés de l'année 2022

| LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE | | PRODUCTEUR | VALEUR 2021 | VALEUR 2022 |
|---|---|---|---|---|
| | Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral) | Délégataire | **100,0 %** | **99,3 %** |
| **LA GESTION DU PATRIMOINE** | | **PRODUCTEUR** | **VALEUR 2021** | **VALEUR 2022** |
| | Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires | Délégataire | **5 010** | **5 010** |
| | Nombre de branchements eaux pluviales | Délégataire | **175** | **175** |
| | Nombre de branchements neufs | Délégataire | **12** | **16** |
| VP.077 | Linéaire du réseau de collecte | Collectivité (2) | **110 712 ml** | **111 042 ml** |
| | Nombre de postes de relèvement | Délégataire | **35** | **35** |
| | Nombre d'usines de dépollution | Délégataire | **6** | **6** |
| | Capacité de dépollution en équivalent-habitants | Délégataire | **71 250 EH** | **71 250 EH** |
| **COLLECTE DES EAUX USEES** | | **PRODUCTEUR** | **VALEUR 2021** | **VALEUR 2022** |
| | Nombre de désobstructions sur réseau | Délégataire | **68** | **106** |
| | Longueur de canalisation curée en préventif | Délégataire | **16 414 ml** | **15 723 ml** |
| **LA DEPOLLUTION** | | **PRODUCTEUR** | **VALEUR 2021** | **VALEUR 2022** |
| | Volume arrivant (collecté) | Délégataire | **2 566 958 m$^3$** | **1 742 508 m$^3$** |
| VP.176 | Charge moyenne annuelle entrante en DBO5 | Délégataire | **1 074 kg/j** | **2 289 kg/j** |
| | Charge moyenne annuelle entrante en EH | Délégataire | **17 899 EH** | **38 155 EH** |
| | Volume traité | Délégataire | **2 495 955 m$^3$** | **1 777 894 m$^3$** |
| **L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS** | | **PRODUCTEUR** | **VALEUR 2021** | **VALEUR 2022** |
| | Masse de refus de dégrillage évacués | Délégataire | **97,6 t** | **74,6 t** |
| | Masse de sables évacués | Délégataire | **19,1 t** | **102,8 t** |
| | Volume de graisses évacuées | Délégataire | **65,9 m$^3$** | **44,4 m$^3$** |
| **LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION** | | **PRODUCTEUR** | **VALEUR 2021** | **VALEUR 2022** |
| | Nombre de communes desservies | Délégataire | **13** | **13** |
| VP.056 | Nombre total d'abonnés (clients) | Délégataire | **6 005** | **6 133** |
| | - Nombre d'abonnés du service | Délégataire | **6 003** | **7 967** |
| | - Nombre d'autres services (réception d'effluent) | Délégataire | **2** | **2** |
| VP.068 | Assiette totale de la redevance | Délégataire | **1 000 811 m$^3$** | **1 146 259 m$^3$** |
| | - Assiette de la redevance des abonnés du service | Délégataire | **942 006 m$^3$** | **1 088 788 m$^3$** |
| | - Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent) | Délégataire | **58 805 m$^3$** | **57 201 m$^3$** |

*(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport*

| LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU | PRODUCTEUR | VALEUR 2021 | VALEUR 2022 |
|---|---|---|---|
| Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs | Délégataire | **Mesure statistique d'entreprise** | **Mesure statistique d'entreprise** |
| Taux de satisfaction globale par rapport au Service | Délégataire | **74 %** | **77 %** |
| Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux | Délégataire | **Non** | **Non** |
| Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau » | Délégataire | **Oui** | **Oui** |
| **LES CERTIFICATS** | **PRODUCTEUR** | **VALEUR 2021** | **VALEUR 2022** |
| Certifications ISO 9001, 14001, 50001 | Délégataire | **En vigueur** | **En vigueur** |
| Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité | Délégataire | **Oui** | **Oui** |

# 1.6 Le prix du service public de l'assainissement

## LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de VITRY LE FRANCOIS l'évolution du prix du service d'assainissement par m³ **[D204.0]** et pour 120 m³, au 1er janvier est la suivante :

| **VITRY LE FRANCOIS**<br>**Prix du service de l'assainissement collectif** | **Volume** | **Prix Au 01/01/2023** | **Montant Au 01/01/2022** | **Montant Au 01/01/2023** | **N/N-1** |
|---|---|---|---|---|---|
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part communale** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics** | | | **22,20** | **22,20** | **0,00%** |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| **Total € HT** | | | **319,52** | **332,19** | **3,97%** |
| TVA | | | 31,95 | 33,22 | 3,97% |
| **Total TTC** | | | **351,47** | **365,41** | **3,97%** |
| **Prix TTC du service au m3 pour 120 m³** | | | **2,93** | **3,05** | **4,10%** |

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune de Vitry le François :

Les factures type sont présentées en annexe.

# 1.7 L'essentiel de l'année 2022

## 1.7.1 Principaux faits marquants de l'année

**Bilan / impacts de l'actualité climatique 2022 en France**

L'année 2022 **est la plus chaude** que la France métropolitaine ait jamais mesurée, loin devant 2020 qui détenait le record. Ponctuée d'extrêmes climatiques, 2022 est un symptôme du changement climatique en France, selon Météo France.

En effet, **8 des 10 années les plus chaudes** depuis le début du XXe siècle **sont postérieures à 2010.**

**Une année marquée par une période de sécheresse d'une précocité, longévité et intensité exceptionnelle !**

L'année 2022 a également été **exceptionnellement sèche**, marquée par un déficit pluviométrique record de 25 %.

2022 se classe au **2e rang des années les moins arrosées** (depuis le début des mesures en 1959 - données météo France).

A titre d'exemple, 2022 a été jalonnée de mois records : les mois **de mai** avec un déficit de **60 %** et de **juillet** avec un déficit de **85 % sont les plus secs jamais enregistrés** à l'échelle de la France métropolitaine depuis le début des mesures en 1959.

- 2022 a connu **la 2e plus longue période de sécheresse des sols** de son histoire. L'année a été marquée par un déficit persistant de précipitations depuis la fin de l'hiver 2021-2022.
- La surface affectée par cette sécheresse des sols superficiels a atteint **les trois quarts de la France**. C'est l'une des 5 sécheresses ayant touché la surface du territoire la plus importante. La sécheresse a ainsi été moins généralisée qu'en 1976 ou 2011 mais plus qu'en 2003.
- 2022 a été marquée par un **ensoleillement exceptionnel** sur la plupart des régions, le plus souvent **excédentaire de 15 %**, avec de nombreux records, notamment sur la moitié nord du pays (Rennes +18%, Bourges +17%, Colmar +24%).
- Une année sèche mais régulièrement chaude également avec de nombreuses vagues de chaleur ; tous les mois de l'année ont été plus chauds que la normale, à l'exception des mois de janvier et d'avril.

Il en est résulté **un été 2022 classé Extrême** par Météo France.

Trois vagues de chaleur ont concerné la France l'été 2022, la première dès le mois de juin. De nombreux records de chaleur ont été battus. On a par exemple mesuré les 40 °C les plus précoces jamais relevés, avec plus de 40 °C à Saint-Jean-de-Minervois (34) le 16 juin. Jamais auparavant une telle chaleur n'avait duré aussi longtemps et démarré si tôt dans la saison en France continentale ayant établi quelques records :

- **33 jours** de canicule au niveau national
- Canicule **la plus précoce** (depuis le 15 juin) et la plus longue jamais enregistrée
- **+2,3 degrés** au-dessus de la normale (période 1990-2020), juste derrière celle de 2003 (+2,7 degrés).
- **87 records de température** battus cette année en France ; 43° à Arcachon, 39,9° au Touquet en juillet !!!
- Sécheresse et feux de forêt : **62 000 hectares brûlés** contre 8 500 habituellement, avec des feux en Bretagne (Brocéliande)
- des pertes agricoles inquiétantes : -20% pour le maïs et la pomme de terre
- Dans le même temps, les orages sont plus intenses avec des phénomènes climatiques exceptionnels : 5 morts en Corse le 18 août avec des dommages importants sur les infrastructures...

Vers 2050 les projections indiquent que 1 été sur 2 pourrait ressembler à celui de 2022…

**Annexe - infographie Météo France**

***Service***

La performance d'un système d'assainissement se mesure par sa contribution à la préservation de l'environnement. Un système efficace permet de préserver la qualité de l'eau des rivières et des ressources en eau et de produire des boues de qualité permettant de les valoriser.

Le périmètre exploité n'a pas changé en 2022.

## *Système de collecte et de traitement de Vitry le François :*

**Rappel des caractéristiques du système de traitement :**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Capacité nominale** : | Organique<br>kg/jour de DBO5 | Hydraulique<br>$m^3$/jour | Q pointe<br>$m^3$/heure | Équivalent<br>habitants |
| | 4076 | 9750 | 406 (temps sec)<br>814 (temps de pluie) | 67900 |
| **Débit de référence [$m^3$/j] :** | <= 18637 | | | |
| **Charge entrante maxi:**<br>Année : 2022 | En kg/j DBO5 : | 2551 | En EH : | 42512 |

En termes de charges, la CBPO de 2022 est de 2551 kg DBO5/J soit 42512 EH, donc inférieure à la capacité nominale de la station. Elle fonctionne actuellement à hauteur de la moitié de sa capacité.

En conséquence, nous pensons que la station de Vitry le François est en capacité de recevoir une charge supplémentaire dont les effluents de la station de Marolles.
Pour l'année 2022, la station a été jugée conforme aucun dépassement n'est à signaler, ce qui met en avant le bon fonctionnement de la station.

Les points S18 d'apport des boues extérieures dans la file eau en provenance des stations d'épuration de Soulanges, Couvrot et Blaise sous Arzillières ont été intégrés et des analyses mensuelles ont été mises en place à partir de septembre 2019. Les apports de lixiviats des aires de stockage de Huiron et Maisons en Champagne ont également été intégrés au scénario SANDRE et des analyses sont dorénavant réalisées.

Les données du système de collecte de la Communauté de Communes Côtes de Champagne et Val de Saulx ont été récupérées afin d'être intégrées dans le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement de Vitry-le-François.

En mai 2020, le grappin des matières de curage est tombé HS. Le fabricant n'a apporté qu'une solution technique par son renouvellement ainsi que de son automate, paralysant les apports de matières de curage jusqu'en 2022.

Opération de remplacement de la pompe chlorure ferrique (21-04-2022)

Pour rappel, il a été réalisé en 2021 l'analyse des risques et des défaillances sur la station d'épuration.

**Risque intolérable :**

18 défaillances ou situation à risque intolérable ont été mises en évidence. Le tableau suivant synthétise ces risques et liste les recommandations associées.

| N° ligne | Filière | Fonction | Cause identifiée | Evènement redouté | Type d'impact | C (2) | C (3) | N° | Type d'équipement concerné | Type de recommandation | Recommandation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 15 | **File eau PR rue Ampère ZC** | RELEVEMENT | LSH (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | 1 | Instrumentation/ Autom. | Etude/ intervention technique | *Prévoir une LIT en régulation principale et programmer les poires en secours* |
| 38 | **File eau PR de Marolles la Violette** | RELEVEMENT | LSH (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |
| 61 | **File eau PR CICT** | RELEVEMENT | LSH (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |
| 84 | **File eau PR avenue du Perthois** | RELEVEMENT | LSH (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |

| N° ligne | Filière | Fonction | Cause identifiée | Evènement redouté | Type d'impact | C (2) | C (3) | N° | Type d'équipement concerné | Type de recommandation | Recommandation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 107 | **File eau PR Malterie** | RELEVEMENT | LSH (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |
| 205 | **File eau PR des Indes** | RELEVEMENT | LSH (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |
| 228 | **File eau PR bords de marne** | RELEVEMENT | LSH (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |
| 271 | **File eau PR Qual de la faiencerie** | RELEVEMENT | LSH (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |
| 294 | **File eau PR ASEVE rue Citadelle** | RELEVEMENT | LSH (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |

| N° ligne | Filière | Fonction | Cause identifiée | Evènement redouté | Type d'impact | C (2) | C (3) | N° | Type d'équipement concerné | Type de recommandation | Recommandation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 329 | File eau PR Faubourg de St DIZIER | RELEVEMENT | LSH (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |
| 340 | File eau PR Chainerie | RELEVEMENT | Pompe relevage Non fonctionnement (défaillance moteur) | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |
| 342 | File eau PR Chainerie | RELEVEMENT | Clapet aval pompe Perte du blocage | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | 2 | Equipement | Stock/Secours | *Prévoir une pompe en stock avec clapet aval* |
| 343 | File eau PR Chainerie | RELEVEMENT | Clapet aval pompe Bloqué à tort | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |
| 346 | File eau PR Chainerie | RELEVEMENT | LSH (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | 3 | Instrumentation/ Autom. | Etude/intervention technique | *Prévoir une LIT en régulation principale et programmer les poires en secours Mise en place dune poire LSHH* |

| N° ligne | Filière | Fonction | Cause identifiée | Evènement redouté | Type d'impact | C (2) | C (3) | N° | Type d'équipement concerné | Type de recommandation | Recommandation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 347 | File eau PR Chainerie | RELEVEMENT | LSH (régulation) Déclenchement intempestif | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | 4 | Instrumentation/ Autom. | Procédure/ Exploitation Etude/intervention technique | *Contrôle périodique de bon fonctionnement de la poire lors de la ronde de visite Mise en place dune poire LSHH* |
| 348 | File eau PR Chainerie | RELEVEMENT | LSL (régulation) Non déclenchement | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | | | | |
| 349 | File eau PR Chainerie | RELEVEMENT | LSL (régulation) Déclenchement intempestif | Inondation totale ou partielle des installations ou détérioration significatives des équipements | Environnement | R3 | R2 | 5 | Instrumentation/ Autom. | Etude/intervention technique | *Mise en place dune poire LSHH* |
| | | S'assurer du bon fonctionnement des équipements | | | Environnement | | | 6 | Robinetterie | Procédure/ Exploitation | *S'assurer du test régulier des vannes manuelles : manœuvre pour éviter le grippage (Inspection annuelle tracée en maintenance)* |

| N° ligne | Filière | Fonction | Cause identifiée | Evènement redouté | Type d'impact | C (2) | C (3) | N° | Type d'équipement concerné | Type de recommandation | Recommandation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | S'assurer du bon fonctionnement des équipements | | | Environnement | | | 7 | Instrumentation/ Autom. | Procédure/Exploitation | *S'assurer du test régulier des vannes manuelles : manœuvre pour éviter le grippage (Inspection annuelle tracée en maintenance)* |

Nettoyage à l'aérogommage de la façade du bassin d'orage suite aux dégradations. (06-12-2022)

## *Aires de stockage des boues (Huiron et Maisons-en-Champagne)*

Les travaux d'aménagement des aires de stockage se sont terminés courant 2019. Aucune réception conjointe n'a été réalisée.

A noter que la gestion des lixiviats sur ces aires de stockage de boues reste délicate par le faible volume de stockage, imposant des pompages réguliers, et de nombreux allers retours vers la station de Vitry le François. Cela présente un impacte économique et ecologique.

En 2020, les baux locatifs des aires ont été renouvelés en modifiant les conditions financières.

## *Réseaux*

Veolia a réalisé en 2022 l'inspection par caméra de 175mL de canalisations et branchements.

De plus, Veolia a procédé au curage 15723 mL de canalisation dans le cadre d'opérations préventives. Les obstructions intervenues en 2022, ont nécessité le curage 1137 mL de canalisation dans le cadre des interventions curatives sur le réseau de collecte.

En 2022, le bassin de retenu de pollution a été curé à blanc conformément aux obligations contractuelles. A cette occasion, il a été réalisé la maintenance nécessaire des hydroéjecteurs et des agitateurs. Cette opération n'a pas eu d'impact sur le fonctionnement du réseau.

La réalisation de 50 enquêtes de conformité par an est un engagement contractuel. Au cours de l'année 2022, 59 enquêtes ont été réalisées à la demande de la Communauté de Communes. Depuis 2017, 202 enquêtes de conformité ont été réalisées.

| Année | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Enquête réalisées | 35 | 42 | 57 | 2 | 7 | 59 | 202 |

Tableau récapitulatif du nombre d'enquêtes réalisées depuis le début du contrat

Réparation casse collecteur béton 400 (2022)

Démolition regard borgne suite effondrement collecteur d300 béton (02-06-2022)

## *Système de collecte et de traitement de Marolles*

**Rappel des caractéristiques du système de traitement :**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Capacité nominale** : | Organique kg/jour de DBO5 | Hydraulique $m^3$/jour | Q pointe $m^3$/heure | Équivalent habitants |
| | 72 | 120 | 40 | 1 200 |
| **Débit de référence [$m^3$/j] :** | <= 120 | | | |
| **Charge entrante maxi:** Année : 2022 | En kg/j DBO5 : | 32 | En EH : | 540 |

En termes de charges, la CBPO de 2022 est de 32 kg DBO5/J, donc inférieur de 55 % à la capacité nominale de la station.

En 2022, 4 bilans ont été réalisés dans le cadre de l'autosurveillance de la station. Ci-dessous figure le détail de la conformité des bilans de l'année 2022.

| Date | Cond. Fonct. | Hors seuil en entrée | Dépassement seuil entrée | Jugt auto |
|---|---|---|---|---|
| 12/01/2022 | Hors condition | Vj | QJ - Seuil = 120 - Va l= 455 | Conforme |
| 13/04/2022 | Hors condition | Vj | QJ - Seuil = 120 - Val = 720 | Conforme |
| 29/06/2022 | Hors condition | Vj | QJ - Seuil = 120 - Val = 136 | Conforme |
| 12/10/2022 | DTG | | | Conforme |

Les rendements enregistrés lors des bilans sont les suivants :
- MES 97,8 %
- DCO 89,4 %
- DBO5 94,5 %
- NTK 85,3 %
- PT 90,1 %

La station reste conforme pour l'année 2022. L'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 impose pour les stations de moins de 2000 EH, l'estimation des débits journaliers déversés au point A2.

Afin d'évaluer le temps de déversement au trop plein du poste d'entrée de la station, une sonde piézométrique a été paramétrée. Une relation entre la hauteur d'eau au-dessus du radier du trop plein et le débit déversé a été établie pour répondre aux exigences réglementaires.

En 2022, les volumes déversés au point A2 sont estimés et transmis dans les fichiers SANDRE. En ce qui concerne le point A5 (by-pass au niveau du bassin aération), aucun équipement n'est nécessaire à condition que le plombage de la vanne du by-pass soit réalisé en présence de la Police de l'Eau et de la collectivité.

La vanne du point A5 a été modifiée et plombée en janvier 2022 afin de condamner son éventuelle manœuvr

Un projet de cahier de vie a été transmis par Veolia à la CCVCD qui devait les transmettre aux services de l'Etat.

Enfin, le contrat de délégation de service prévoit que cette station soit supprimée et que le réseau soit raccordé à celui de Vitry le François. Depuis 2017, la collectivité demande à Veolia de ne pas procéder à ces travaux et a confirmé en réunion mensuelle ne pas appliquer de pénalité pour la non réalisation de cette prestation. Une proposition technique a été apportée, mais elle est bloquée par les services de l'Etat qui impose de terminer le schéma directeur avant d'envisager les travaux.

La station d'épuration de Marolles est raccordée au réseau d'eau potable. L'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 impose la présence d'un disconnecteur sur l'arrivée d'eau potable en tête de la station.

*"Afin de protéger le réseau public d'eau potable de toute contamination par retour d'eau, sans préjudice des dispositions prévues par l'arrêté d'application de l'article R. 1321-57 du code de la santé publique, la canalisation d'arrivée d'eau potable à la station est équipée de manière à assurer un niveau de protection équivalent à celui du disconnecteur à zones de pression réduites contrôlables (type BA)."*

## *Système de collecte et de traitement de Soulanges*

**Rappel des caractéristiques du système de traitement :**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Capacité nominale** : | Organique kg/jour de DBO5 | Hydraulique $m^3$/jour | Q pointe $m^3$/heure | Équivalent habitants |
| | 15 | 38 | - | 250 |
| **Débit de référence [$m^3$/j] :** | <= 38 | | | |
| **Charge entrante maxi:** | En kg/j DBO5 : | 17 | En EH : | 283 |
| Année : 2022 | | | | |

En termes de charges, la CBPO de 2022 est de 283 EH, donc supérieure à la capacité nominale de la station de 250 EH.

Pour rappel, cette station est construite sur une zone de remblais instables ; le génie civil des ouvrages de traitement a bougé et les appareillages (biodisques montés sur une ligne d'arbre entraînée par un motoréducteur) sont depuis hors service du fait de cette instabilité. Le traitement actuel se limite donc à une simple décantation, avant rejet dans la Marne.

La station est à l'arrêt. Comme le prévoit l'article 35.1.2 du contrat de délégation, jusqu'à la mise hors service de la station, Veolia a réalisé en 2019 la surveillance des ouvrages, le pompage des boues liquides et l'autosurveillance de la station d'épuration.
Par ailleurs, la commune de Soulanges compte environ 500 habitants alors que la station est dimensionnée pour 250 équivalents habitants.

Les performances de la station sont donc limitées ce qui explique que l'installation soit non conformeen 2022 pour dépassement des concentrations rédhibitoires en sortie sur le paramètre DBO5. Alors que l'arrêté ne prévoit qu'un bilan une année sur deux, il en est réalisé un chaque année à la demande de la DDT.

## *Système de collecte et de traitement de Couvrot*

**Rappel des caractéristiques du système de traitement :**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Capacité nominale** : | Organique kg/jour de DBO5 | Hydraulique $m^3$/jour | Q pointe $m^3$/heure | Equivalent habitants |
| | 48 | 120 | - | 800 |
| **Débit de référence [$m^3$/j] :** | <= 120 | | | |
| **Charge entrante maxi:** | En kg/j DBO5 : | 19 | En EH : | 319 |
| Année : 2022 | | | | |

En termes de charges, la CBPO de 2022 est de 19 kg DBO5/J, donc inférieure à la capacité nominale de la station de 60 %. Cependant, cette charge est calculée sur la base de deux bilans d'autosurveillance réglementaires ce qui ne permet pas une bonne représentativité de la charge réellement reçue par la station.

La station est conforme en traitement sur les deux bilans de l'année 2022.

| Date | Cond. Fonct. | Hors seuil en entrée | Dépassement seuil entrée | Jugt auto |
|---|---|---|---|---|
| 04/05/2022 | DTG | | | Conforme |
| 29/08/2022 | DTG | | | Conforme |

Pour mémoire, la station de Couvrot a fait l'objet d'un diagnostic qui a été transmis à la CC de Vitry Champagne et Der en octobre 2017.

Des travaux sont à réaliser et sont en cours d'études par la collectivité:

- Mise en sécurité des ouvrages

- Réparation des canalisations pour pouvoir utiliser le lit de séchage

La station est vétuste et inadaptée au traitement des charges entrantes ; La collectivité est en train de mener une réflexion globale sur la réhabilitation du système de traitement et de collecte. Les résultats devraient être remis par le bureau d'étude fin 2022. La collectivité reviendra vers les services de l'Etat à ce moment ; les conclusions de l'étude seront remises en 2023.

## *Système de collecte et de traitement de Courdemanges*

**Rappel des caractéristiques du système de traitement :**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Capacité nominale** : | Organique kg/jour de DBO5 | Hydraulique $m^3$/jour | Q pointe $m^3$/heure | Équivalent habitants |
| | 36 | 90 | - | 600 |
| **Débit de référence [$m^3$/j] :** | <= 90 | | | |
| **Charge entrante maxi:** | En kg/j DBO5 : | 31 | En EH : | 509 |
| Année : 2022 | | | | |

En termes de charges, la CBPO de 2022 est de 509 EH, donc inférieure de 14 % à la capacité

nominale de la station.
Un projet de cahier de vie a été transmis par Veolia à la CC de Vitry, Champagne et Der qui l'a transmis aux services de l'Etat au cours du 4e trimestre 2019.
La Police de l'Eau a validé le schéma SANDRE fin 2018. Cependant, cette validation n'a donné lieu à aucun courrier de co-validation de l'Agence de l'Eau.

Pour rappel, un contrôle inopiné a été réalisé en octobre 2018 par la DDT de la Marne. Ce contrôle avait pour objectif d'identifier le DO tête de station (A2) et le cas échéant le by-pass de la station (point A5).

Le DO du PR grande rue a été identifié comme le point A2 de la lagune et devrait être équipé conformément aux exigences prévues par la réglementation. Aucun point A5 n'a été identifié et il a été validé qu'aucun point A5 ne devrait figurer dans le schéma SANDRE de la station.
En 2019, il a été convenu avec la CC de Vitry, Champagne et Der d'utiliser la sonde de niveau du PR grande rue comme outil d'estimation des volumes passant en by-pass. Ces données remontent dans le schéma Sandre pour l'année 2020.

Pour rappel, en 2019, Veolia a réalisé de nouvelles analyses de boues des lagunes ainsi qu'une bathymétrie. Les résultats indiquent que les analyses de boues sont conformes pour l'épandage. La bathymétrie réalisée par la chambre d'agriculture donnait à juin 2019, 1500 m3 de boues à évacuer soit 20 à 26 hectares nécessaires pour l'épandage.

| Date | Cond. Fonct. | Hors seuil en entrée | Dépassement seuil entrée | Jugt auto | Hors seuil en sortie | Dépassement seuil sortie |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12/01/2022 | DTG | DBO5 | Ch_DBO5 - Seuil=36.0 - Val=54.0 | Non Conforme | Ptot | RdtCh_Ptot - Seuil=70.0 - Val=-40,7 |
| 13/04/2022 | DTG | | | Conforme | | |
| 15/12/2022 | DTG | Qj + DBO5 | Qj - Seuil=90 - Val=96 Ch_DBO5 - Seuil=36.0 - Val=320.0 | Non Conforme | Ptot | RdtCh_Ptot - Seuil=70.0 - Val=32,9 |
| 26/12/2022 | DTG | Qj + DBO5 | Qj - Seuil=90 - Val=204 Ch_DBO5 - Seuil=36.0 - Val=140.0 | Non Conforme | Ptot | RdtCh_Ptot - Seuil=70.0 - Val=-46,7 |

Le bilan du 12/01/2022 est non conforme sur le paramètre Ptot pour non atteinte du rendement minimal prescrit sur le système de traitement (RdtCh_Ptot - Seuil=70.0 - Val=-40,7).

Le bilan du 15/12/2022 est non conforme sur le paramètre Ptot pour non atteinte du rendement minimal prescrit sur le système de traitement (RdtCh_Ptot - Seuil=70.0 - Val=32,9).

Le bilan du 26/12/2022 est non conforme sur le paramètre Ptot pour non atteinte du rendement minimal prescrit sur le système de traitement (RdtCh_Ptot - Seuil=70.0 - Val=-46,7).

Cependant, la station n'est pas équipée d'un dispositif de traitement du phosphore.

## *Système de collecte et de traitement de Blaise sous Arzillières*

**Rappel des caractéristiques du système de traitement :**

| Capacité nominale : | Organique kg/jour de DBO5 | Hydraulique m³/jour | Q pointe m³/heure | Équivalent habitants |
|---|---|---|---|---|
| | 30 | 75 | - | 500 |
| Débit de référence (m³/j) : | <= 75 | | | |
| Charge entrante maxi: | En kg/j DBO5 : | 23 | En EH : | 381 |
| Année : 2022 | | | | |

En termes de charges, la CBPO de 2022 est de 381 EH, ce qui est nettement inférieure à la capacité nominale de la station de 500 EH. Cependant, la valeur de 23 kg DBO5/J est issue de la seule analyse réalisée le 31 janvier, donc non représentative pour une moyenne annuelle.
Afin de pallier les problèmes d'arrivée d'eaux claires parasites, un diagnostic a été mené par un bureau d'études sur le réseau de collecte. Ce schéma directeur est mené par la collectivité.

Le bilan réalisé en 2022 dans le cadre de l'autosurveillance est conforme aux exigences réglementaires. Il est hors des conditions normales de fonctionnement pour dépassement du volume de référence en entrée du système de traitement. La Police de l'Eau a validé le schéma SANDRE en fin 2018. Cependant, cette validation n'a donné lieu à aucun courrier de co-validation de l'Agence de l'Eau.

| Date | Finalité | Cond. Fonct. | Hors seuil en entrée | Dépassement seuil entrée | Jugt auto |
|---|---|---|---|---|---|
| 31/01/2021 | Autosurveillance | Hors condition | Vj | QJ - Seuil=75.0 - Val=88.0 | Conforme |

### 1.1.1 Propositions d'amélioration

**CSD** : tous les industriels ne sont pas encore conventionnés. Pour ceux qui le sont, les conventions arrivent à échéance en 2020. En 2019, 5 dossiers retournés par les industriels ont été approuvés par Veolia. Reste à réaliser la rédaction des conventions par la Collectivité. En 2021, Veolia a transmis une liste d'industriels à traiter en priorité.

**Ouvrages et Sécurité des Travailleurs** : la sécurisation des ouvrages (notamment des postes de relèvement à équiper par des grilles antichute) est toujours à réaliser. Des devis de mise en sécurité des ouvrages concernés ont été transmis à la Collectivité. Ce volet relatif à la protection des salariés doit être traité avec attention.

**Réseaux Zone Vitry-Marolles** : la présence d'hydrocarbures a été identifiée dans le réseau séparatif et le réseau pluvial de la zone industrielle Vitry-Marolles.

Régulièrement, la présence d'hydrocarbures est constatée dans le réseau, nécessitant des pompages et nettoyages spécifiques avec un traitement adapté des effluents. Des contrôles chez quelques industriels ont été réalisés en collaboration avec le service des eaux et le service du développement économique de la Collectivité. Il convient de poursuivre ces investigations.

Pour rappel les hydrocarbures peuvent entraîner des dysfonctionnements du système d'assainissement biologique allant jusqu'à l'arrêt du traitement et la pollution du milieu naturel.

**Réseaux Pringy/Drouilly/Songy**

Les communes de Songy, Drouilly, Pringy rejettent leurs effluents dans la station d'épuration appartenant à l'industriel Malteurop. Nous ne connaissons pas les rendements épuratoires de cette station d'épuration.

Les informations qui reviennent de Malteurop signalent une forte variation des volumes collectés lors des événements pluvieux et, en période hivernale. Il faut continuer les investigations menées avec la Collectivité (ITV, recherches, tests..). De plus, des travaux de renouvellement du réseau d'assainissement ont été réalisés à Pringy. Il convient de poursuivre ces démarches à l'avenir. Veolia se tient à la disposition de la Communauté de Communes pour une aide à la décision.

Il n'existe pas de convention en vigueur pour formaliser ce protocole. Il convient que la collectivité porte cette démarche. Il sera nécessaire d'équiper l'exutoire du réseau de la CCVCD d'un dispositif de comptage des volumes.

**Réception d'effluents d'autres communes**

Les communes de Vitry en Perthois et Luxémont-Villotte rejettent tout ou partie de leurs effluents sur le réseau de collecte de la CCVCD. A ce jour, aucune convention de rejet tripartite n'existe. Veolia a transmis

en juillet 2019, des projets de convention. Il reste à la CCVCD à les valider et les faire accepter aux collectivités extérieures.

**Travaux d'assainissement**

La transmission de la part de la Collectivité du détail de tous les travaux réalisés par la Communauté de Communes sur son territoire avec les plans de récolement correspondants permettra à Veolia de mettre à jour les plans de réseau ainsi que les données SIG s'y rapportant. La tenue à jour des plans est un outil permettant une bonne gestion du patrimoine de la Collectivité.

Conscients des enjeux de sécurité et de santé au travail, nous avons engagé une campagne systématique de diagnostics sur les organes en mouvement et machines tournantes (directive 2006/42/CE), pour l'ensemble des installations que nous exploitons dans le cadre du contrat de délégation de service public de d'assainissement passé avec votre collectivité.

Nous avons ainsi démarré le diagnostic des équipements concernés à compter de mai 2019 et évalué les éventuels travaux de remise aux normes.

Assurer la sécurité de nos salariés est pour nous une absolue priorité. C'est pourquoi nous vous proposons de réaliser les travaux qui s'avéreraient nécessaires sur ces équipements dans les plus brefs délais.

Nous reviendrons rapidement vers vous afin d'examiner ensemble les conditions de prise en charge financières pour ces travaux.

**Station d'épuration de Marolles**

La sécurité du personnel n'est pas assurée sur la station de Marolles. Les gardes corps, les passerelles et les échelles ne sont plus conformes. Des investissements à ce sujet sont nécessaires pour maintenir une gestion en sécurité du site.

### 1.1.1 Révision du contrat

La mutabilité contractuelle **est un principe clé des concessions de service public**.

Des modifications peuvent lui être apportées dans les conditions de l'article L. 3135-2 du CCP. Celles-ci n'ont pas toutes la même importance mais permettent l'adaptation du contrat aux évolutions nouvelles.

C'est à cette fin que le contrat prévoit des clauses de révision,

- soit pour tenir compte de l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs,
- soit d'une nouvelle réglementation ayant une incidence sur l'exploitation
- soit au bout d'un certain temps

La révision a donc pour objet **de recaler le contrat dans son équilibre**.

Les clauses de révision ont de leurs côtés pour objet de restituer un processus de discussion pouvant conduire à une négociation.

## EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

### Les crises en cascade : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie.

Les crises successives affectant l'exécution des contrats de la commande publique depuis 2020 et en particulier la pénurie et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ont conduit le ministre de l'économie à solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les modifications des prix et tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision.

Le Conseil d'Etat a ainsi rendu un avis le 15 septembre 2022 (avis n°405540) sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et sur les conditions d'application de la théorie de l'imprévision, rapidement complété par une circulaire du Premier Ministre en date du 29 septembre 2022 (n° 6374/SG) et par une fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques de Bercy en date du 21 septembre 2022.

Ces textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

### Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité

En sus de la hausse conséquente des prix de l'énergie, au cours des prochains hivers, des coupures de gaz et d'électricité sont susceptibles d'affecter les services d'eau et d'assainissement, activités ne relevant pas des services prioritaires prévus par l'arrêté du 5 juillet 1990.

Le décret n° 2022-495 du 7 avril 2022, l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 et circulaire du Premier Ministre en date du 30 novembre 2022 sont venus préciser les mesures de préparation et de gestion de crise en cas de survenue d'une mesure de délestage électrique programmée. Il est notamment souligné la nécessité de mobiliser les gestionnaires de services publics d'eau et d'assainissement afin d'anticiper l'impact du délestage sur leurs services.

Ces trois textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

### Résilience des territoires et des réseaux

En application de la loi du 22 août 2021 "climat et résilience", le décret 2022-1077 du 28 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise le champ d'application du dispositif prévu à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure visant à améliorer la résilience des réseaux aux risques naturels, de même que les prescriptions pouvant être faites par les préfets dans ce cadre.

Les exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) situés dans les territoires présentant une exposition à un risque naturel important peuvent ainsi être enjoints par arrêté préfectoral à établir certains documents afin d'anticiper la gestion en cas de crise et favoriser un retour rapide à la normale.

Le décret du 2022-907 du 20 juin 2022 (JO du 21 juin 2022) et le décret 2022-1532 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) ont précisé l'obligation et les modalités de réalisation et de mise en œuvre des plans communaux (PCS).

Ces textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

### Verdissement de la commande publique

Pris en application de la loi “climat et résilience” d’août 2021, le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 (JO du 3 mai 2022) portant diverses modifications du code de la commande publique vise au “verdissement de la commande publique”. Il prévoit pour les marchés et concessions dont l’avis d’appel public à concurrence ou la consultation est lancé à compter du 21 août 2026 :

- la suppression du critère d'attribution unique fondé sur le prix (le critère du coût devra en effet prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre),
- et la description dans le rapport annuel du concessionnaire des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique.

Le décret prévoit par ailleurs pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2024 :

- un abaissement du seuil annuel des achats à partir duquel les collectivités territoriales doivent adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) à 50 millions d’euros,
- et de nouvelles modalités de recensement économique des marchés et de publication des données essentielles de la commande publique sur un portail national de données ouvertes.

### Loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS)

La loi 3DS (Loi n° 2022-217 du 21 février 2022) entend favoriser l’association des communes et le maintien des syndicats infra-communautaires à la gouvernance des compétences “eau” et “assainissement”. Cette loi vient notamment préciser :

- les modalités du maintien du transfert de compétences eau, assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés de communes d’ici à 2026, sauf délibération contraire.
- la création de nouvelles exceptions à l’interdiction de subventionner les services publics industriels et commerciaux explicitement relatives aux EPCI.

La loi 3DS fait l’objet de commentaires spécifiques dans l’annexe de ce document dédiée à l’actualité réglementaire 2022.

### Retour au sol des boues : la fin de l’obligation d’hygiéniser en période de pandémie

L'arrêté du 30 avril 2020 avait fixé le principe que les boues produites durant la pandémie doivent au préalable être totalement hygiénisées pour pouvoir être épandues et faire l'objet de mesures de surveillance supplémentaires. L’arrêté du 20 avril 2021 avait maintenu cette restriction tout en élargissant la liste des traitements de boues considérés comme hygiénisants.

L’avis du HCSP relatif aux traitements appliqués aux boues d'épuration par rapport au risque d'infection au virus SARS-CoV-2 du 31 octobre 2022 recommande de ne pas maintenir les mesures restrictives actuellement en vigueur depuis mars 2020. Cet avis a été repris dans un arrêté publié le 14 février 2023 qui abroge l’obligation d’hygiéniser les boues avant épandage.

### Retour au sol des boues : une volonté de maintenir ce principe mais avec un suivi renforcé à prévoir dès maintenant

La Loi AGEC du 10 février 2020 (relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) ainsi que l'ordonnance du 29 juillet 2020 (relative à la prévention et à la gestion des déchets) devrait modifier le cadre réglementaire régissant les conditions de retour au sol des boues d'épuration produites par les installations d’assainissement et, ce, à travers un ensemble de textes réglementaires (décrets, arrêtés regroupés sous le

terme général de “socle commun”). Le projet de “socle commun” confirme la volonté de maintenir le retour au sol des boues et composts et réaffirme l’intérêt de ce retour au sol, en cohérence avec la position européenne. Cet ensemble de textes réglementaires, actuellement en révision, entrera progressivement en application avec des échéances prévisibles à partir de 2024. La première échéance marquera l’entrée en vigueur de nouveaux critères d’innocuité qui inclura de nouveaux paramètres et seront applicables aux boues et aux composts de boues.

Cette future réglementation est susceptible d’entraîner un impact contractuel et financier sur le service de l’assainissement.

### Recherche et réduction des Substances Dangereuses dans l’Eau (RSDE) : le principe de réduction des émissions à la source est maintenu !

La note technique du 24 mars 2022 (remplaçant celle du 12 août 2016) relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction est venue confirmer les deux piliers de la démarche applicable aux stations de plus de 10 000 eq.habitants :

- une phase de recherche des substances à enjeux (dites "significatives") dans les eaux brutes et traitées ;
- une phase de diagnostic à l'amont pour comprendre les sources d'émission et identifier les actions de réduction à initier sur les territoires pour réduire ces substances dans les eaux usées urbaines.

Cette note redéfinit les modalités de la recherche de micropolluants dans les eaux usées traitées et dans les eaux brutes des stations de traitement des eaux usées (STEU) et précise le calendrier de mise en œuvre du nouveau cycle RSDE qui a débuté dès 2022. Cette note technique donne la faculté au Préfet d’élargir la liste de substances à rechercher au regard de la sensibilité du milieu récepteur.

Elle engage les services d’assainissement dans une démarche de réduction des émissions de substances.

### Réutilisation des eaux usées traitées : des possibilités d’usages élargies !

Le décret 2022-236 du 10 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées a pour objectif de mettre en place une procédure pour autoriser pour une durée limitée (5 ans maximum - renouvelables) de nouveaux usages des eaux usées traitées. Comme confirmé dans l’ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022 (JO du 23 décembre 2022), ce décret ne concerne pas les usages déjà réglementés (irrigation agricole et espaces verts notamment – via les arrêtés de 2010 et 2014 et usages internes à la station d’épuration).

Ce texte offre ainsi un cadre pour étendre à titre « temporaire » de nouveaux usages des eaux usées traitées (tels que le lavage des rues, le « multi-usages » en site industriel, …). Il précise notamment :

- les caractéristiques des eaux usées traitées pouvant être utilisées :
- les usages possibles : tous les usages à l’exception de ceux pratiqués à l’intérieur des locaux d’habitation, des établissements de santé, d'hébergement de personnes âgées, des cabinets médicaux/dentaires, des crèches, écoles, etc ;
- la procédure d’autorisation des projets d’utilisation :
- les modalités de suivi et de surveillance à mettre en place : tenue d’un carnet sanitaire et transmission au préfet chaque année d’un rapport incluant volumes réutilisés, résultats de la surveillance, synthèse des dysfonctionnements, et un volet économique.

Un arrêté du 28 juillet 2022 (JO du 4 août 2022) est venu préciser les pièces attendues dans la demande d’autorisation d’utilisation des eaux usées traitées prévue par le décret du 10 mars 2022.

Ces différents textes font l’objet de commentaires spécifiques dans l’annexe de ce document dédiée à l’actualité réglementaire 2022.

## Projet de révision de la Directive Eaux résiduaires Urbaines : de nouveaux défis à relever ?

La proposition de révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991 a été présentée par la Commission européenne le 26 octobre 2022. Il s'agit à ce stade d'un projet : des amendements, des modifications, … vont être intégrés à ce texte avant le vote au Parlement.
Figurent aujourd'hui dans la proposition :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement de plus de 1 000 EH ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations au-dessus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements tertiaires, notamment pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 100 000 EH avant le 31 décembre 2035 puis étendue par la suite aux stations de plus de 10 000 EH en cas de risque pour la santé ou l'environnement ;
- une identification et réduction des pollutions non domestiques pour encourager la valorisation des boues et des eaux usées traitées, réduire les impacts sur les milieux récepteurs et les dysfonctionnements des stations ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant les produits pharmaceutiques et cosmétiques ;
- la neutralité énergétique envisagée d'ici à 2040 pour les stations d'épuration supérieures à 10 000 EH grâce à la production d'énergies renouvelables, notamment de biogaz à partir des boues.

## Fin du Réseau Téléphonique Commuté (RTC) et du support filaire cuivre

Le **réseau filaire cuivre** en France a connu son véritable essor au début des **années 1970**. Dans un premier temps réservé à la téléphonie fixe, il a également porté la naissance de l'internet haut débit avec l'ADSL. Désormais moins adapté aux usages des Français, le cuivre est de plus en plus concurrencé par **la fibre optique**, plus *performante*, moins *énergivore*, et surtout *moins sensible aux aléas météorologiques*. **Le numérique s'installe durablement dans notre paysage.**

**Les dates clés**

A partir de 2023, Orange commencera à démonter les infrastructures RTC par plaques.

**Impact sur les installations d'eau**

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC ou des lignes internet de type IP gérés par les opérateurs télécom.

**La Valeur Ajoutée VEOLIA**

- Diagnostic sur les installations et plan d'action,
- Renouvellement des installations impactées afin d'utiliser le mode de transfert IP,
- Traitement de l'obsolescence et montée en gamme des télétransmetteurs,
- Baisse du coût de l'abonnement et des communications

Cette évolution de conditions techniques d'exécution du service est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service des eaux.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

**Réglementation anti-endommagement**

L'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, et les évolutions apportées par le décret n° 2018-899 du 22 octobre 2018 et l'arrêté du 26 octobre 2018, définissent pour les réseaux non sensibles l'obligation de répondre aux DT-DICT en classe A :

- au 01/01/2026 pour les communes classées en zone urbaine.
- au 01/01/2032 pour les communes classées en zone rurale.

# 2.

## LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION

**Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).**

# 2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre d'abonnés (clients) desservis** | **5 990** | **6 005** | **5 977** | **6 005** | **6 133** | **2,1 %** |
| Abonnés sur le périmètre du service ( y compris Vitry Habitat en 2023) | 5 988 | 6 003 | 5 975 | 6 003 | 6 131 | 2,1 % |
| Autres services (réception d'effluent) | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0,0 % |
| **Assiette de la redevance ($m^3$)** | **1 163 765** | **1 182 544** | **966 133** | **1 000 811** | **1 146 259** | **14,5 %** |
| Effluent collecté sur le périmètre du service | 1 109 492 | 1 133 448 | 908 541 | 942 006 | 1 088 788 | 15,6 % |
| Autres services (réception d'effluent) | 54 273 | 49 096 | 57 592 | 58 805 | 57 201 | -2,7 % |

Le volume de la redevance correspondant à la réception d'effluents en provenance d'autres services se détaille de la façon suivante :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Assiette de la redevance réception d'effluent autres services ($m^3$)** | **54 273** | **49 096** | **57 592** | **58 805** | **57 201** |
| Réception d'effluents de la commune de Luxémont-Villotte | 15 000 | 13 419 | 13 871 | 10 808 | 10 507 |
| Réception d'effluents de la commune de Vitry en Perthois | 39 273 | 35 677 | 43 721 | 47 997 | 46 694 |

Pour rappel, la méthode de comptabilisation du nombre d'abonné a changé en 2018 par rapport aux années précédentes, seuls les clients ayant un contrat actif au 31/12/2018 ont été comptabilisés contrairement aux années précédentes où des clients résiliés en cours de facturation pouvaient être pris en compte.

Pour mémoire, l'évolution du nombre d'abonnés entre les années 2016 et 2017 est liée au changement de périmètre du contrat. Le nombre d'abonnés en 2017 n'intégrait pas les communes de Blaise sous Arzillières, Courdemanges, Couvrot. Le périmètre du nouveau contrat intègre les communes de Blaise sous Arzillières, Courdemanges, Couvrot, Huiron, Loisy sur marne, Maisons en Champagne. Les communes de Drouilly, Pringy, Songy ont intégré le contrat au 01/07/2017.

En 2018 et 2019, la totalité des abonnés de ces communes est comprise dans les données présentées ci-dessus

### → *Les principaux indicateurs de la relation consommateurs*

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'interventions avec déplacement chez le client | 49 | 93 | 30 | 17 | 17 | 0,0% |
| Nombre annuel de demandes d'abonnement | 640 | 671 | 52 | 481 | 762 | 58,4% |
| Taux de mutation | 10,9 % | 11,4 % | 0,9 % | 8,2 % | 9,7 % | 18,3% |

## 2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

L'engagement de Veolia en faveur de ce service consommateurs de proximité et de grande qualité, s'appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d'eau et d'assainissement à obtenir l'attestation "Relation Client 100% France".

Délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d'un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d'un audit initial de l'AFNOR.

Cette certification garantit que :

- 100 % des 11 Centres de Relation Client sont implantés en France ;
- 100 % des 1500 collaborateurs et conseillers clientèle impliqués dans cette relation bénéficient de contrats de droit français ;
- 100 % des consommateurs de services publics d'eau et d'assainissement, dont la relation usagers est confiée à Veolia bénéficient d'une proximité et d'une qualité "made in France »

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✓ la qualité de l'eau
- ✓ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité…
- ✓ la qualité de l'information adressée aux abonnés

**NB : En 2021, Veolia a modifié le mode de collecte de ses enquêtes de satisfaction, passant d'interviews par téléphone à des interviews en ligne (les consommateurs reçoivent un e-mail les invitant à répondre à un questionnaire). Cette évolution permet d'interroger un plus grand nombre de consommateurs par an et de disposer ainsi de mesures de satisfaction plus fines, sur des échantillons plus robustes.**

**Ce changement de méthode peut cependant avoir pour effet un repli plus ou moins net des taux de satisfaction relevés**. En effet, comme le confirme l'institut Ipsos, en charge de ces enquêtes, un écart d'une dizaine de points à la baisse est couramment observé lorsque l'on passe de l'interview téléphonique à l'e-mail. Deux causes cumulatives peuvent l'expliquer :

- ✓ Répondre à une sollicitation d'enquête par e-mail est une action volontaire et les consommateurs insatisfaits sont plus enclins à cliquer sur le lien dans l'invitation pour répondre à ces enquêtes
- ✓ Dans le cadre d'une enquête téléphonique, inconsciemment, les interviewés associent l'enquêteur avec le service qu'il leur demande d'évaluer. Ils se montrent ainsi plus indulgents et donnent des notes moins sévères qu'ils ne l'auraient fait lors d'une enquête en ligne.

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Satisfaction globale | 83 | 84 | 86 | 74 | 77 | +3 |
| La continuité de service | 96 | 94 | 96 | 91 | 94 | +3 |
| Le niveau de prix facturé | 58 | 59 | 64 | 50 | 55 | +5 |
| La qualité du service client offert aux abonnés | 82 | 77 | 82 | 72 | 73 | +1 |
| Le traitement des nouveaux abonnements | 89 | 86 | 77 | 71 | 74 | +3 |
| L'information délivrée aux abonnés | 74 | 72 | 77 | 70 | 72 | +2 |

FOCUS

## *Composition de votre eau !*

***Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.***

### → *Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia*

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

**#1 Qualité** : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
**#2 Intervention** : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »
**#3 Budget :** « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
**#4 Services :** « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
**#5 Conseil :** « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

# 2.3 Données économiques

### → *Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2022 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Taux d'impayés** | **1,39 %** | **2,68 %** | **2,01 %** | **2,67 %** | **2,61 %** |
| Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1) | 42 465 | 60 452 | 65 655 | 74 492 | 71 685 |
| Montant facturé N - 1 en € TTC | 3 051 949 | 2 254 942 | 3 266 170 | 2 794 218 | 2 749 917 |

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités…).

### → *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]*

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,…) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées.
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2022, le montant des abandons de créance s'élevait à 0 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social | 120 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€) | 13 660,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Assiette totale ($m^3$) | 1 163 765 | 1 182 544 | 966 133 | 1 000 811 | 1 146 259 |

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

### → *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année | 157 | 69 | 83 | 78 | 178 |
| Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés | 19 | 9 | 1 | 27 | 72 |

# 3.

## LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE

**Collecter, traiter, surveiller… : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel sur les sites (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.**

# 3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

| **Usines de dépollution** | **Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)** | **Capacité équivalent habitant (EH)** | **Capacité hydraulique ($m^3$/j)** |
|---|---|---|---|
| Lagune de Courdemanges | 36 | 600 | 90 |
| STE MAROLLES | 72 | 1 200 | 180 |
| STEP de Blaise sous Arzilliere | | 500 | 75 |
| STEP de Couvrot | | 800 | 120 |
| STEP de Soulanges | | 250 | 38 |
| STP VITRY LE FRANCOIS | 4 076 | 67 900 | 9 750 |
| **Capacité totale :** | **4 184** | **71 250** | **10 215** |

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

| Postes de refoulement / relèvement | Trop plein | Débit des pompes ($m^3/h$) |
|---|---|---|
| REL MAROLLES - LA VIOLETTE | Non | 15 |
| PR de Chatelraould | Non | 18 + 12 |
| PR Drouilly | Non | 10 |
| PR du lotissement | Non | |
| PR grande rue | Non | 11 |
| PR Pringy | Non | 13 |
| PR rue de champagne | Non | |
| PR rue de l'Hermite | Non | |
| PR rue de taille pied | Non | |
| PR rue des serres | Non | 18 + 12 |
| PR rue du pont | Non | 33 |
| PR Songy | Non | 25 |
| REF SOULANGES | Non | 18 |
| REL AIRE DES GENS DU VOYAGE | Non | |
| REL ASEVE RUE CITADELLE | Non | 5 |
| REL AV. DU PERTHOIS | Non | 25 |
| REL BLACY - MAISON BLANCHE | Non | 15 |
| REL BLACY - RICHEPEIGNE | Non | 15 |
| REL BLACY - RTE DE PARIS | Non | 5 |
| REL BLACY - VIEILLE ROUTE | Non | 30 |
| REL BORDS DE MARNE | Non | 20 |
| REL CHAINERIE | Non | 15 |
| REL CICT | Non | 25 |
| REL COLLEGE FRIGNICOURT | Non | |
| REL FG ST DIZIER | Non | 20 |
| REL FRIGNICOURT - MAUCOURT | Non | 30 |
| REL HAMOIS | Non | 20 |
| REL HAUTE BORNE | Non | 30 |
| REL LES INDES | Non | 30 |
| REL MALTERIE | Non | 40 |
| REL MAROLLES - ANDRE DUC | Non | 7 |
| REL MAROLLES - RUHAUTIER | Non | 15 |
| REL QUAI DE LA FAIENCERIE | Non | 45 |
| REL VLF - RUE AMPERE | Non | 25 |
| REL ZAE LOISY | Non | |

**Autres installations**

| |
|---|
| BO Vitry le Francois |
| Deversoir Orage STEP Vitry |
| DO Abbé Gouget |
| DO Bois Bode |
| DO Fosse à sable MJC |
| DO Leclerc |
| DO Mont Berjon |
| DO Piscine |
| DO Pont Levis |

# 3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de collecte,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → *Les canalisations, branchements et équipements*

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Canalisations** | | | | | | |
| Longueur totale du réseau (km) | 109,7 | 109,7 | 150,1 | 150,5 | 150,9 | 0,3 % |
| Canalisations eaux usées (ml) | 75 681 | 75 608 | 76 325 | 76 809 | 76 924 | 0,1 % |
| *dont gravitaires (ml)* | 67 447 | 67 393 | 67 898 | 68 388 | 68 803 | 0,6 % |
| *dont refoulement (ml)* | 8 234 | 8 215 | 8 427 | 8 421 | 8 121 | -3,6 % |
| Canalisations unitaires (ml) | 33 738 | 33 815 | 33 907 | 33 903 | 34 118 | 0,6 % |
| *dont gravitaires (ml)* | 33 738 | 33 815 | 33 907 | 33 903 | 34 087 | 0,5 % |
| *dont refoulement (ml)* | | | | | 31 | |
| Canalisations eaux pluviales (ml) | 260 | 260 | 39 818 | 39 795 | 39 889 | 0,2 % |
| *dont gravitaires (ml)* | 260 | 260 | 39 818 | 39 795 | 39 889 | 0,2 % |
| **Branchements** | | | | | | |
| Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires | 5 010 | 5 010 | 5 010 | 5 010 | 5 010 | 0,0 % |
| Nombre de branchements eaux pluviales | 175 | 175 | 175 | 175 | 175 | 0,0 % |
| **Ouvrages annexes** | | | | | | |
| Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs | 1 174 | 1 174 | 1 174 | 1 174 | 1 174 | 0,0 % |
| Nombre de regards | 4 044 | 4 044 | 4 044 | 4 044 | 4 044 | 0,0 % |
| Nombre de déversoirs d'orage | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 0,0 % |

Des mises à jour de notre SIG sont régulièrement réalisées au fur et à mesure de la transmission par la Collectivité des plans de récolement.

| COMMUNE | Linéaire (ml) |
|---|---|
| BLACY | 9 178 |
| BLAISE SOUS ARZILLIERES | 3 848 |
| COURDEMANGES | 4 532 |
| COUVROT | 14 083 |
| DROUILLY | 1 654 |
| FRIGNICOURT | 10 978 |
| LOISY SUR MARNE | 364 |
| MAROLLES | 17 332 |
| PRINGY | 6 669 |

| | |
|---|---|
| SONGY | 4 325 |
| SOULANGES | 3 761 |
| VITRY LE FRANÇOIS | 73 214 |
| Inconnu | 233 |
| Total général | 153 896 |

Pour mémoire, en 2017, l'inventaire des ouvrages annexes a été mis à jour d'après une extraction SIG.

En 2017, l'augmentation du linéaire de réseau correspond à l'intégration des nouvelles communes au contrat:

-au 1er Janvier 2017 : BLAISE SOUS ARZILLIERES, COURDEMANGES, COUVROT

-au 1er Juillet 2017 : PRINGY, DROUILLY, SONGY

Mise à jour du SIG à partir des plans de récolement.

Bassin de retenue de pollution et déversoirs d'orage :

Pour mémoire, les travaux de réhabilitation complets (génie civil, tampon, clapets,..) sur les 5 déversoirs d'orage (Piscine, Fauverge, Amont Step,…) se sont terminés à fin 2013 mais les installations restent à être remises au Fermier après levée des réserves émises sur la sécurité des ouvrages.

# 3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc. , constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

## 3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux **[P253.2]** est de %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

| **Canalisations** | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml) | 109 419 | 109 423 | 110 232 | 110 712 | 111 042 |

## 3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice **[P202.2]** pour l'année 2022 est de :

| **Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau** | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux | 26 | 26 | 26 | 26 | 85 |

| Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau | | Barème | Valeur ICGPR |
|---|---|---|---|
| **Code VP** | **Partie A : Plan des réseaux (15 points)** | | |
| **VP250** | Existence d'un plan des réseaux | 10 | 10 |
| **VP251** | Mise à jour annuelle du plan des réseaux | 5 | 5 |
| **Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)** | | | |
| **VP252** | Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques | | Oui |
| **VP253** | Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres. | | 60 % |
| **VP254** | Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres | | Oui |
| **Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254** | Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux) | 15 | 11 |
| **VP255** | Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations | 15 | 15 |
| | **Total Parties A et B** | **45** | **41** |
| **Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)** | | | |
| **VP256** | Existence information géographique précisant altimétrie canalisations | 15 | 11 |
| **VP257** | Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes | 10 | 10 |
| **VP258** | Inventaire pompes et équipements électromécaniques | 10 | 10 |
| **VP259** | Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux | 10 | 1 |
| **VP260** | Localisation des autres interventions | 10 | 10 |
| **VP261** | Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau | 10 | 2 |
| **VP262** | Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations | 10 | 0 |
| | **Total:** | **120** | **85** |

Confromement à la demande de la collectivité, et faisant suite à l'audit de contrat, l'ICGPR 2022 a été calculé en prenant en compte une année de pose des canalisations « avant 1970 » pour l'ensemble du parc (VP255).

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que des informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

# 3.4 Gestion du patrimoine

## 3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines…) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ ***Les installations***

| Lieu ou ouvrage | Description |
|---|---|
| STEP Vitry le François | Poste à boues F1 : remplacement pompe |
| STEP Vitry le François | Remplacement pompe chlorure ferrique GB.PV.1100 |
| STEP Vitry le François | Remplacement pompe 2 matières de vidange BR.PC.1200 |

| Lieu ou ouvrage | Description |
|---|---|
| PR Rue de champagne couvrot | Remplacement pompe 1 |
| PR Citadelle | remplacement pompe 2 |
| PR Vitry bord de Marne | remplacement armoire électrique avec une poire secours et une poire trop plein, installation sonde piezo |

| Installations électromécaniques | Opération réalisée dans l'exercice |
|---|---|
| **VITRY LE FRANCOIS PR DE MALTERIE** | |
| **CONTROLE COMMANDE** | |
| ARMOIRE ELECTRIQUE BT | Rénovation |
| TELEGESTION | Rénovation |
| **VITRY LE FRANCOIS PR DES BORDS DE MARNE** | |
| **CONTROLE COMMANDE** | |
| ARMOIRE ELECTRIQUE BT | Rénovation |
| **MAROLLES PR LOTISSEMENT ANDRE DUC** | |
| **RELEVEMENT** | |
| POMPE 1 | Renouvellement |
| **COUVROT PR RUE DE CHAMPAGNE** | |
| **RELEVEMENT** | |
| POMPE 1 | Renouvellement |
| POMPE 2 | Renouvellement |
| **USINE DE DEPOLLUTION - BLAIZE SOUS ARZILLIERES** | |
| **ALIMENTATION EAU BRUTE** | |
| POMPE DE RELEVEMENT | Renouvellement |
| **USINE DE DEPOLLUTION - VITRY** | |
| **TRAITEMENT BIOLOGIQUE A BOUES ACTIVEES** | |
| AGITATEUR 4 AERATION FILE 1 DA3400 | Renouvellement |
| AGITATEUR 2 AERATION FILE 2 DA3600 | Renouvellement |
| **RECIRCULATION ET EXTRACTION DES BOUES DE CLARIFICA** | |
| POMPE RECIRCULATION 1 FILE 1 | Rénovation |
| **MATIERES DE VIDANGE** | |
| POMPE 2 FOSSE | Renouvellement |
| **EPAISSISSEMENT** | |
| GRILLE D'EPAISSISSEMENT 1 | Renouvellement |
| MESURE DE NIVEAU COAGULATION 1 | Renouvellement |
| AGITATEUR FLOCULATION 2 | Rénovation |
| **CHLORURE FERRIQUE** | |
| MESURE DE DEBIT VERS CONDIT FILE 2 | Renouvellement |
| **PRODUCTION D'AIR BIOLOGIQUE** | |
| SOUPAPE DE SURETE 3 | Renouvellement |
| SURPRESSEUR D'AIR 4 | Renouvellement |
| SOUPAPE DE SURETE 5 | Renouvellement |
| **TRAITEMENT ET TRANSFERT DES SABLES** | |
| GRAPPIN | Renouvellement |
| CRIBLE TROMMEL | Rénovation |
| **PRODUCTION D'AIR FILTRE-PRESSES** | |
| COMPRESSEUR 1 (GAUCHE) | Renouvellement |
| BALLON DE STOCKAGE 1 | Renouvellement |
| BALLON 100 LITRES 1 | Renouvellement |
| COMPRESSEUR 2 (DROITE) | Renouvellement |
| BALLON DE STOCKAGE 2 | Renouvellement |

| | |
|---|---|
| BALLON 100 LITRES 2 | Renouvellement |
| ACCESSOIRES AIR DE SERVICE | Renouvellement |
| **BATIMENTS D'EXPLOITATION** | |
| PORTAIL ELECTRIQUE | Renouvellement |

### → *Les réseaux et branchements*

| Lieu ou ouvrage | Description |
|---|---|
| Couvrot - rue des Argenaux | Renouvellement tampon sur collecteur le 06/09/22 |
| Couvrot - rue des Cugnots | Renouvellement tampon sur collecteur le 06/09/22 |
| Couvrot - rue des Vigneux | Renouvellement tampon et dalle sous tampon sur collecteur le 06/09/22 |
| Frignicourt - rue de Maucourt PR | Renouvellement des 2 refoulements et empiecements sur PR le 09/02/22 |
| Marolles - rue de la Violette LOXAM | Renouvellement d'un branchement assainissement Pvc dn 200 sur 2 ml le 24/06/22 |
| Vitry le François - 16 rue des Minimes | Renouvellement d'un branchement assainissement Pvc dn 160 sur 8 ml le 18/05/22 |
| Vitry le François - 16 rue des Minimes | Renouvellement d'une boite de branchementl e 18/05/22 |
| Vitry le François - 2 rue du Bac | Renouvellement d'un branchement assainissement Pvc dn 125 sur 6 ml le 12/10/22 |
| Vitry le François - 2 rue du Bac | Renouvellement d'une boite de branchementl le 12/10/22 |
| Vitry le François - 22 rue Charles Simon | Renouvellement du collecteur DN400 sur 3.5ml le 04/03/22 |
| Vitry le François - 26 rue du Dispensaire | Renouvellement d'un branchement assainissement Pvc dn 160 sur 2 ml le 02/06/22 |
| Vitry le François - 26 rue du Dispensaire | Renouvellement du collecteur DN350 sur 4 ml le 02/06/22 |
| Vitry le François - 3 rue Aristide Briand | Renouvellement d'une boite de branchementl le 09/11/22 |
| Vitry le François - 3 rue Aristide Briand | Renouvellement d'un branchement assainissement Pvc dn 150 sur 2 ml le 09/11/22 |
| Vitry le François - 31 rue du Lion d'Or | Renouvellement d'un branchement assainissement Pvc dn 160 sur 3 ml le 22/02/22 |
| Vitry le François - 32 rue Aristide Briand | Renouvellement d'une boite de branchementl le 09/11/22 |
| Vitry le François - 32 rue Aristide Briand | Renouvellement d'un branchement assainissement Pvc dn 125 sur 6 ml le 09/11/22 |
| Vitry le François - angle place Giraud et Petite Rue de Frignicourt | Renouvellement d'une boite de branchementl e 07/07/22 |
| Vitry le François - Faubourg de Saint Dizier PR | Renouvellement d'un coude en aerien sur pont le 25/02/22 |
| Vitry le François - rue Abraham Moivre Résidence | Renouvellement d'un branchement assainissement Pvc dn 160 sur 3 ml le 14/09/22 |

| **Réseaux** | **Quantité renouvelée dans l'exercice** |
|---|---|
| **Réseau (lot)** | |
| BRANCHEMENTS ASSAINISSEMENT | 10 |

### 3.4.2 Les travaux neufs réalisés

#### → *Les installations*

Travaux réalisés par le délégataire :

| Lieu ou ouvrage | Description |
|---|---|
| Vitry le François - rue monseigneur Nottin batiment les cygnes | Suppression de 2 branchements assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile paillard batiment les alouettes | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile paillard batiment les martinets | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile paillard batiment les rossignols | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile paillard batiment les grèbes | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile paillard batiment les sarcelles | Suppression de 2 branchements assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue monseigneur Nottin batiment les flamands roses | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue monseigneur Nottin batiment les aigrettes | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue monseigneur Nottin batiment les perruches | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue monseigneur Nottin batiment les gélinottes | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue du faubourg du hamois batiments les pélicans | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Klerk Mandela batiment les guepes | Suppression du branchement assainissement le 03/03/22 |

| Installations électromécaniques | Réalisé dans l'exercice |
|---|---|
| **1er Etablissement** | |
| **1er Etablissement** | |
| STEP VLF AMDEC RISQUES DEFAILLANCE (Y6F39) 2022 | X |

### → *Les réseaux et branchements*

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

| Lieu ou ouvrage | Description |
|---|---|
| Blacy - 37 rue des Novalles | Branchement Asst - Création Pvc dn 160 sur 7 ml le 04/03/22 |
| Courdemanges - rue de la Corre | Branchement Asst - Création Pvc dn 160 sur 3 ml le 15/04/22 |
| Courdemanges - rue Taillepied | Branchement Asst - Création Pvc dn 160 sur 6 ml le 17/02/22 |
| Courvrot - rue du Château (micro-crèche) | Branchement Asst - Création Pvc dn 160 sur 5.5 ml le 28/09/22 |
| Marolles - 7 rue saint Hubert ESAT | Branchement Asst - Création Pvc dn 160 sur 3 ml le 13/01/22 |
| Pringy - face au 1 chemin des Grèves | Branchement Asst - Création Pvc dn 160 sur 3 ml le 20/12/22 |
| Pringy - rue du Moulin | Branchement Asst - Création Pvc dn 160 sur 2 ml le 05/07/22 |
| Songy - Grande Rue | Branchement Asst - 2 xCréation Pvc dn 160 sur 7 ml chacun le 30/06/22 |
| Soulanges - rue du Mont Jouy | Branchement Asst - Création Pvc dn 160 sur 9 ml le 06/04/22 |
| Vitry le François - 24 rue Saint Vincent | Boite Asst - Création dn 150 le 12/04/22 |
| Vitry le François - 48 rue de la Jouette | Boite Asst - Création dn 150 le 22/09/22 |
| Vitry le François - 5 rue Aristide Briand | Boite Asst - Création dn 150 le 09/11/22 |
| Vitry le François - rue des Hauts Pas (Ecole de la Salle) | Branchement Asst - 4 xCréation Pvc dn 160 sur 8 ml chacun le 10/06/22 |
| Vitry le François - rue du 08 Mai bâtiment Les Narcisses | Boite Asst - Création dn 150 le /22 |
| Vitry le François - rue du Mouton (Ecole de la Salle) | Branchement Asst - Création Pvc dn 160 sur 5 ml le 11/05/22 |
| Vitry le François - rue du Petit Denier (Ecole de la Salle) | Branchement Asst - Création Pvc dn 160 sur 6 ml le 13/05/22 |

# 4.

## LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE

**La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).**

# 4.1 La maintenance du patrimoine

ENGAGEMENT

On distingue deux types d'interventions :

✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,

✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.

FOCUS

***La gestion centralisée des interventions***

**Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.**

→ ***Les opérations de maintenance des installations***

| Lieu ou ouvrage | Description |
|---|---|
| Ensemble des installations | Entretien des espaces verts |
| Ensemble des installations | Vérifications des installations électriques par un organisme agréé (SOCOTEC) |
| Ensemble des installations | Vérifications des installations de levage par un organisme agréé |
| Ensemble des installations | Curage préventif des ouvrages |
| Ensemble des installations | Gestion des boues |
| STEP Vitry-le-François | Remplacement moteur et huile agitateur floculation file 2 |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | POSTE À BOUES F1 : bride/joint + Barre de guidage + chaine. Changement barre de guidage + griffe/joint. |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | POSTE À BOUES F2 : changement crochet + griffe/joint + barre de guidage + chaine. - DD.PC.2300 : changement de crochet (haut de la p |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Changement Carte d'alimentation Transmetteur Sonde Bassin d'Aération File 1. |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Changement pressostat |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement carte alimentation transmetteur redox 1 chenal biologique 2 |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement pressostat compresseur air 1 EL.CC.1100 |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Démontage electrovanne de purge petit ballon air 1 EL.CC.1100 |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement moteur gauche portail entrée |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement 10 m câble sonde de bourrage d'évouteur silo 2 |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement vanne eau indus vers pompe sable trommel. |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement câble sonde de bourrage doseur silo 2. |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Changement filtre industriel clarif + local eau industriel |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Changement silo a chaux 1 |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement transmetteur et sonde niveau coagulation file 2 |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement Capteurs portillons accès clarification 1 et 2 |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement électrovanne purge ballon 100l compresseur 1 filtre pressse |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement swich modbus communication surpresseurs file 1 |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement carte sortie refus de dégrillage |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement contrôleur de phase et démontage ventilation petite vitesse |
| STEP VITRY LE FRANÇOIS | Remplacement 2 contacteurs barrière immatérielle filtres presse 2 |
| STEP MAROLLES | Remplacement disjoncteur dégrilleur et vérification électrique |
| STEP MAROLLES | Remplacement place sonde de niveau poste de relèvement |
| STEP MAROLLES | Remplacement bloc auxiliaire disjoncteur moteur dégrilleur |
| STEP BLAISE SOUS ARZILLIERES | Pompe de relevage hs, mise en place pompe de secours |

| Lieu ou ouvrage | Description |
|---|---|
| Ensemble des postes de relevage | Curage des postes |
| Ensemble des postes de relevage | Entretien des poires de niveaux |
| Ensemble des postes de relevage | Remplacement de sondes |
| PR MALTERIE | Remplacement câble alimentation après enfouissement gaine et câble par l équipe travaux,allongement terre |
| PR VITRY ROUTE DE PARIS | Remplacement poire trop plein, câble bloqué dans le foureau, installation boîte de dérivation |
| PR VITRY SONGY | Changement de la Batterie |
| PR ST DIZIER | remplacement contrôleur de phase et modification programme télégestion |
| PR RUE TAILLEPIED COURDEMANGES | remplacement 1 carte alimentation, 2 cartes entrée 8DI et 1 batterie télésurveillance S500. |
| PR RUE DE CHAMPAGNE OUVROT | Remplacement des 4 barres de guidages, des 2 chaines de pompes et de la sonde de niveau. |
| PR INDES | Remplacement carte GSM2 par GSM3 et mise à jour logiciel télésurveillance |
| PR HAUTE BORNE | remplacement carte alimentation télésurveillance |
| PR HAUTE BORNE | remplacement cadenas portail |
| PR CITADELLE | Remplacement barres de guidage pompe 1 et 2 |
| PR CHAINERIE | Changement de la Batterie |
| PR ANDRE DUC | Remplacement batterie télésurveillance |
| PR VITRY BORD DE MARNE | Remplacement poire arrêt pompes |
| PR VITRY HAMOIS S4W | Remplacement charnières porte armoire |
| BO Bassin d'orage | Ventilateur petite vitesse hs le 02/12/22 |
| PR Aire des gens du voyage | Disjoncteur enedis vandalisé le 19/08/22 |
| PR Aire des gens du voyage | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Aire des gens du voyage | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Aseve - rue Citadelle | Remplacement pompe 2 et barres de guidage pompe 1 et 2 le 05/10/22 |
| PR Aseve - rue Citadelle | Pompe 2 hs le 07/01/22 |
| PR Aseve - rue Citadelle | Pompe hs le 18/02/22 |
| PR Aseve - rue Citadelle | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Aseve - rue Citadelle | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR CICT | Déplacement lerne le 22/02/22 |
| PR CICT | Défaut liaison lerne le 26/02/22 |
| PR CICT | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR CICT | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Champ de manoeuv / Hte Bornes | Defaut liaison lerne le 05/07/22 |
| PR Champ de manoeuv / Hte Bornes | Défaut liaison lerne le 18/02/22 |
| PR Champ de manoeuv / Hte Bornes | Défaut alimentation s50 le 20/06/22 |
| PR Champ de manoeuv / Hte Bornes | Défaut ligne rtc le 21/02/22 |
| PR Champ de manoeuv / Hte Bornes | Déplacement lerne le 22/02/22 |
| PR Champ de manoeuv / Hte Bornes | Défaut liaison lerne le 26/02/22 |
| PR Champ de manoeuv / Hte Bornes | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |

| | |
|---|---|
| PR Champ de manoeuv / Hte Bornes | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Collège | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Collège | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Drouilly | Alarme le 28/10/22 |
| PR Drouilly | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Drouilly | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Faubourg Saint-Dizier | Défaut secteur le 01/03/22 |
| PR Faubourg Saint-Dizier | Dégrilleur hs le 07/02/22 |
| PR Faubourg Saint-Dizier | P2 et P3 en défaut le 21/10/22 |
| PR Faubourg Saint-Dizier | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Faubourg Saint-Dizier | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Hamois/ZUP | Mise aux normes machines tounantes le 07/01/22 |
| PR Hamois/ZUP | Défaut liaison lerne le 20/06/22 |
| PR Hamois/ZUP | Charnière porte armoire hs le 25/08/22 |
| PR Hamois/ZUP | Mise à jour s4w le 28/03/22 |
| PR Hamois/ZUP | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Hamois/ZUP | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR La Violette | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR La Violette | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Lotissement Andre Duc | Batterie télésurveillance hs le 14/02/22 |
| PR Lotissement Andre Duc | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Lotissement Andre Duc | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Maison Blanche | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Maison Blanche | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Maucourt | Déplacement lerne le 22/02/22 |
| PR Maucourt | Défaut liaison lerne le 26/02/22 |
| PR Maucourt | Défaut liaison lerne le 26/02/22 |
| PR Maucourt | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Maucourt | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Pringy | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Pringy | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Quai de la Faiencerie | Pompe 1 et 2 bouchées le 08/09/22 |
| PR Quai de la Faiencerie | Pompe 1 hs le 30/12/22 |
| PR Quai de la Faiencerie | Défaut 2 pompes le 09/09/22 |
| PR Quai de la Faiencerie | Pompes bouchées le 07/09/22 |
| PR Quai de la Faiencerie | Pompes bouchées le 07/09/22 |
| PR Quai de la Faiencerie | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Quai de la Faiencerie | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Richepeigne | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Richepeigne | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Ruhautier | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Ruhautier | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Songy | Connexion batterie télésurveillance hs le 17/11/22 |
| PR Songy | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Songy | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR Soulanges | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Soulanges | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |

| | |
|---|---|
| PR Vieille route | Défaut liaison lerne le 14/02/22 |
| PR Vieille route | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR Vieille route | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR ZAE | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR ZAE | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR avenue du Perthois | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR avenue du Perthois | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR de Chainerie | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR de Chainerie | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR de Chatelraould | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR de Chatelraould | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR de Malterie | Remplacement câble alimentation poste le 12/01/22 |
| PR de Malterie | Modification électrique le 20/01/22 |
| PR de Malterie | Commutateur mode secours intempestifs le 20/04/22 |
| PR de Malterie | Mise à jour s4w le 28/03/22 |
| PR de Malterie | Défaut pompage pompe à l'arrêt le 19/12/22 |
| PR de Malterie | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR de Malterie | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR des bords de Marne | Remplacement armoire électrique le 01/04/22 |
| PR des bords de Marne | Remplacement armoire électrique et télégestion le 09/03/22 |
| PR des bords de Marne | Défaut pompe pr le 14/01/22 |
| PR des bords de Marne | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR des bords de Marne | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR du lotissement (rue de la trentaine) | Défaut lerne le 24/08/22 |
| PR du lotissement (rue de la trentaine) | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR du lotissement (rue de la trentaine) | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR grande rue | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR grande rue | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR les Indes | Trop plein poste le 12/01/22 |
| PR les Indes | Remplacement carte GSM2 par GSM3 le 14/01/22 |
| PR les Indes | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR les Indes | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR route de Paris | Défaut trop plein le 19/08/22 |
| PR route de Paris | Poire trop plein hs le 24/11/22 |
| PR route de Paris | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR route de Paris | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR rue Ampere (ZC) | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR rue Ampere (ZC) | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR rue de champagne | Pompe hs le 14/11/22 |
| PR rue de champagne | Défaut télésurveillance le 20/10/22 |
| PR rue de champagne | Défaut liaison lerne le 24/08/22 |
| PR rue de champagne | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR rue de champagne | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR rue de l'Hermite | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR rue de l'Hermite | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |

| | |
|---|---|
| PR rue de taille pied | Défaut secteur le 13/06/22 |
| PR rue de taille pied | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR rue de taille pied | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR rue des serres | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR rue des serres | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| PR rue du pont | Tournée Mensu relève PR le 08/09/22 |
| PR rue du pont | Tournée Mensu relève PR le 08/10/22 |
| STEP Marolles | Modification paramétrage sofrel et lerne le 05/08/22 |
| STEP Marolles | Dégrilleur hs le 07/12/22 |
| STEP Marolles | Dégrilleur hs le 12/01/22 |
| STEP Marolles | Dégrilleur hs le 21/12/22 |
| STEP Marolles | Défaut sonde de niveau poste de relèvement le 26/08/22 |
| STEP Marolles | Exploitation Hebdo STEP le 31/01/22 |
| STEP Marolles | Exploitation Hebdo STEP le 23/05/22 |
| STEP Marolles | Exploitation Hebdo STEP le 27/06/22 |
| STEP Marolles | Exploitation Hebdo STEP le 01/08/22 |
| STEP Marolles | Exploitation Hebdo STEP le 05/09/22 |
| STEP Marolles | Exploitation Hebdo STEP le 03/10/22 |
| STEP Marolles | Exploitation Hebdo STEP le 10/10/22 |
| STEP Marolles | Exploitation Hebdo STEP le 13/06/22 |
| STEP Vitry le François | Carte alimentation hs le 01/03/22 |
| STEP Vitry le François | Défaut secteur réservoir hauts buissons romilly le 01/04/22 |
| STEP Vitry le François | Remplacement griffe et barre de guidage le 01/04/22 |
| STEP Vitry le François | Capteurs portillons accès clarification 1 et 2 le 01/09/22 |
| STEP Vitry le François | Electrovanne purge ballon 100l le 01/09/22 |
| STEP Vitry le François | Importation compteurs énergie sofrel et lerne le 02/09/22 |
| STEP Vitry le François | Installation luminaire extérieure zone travaux le 02/12/22 |
| STEP Vitry le François | Trommel hs le 02/12/22 |
| STEP Vitry le François | Pompe 2 po Merlaut hs le 03/06/22 |
| STEP Vitry le François | Remplacement câble capteur niveau GG.LSL.208 le 03/06/22 |
| STEP Vitry le François | H6251 STEP VLF remplacement surpresseur N 4 le 02/11/22 |
| STEP Vitry le François | Fuite huile le 03/11/22 |
| STEP Vitry le François | Installation pompe javel Bussy le repos le 04/03/22 |
| STEP Vitry le François | Agitateur hs le 04/10/22 |
| STEP Vitry le François | Installation carte GSM2 et sim réseau veolia réservoir et pompage merlaut le 05/08/22 |
| STEP Vitry le François | Transmetteur et sonde hs le 05/08/22 |
| STEP Vitry le François | Agitateur hs le 05/10/22 |
| STEP Vitry le François | Installation store bureau le 07/10/22 |
| STEP Vitry le François | Agitateur hs le 08/09/22 |
| STEP Vitry le François | Pompe hs le 08/09/22 |
| STEP Vitry le François | Dégrilleur en défaut le 08/09/22 |
| STEP Vitry le François | Récupération compteurs énergie le 08/09/22 |
| STEP Vitry le François | Pompe hs le 08/12/22 |
| STEP Vitry le François | Débitmètre hs le 08/12/22 |
| STEP Vitry le François | Débitmètre hs le 09/12/22 |
| STEP Vitry le François | Trommel hs le 09/12/22 |
| STEP Vitry le François | Carte alimentation hs le 10/05/22 |

| | |
|---|---|
| STEP Vitry le François | Pressostat hs le 10/05/22 |
| STEP Vitry le François | Pompe hs le 13/05/22 |
| STEP Vitry le François | Devis installation pompe javel po bassu le 13/05/22 |
| STEP Vitry le François | Défaut communication surpresseur file 1 le 14/09/22 |
| STEP Vitry le François | Capteur bas hs le 16/06/22 |
| STEP Vitry le François | Remplacement compresseur 1 et 2 filtres presse le 16/12/22 |
| STEP Vitry le François | Moteur droit hs le 17/06/22 |
| STEP Vitry le François | Câblage surpresseur HD.CA.1400 le 18/11/22 |
| STEP Vitry le François | Remplacement box technique lerne adsl par gsm le 20/01/22 |
| STEP Vitry le François | Intégration installations cloyes le 20/01/22 |
| STEP Vitry le François | Entretien véhicule le 21/03/22 |
| STEP Vitry le François | Pompe hs le 21/04/22 |
| STEP Vitry le François | H6251 STEP VLF Remise en état agitateur 2 File 2 le 21/09/22 |
| STEP Vitry le François | H6251 STEP VLF remise en état agitateur 4 File 1 le 21/09/22 |
| STEP Vitry le François | Transmetteur hs le 23/02/22 |
| STEP Vitry le François | Éclairage extérieur hs le 23/12/22 |
| STEP Vitry le François | Remplacement surpresseur le 23/12/22 |
| STEP Vitry le François | Moteur gauche hs le 24/06/22 |
| STEP Vitry le François | Planning alarme secteur vitry le 25/03/22 |
| STEP Vitry le François | Défaut très bas recirculation file 1 le 25/08/22 |
| STEP Vitry le François | Installation surpresseur HD.CA.1400 le 25/11/22 |
| STEP Vitry le François | Capteur débitmètre BQ.FSL.191 le 26/02/22 |
| STEP Vitry le François | Remplacement moteur le 28/01/22 |
| STEP Vitry le François | Installation luminaires locaux équipe travaux le 28/09/22 |
| STEP Vitry le François | Agitateur hs le 28/09/22 |
| STEP Vitry le François | Contacteur barrière immatérielle hs le 28/12/22 |
| STEP Vitry le François | Pompe hs le 29/03/22 |
| STEP Vitry le François | Remplacement barre de guidage le 29/03/22 |
| STEP Vitry le François | Remplacement attache chaine et barre de guidage le 29/03/22 |
| STEP Vitry le François | Réunion machine tournante le 29/04/22 |
| STEP Vitry le François | Défaut 24v le 30/06/22 |
| STEP Vitry le François | Défaut liaison réservoir pompage merlaut le 30/06/22 |
| STEP Vitry le François | Remplacement surpresseur HD.CA.1400 le 30/12/22 |
| STEP Vitry le François | H6251 STEP VLF remplacement pompe recirculation 1file1 (DD.PC.1100) le 28/03/22 |
| STEP Vitry le François | Remise en service pompe le 31/03/22 |
| STEP Vitry le François | H6251 STEP VLF remplacement moteur agitateur EJ.AA.2000 le 21/01/22 |
| STEP Vitry le François | Step Manesmam ph bas le 17/01/22 |
| STEP Vitry le François | Step Mannesman, Ph trop haut zone pré neutra, niveau rejet le 18/01/22 |
| STEP Vitry le François | Step Mannesman défaut niv haut rejet le 19/01/22 |
| STEP Vitry le François | Step Mannesman débordement rejet le 21/01/22 |
| STEP Vitry le François | Défaut CH4 le 11/06/22 |
| STEP Vitry le François | Défaut niveau bas puit recirculation le 15/07/22 |
| STEP Vitry le François | Défaut compacteur le 07/11/22 |
| STEP Vitry le François | Défaut compacteur le 07/11/22 |
| STEP Vitry le François | Défaut compacteur le 07/11/22 |
| STEP Vitry le François | Défaut compacteur le 07/11/22 |
| STEP Vitry le François | Remplacement pompe Recirculation le 29/03/22 |

| | |
|---|---|
| STEP Vitry le François | Remplacement pompe Recirculation le 29/03/22 |
| STEP Vitry le François | Remplacement barre de guidage le 30/03/22 |
| STEP Vitry le François | Exploitation Hebdo STEP le 31/01/22 |
| STEP Vitry le François | Exploitation Hebdo STEP le 23/05/22 |
| STEP Vitry le François | Exploitation Hebdo STEP le 27/06/22 |
| STEP Vitry le François | Exploitation Hebdo STEP le 01/08/22 |
| STEP Vitry le François | Exploitation Hebdo STEP le 05/09/22 |
| STEP Vitry le François | Exploitation Hebdo STEP le 03/10/22 |
| STEP Vitry le François | Exploitation Hebdo STEP le 10/10/22 |
| STEP Vitry le François | Prélèvements / Analyses le 13/01/22 |
| STEP Vitry le François | Prélèvements / Analyses le 03/02/22 |
| STEP Vitry le François | Réception réactif le 15/02/22 |
| STEP Vitry le François | Prélèvements / Analyses le 03/03/22 |
| STEP Vitry le François | Réception réactif le 05/04/22 |
| STEP Vitry le François | Prélèvements / Analyses le 21/04/22 |
| STEP Vitry le François | Réception réactif le 24/05/22 |
| STEP Vitry le François | Prélèvements / Analyses le 02/06/22 |
| STEP Vitry le François | Réception réactif le 28/06/22 |
| STEP Vitry le François | Réception réactif le 12/07/22 |
| STEP Vitry le François | Prélèvements / Analyses le 25/08/22 |
| STEP Vitry le François | Réception réactif le 13/09/22 |
| STEP Vitry le François | Prélèvements / Analyses le 22/09/22 |
| STEP Vitry le François | Prélèvements / Analyses le 01/12/22 |
| STEP Vitry le François | Prélèvements / Analyses le 29/12/22 |
| STEP Vitry le François | Prélèvements / Analyses le 04/08/22 |
| STEP Vitry le François | Exploitation Hebdo STEP le 13/06/22 |
| STEP Vitry le François | Prélèvements / Analyses le 17/11/22 |
| STEP Vitry le François | Entretiens Sondes le 05/01/22 |
| STEP Vitry le François | Entretiens Sondes le 23/02/22 |
| STEP Vitry le François | Entretiens Sondes le 22/06/22 |
| STEP Vitry le François | Entretiens Sondes le 10/08/22 |
| STEP Vitry le François | Entretiens Sondes le 19/10/22 |
| STEP Vitry le François | Entretiens Sondes le 03/08/22 |
| STEP Vitry le François | Nettoyage Step le 28/01/22 |
| STEP Vitry le François | Nettoyage Step le 25/03/22 |
| STEP Vitry le François | Nettoyage Step le 29/04/22 |
| STEP Vitry le François | Nettoyage Step le 20/05/22 |
| STEP Vitry le François | Nettoyage Step le 17/06/22 |
| STEP Vitry le François | Nettoyage Step le 08/07/22 |
| STEP Vitry le François | Nettoyage Step le 28/10/22 |
| STEP Vitry le François | Nettoyage Step le 05/08/22 |
| STEP Vitry le François | Contrôle compresseur le 01/11/21 |
| STEP Vitry le François | Contrôle compresseur le 01/11/21 |
| STEP de Blaise sous Arzillieres | Défaut pompe le 24/06/22 |
| STEP de Blaise sous Arzillieres | Exploitation Hebdo STEP le 31/01/22 |
| STEP de Blaise sous Arzillieres | Exploitation Hebdo STEP le 23/05/22 |
| STEP de Blaise sous Arzillieres | Exploitation Hebdo STEP le 27/06/22 |
| STEP de Blaise sous Arzillieres | Exploitation Hebdo STEP le 01/08/22 |

| | |
|---|---|
| STEP de Blaise sous Arzillieres | Exploitation Hebdo STEP le 05/09/22 |
| STEP de Blaise sous Arzillieres | Exploitation Hebdo STEP le 03/10/22 |
| STEP de Blaise sous Arzillieres | Exploitation Hebdo STEP le 10/10/22 |
| STEP de Blaise sous Arzillieres | Exploitation Hebdo STEP le 13/06/22 |
| STEP de Couvrot | Exploitation Hebdo STEP le 31/01/22 |
| STEP de Couvrot | Exploitation Hebdo STEP le 23/05/22 |
| STEP de Couvrot | Exploitation Hebdo STEP le 27/06/22 |
| STEP de Couvrot | Exploitation Hebdo STEP le 01/08/22 |
| STEP de Couvrot | Exploitation Hebdo STEP le 05/09/22 |
| STEP de Couvrot | Exploitation Hebdo STEP le 03/10/22 |
| STEP de Couvrot | Exploitation Hebdo STEP le 10/10/22 |
| STEP de Couvrot | Exploitation Hebdo STEP le 13/06/22 |
| STEP de Soulanges | Exploitation Hebdo STEP le 31/01/22 |
| STEP de Soulanges | Exploitation Hebdo STEP le 23/05/22 |
| STEP de Soulanges | Exploitation Hebdo STEP le 27/06/22 |
| STEP de Soulanges | Exploitation Hebdo STEP le 01/08/22 |
| STEP de Soulanges | Exploitation Hebdo STEP le 05/09/22 |
| STEP de Soulanges | Exploitation Hebdo STEP le 03/10/22 |
| STEP de Soulanges | Exploitation Hebdo STEP le 10/10/22 |
| STEP de Soulanges | Exploitation Hebdo STEP le 13/06/22 |
| STEP de la ZAE Haute voie | Exploitation Hebdo STEP le 31/01/22 |
| STEP de la ZAE Haute voie | Exploitation Hebdo STEP le 23/05/22 |
| STEP de la ZAE Haute voie | Exploitation Hebdo STEP le 27/06/22 |
| STEP de la ZAE Haute voie | Exploitation Hebdo STEP le 01/08/22 |
| STEP de la ZAE Haute voie | Exploitation Hebdo STEP le 05/09/22 |
| STEP de la ZAE Haute voie | Exploitation Hebdo STEP le 03/10/22 |
| STEP de la ZAE Haute voie | Exploitation Hebdo STEP le 10/10/22 |
| STEP de la ZAE Haute voie | Exploitation Hebdo STEP le 13/06/22 |

### → Les opérations de maintenance des *réseaux et branchements*

| Lieu ou ouvrage | Description |
|---|---|
| Blacy - 3 rue des Indes | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 15 ml le 25/11/22 |
| Blacy - 3 rue des Indes | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 15 ml le 14/12/22 |
| Blacy - chemin de la Perrière | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 11/01/22 |
| Blacy - route de Paris | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 500 ml le 26/07/22 |
| Blacy - rue Bellevue | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 115 ml le 31/01/22 |
| Blacy - rue de la Pentecôte | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 270 ml le 31/01/22 |
| Blacy - rue Rampillon | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 1 ml le 31/01/22 |
| Blaise sous Arzillières - rue Basse | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 228 ml le 26/01/22 |
| Blaise sous Arzillières - rue de la Gare et step | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 320 ml le 26/01/22 |
| Courdemanges - Grande Rue | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 25 ml le 27/09/22 |
| Courdemanges - rue des Serres | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 155 ml le 03/02/22 |
| Courdemanges - rue Taillepied | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 455 ml le 03/02/22 |
| Couvrot - 15 avenue de Champagne | ITV sur 5 ml le 28/06/22 |
| Couvrot - 15 rue de Champagne | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 28/06/22 |
| Couvrot - 15 rue de Champagne | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 30/06/22 pb en partie privee |
| Couvrot - 8 rue de la Tomelle | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 26/04/22 |
| Couvrot - chemin de la Marechauderie | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 13/01/22 |
| Couvrot - rue de la Marechauderie | Reprise etancheité regard le 27/07/22 |
| Couvrot - rue de la Petite Voie | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 160 ml le 21/01/22 |
| Couvrot - rue de l'Hermite | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 800 ml le 24/01/22 |
| Couvrot - rue de l'Hermite | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 200 ml le 26/01/22 |
| Couvrot - rue des Argenaux | Nettoyage regard suite travaux tampon le 06/09 |
| Couvrot - rue des Castors | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 80 ml le 24/01/22 |
| Couvrot - rue des Cugnots | Nettoyage regard suite travaux tampon le 06/09 |
| Couvrot - rue des Tilleuls | Reprise etancheité regard le 27/07/22 |
| Couvrot - rue des Vigneux | Reprise etancheité regard le 27/07/22 |
| Couvrot - rue des Vigneux | Nettoyage regard suite travaux tampon le 06/09 |
| Couvrot - rue des Vignottes | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 07/06/22 |
| Couvrot - rue du Chateau | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 115 ml le 21/01/22 |
| Couvrot - rue du Chateau | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 10 ml le 27/07/22 |
| Couvrot - rue du Stade | Reprise etancheité regard le 27/07/22 |
| Drouilly - Grande Rue | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 200 ml le 21/01/22 |
| Frigncourt - rue de Maucourt PR | Pompage PR pour intervention travaux le 09/02/22 |
| Frignicourt - 142 rue du Général Leclerc | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 07/06/22 |
| Frignicourt - 142 rue du Général Leclerc | ITV sur 5 ml le 07/06/22 |
| Frignicourt - 189 rue Saint Louvent | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 08/08/22 |
| Frignicourt - 24 rue Henry Dunant | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 25 ml le 10/03/22 |
| Frignicourt - 30 rue Henry Dunant | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 10/03/22 |
| Frignicourt - 32 et 34 rue des Sorbiers | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 15 ml le 30/12/22 |
| Frignicourt - 32-36 rue des Sorbiers | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 26/01/22 |
| Frignicourt - 38 rue Henry Dunant | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 29/11/22 |
| Frignicourt - 38 rue Henry Dunant | ITV sur 5 ml le 29/11/22 |
| Frignicourt - 9 hameau Saint Louvent | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 04/03/22 |
| Frignicourt - 9 hameau Saint louvent | ITV sur 5 ml le 04/03/22 |
| Frignicourt - avenue de Champagne | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 10 ml le 26/12/22 |
| Frignicourt - hameau Saint Louvent | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 150 ml le 02/02/22 |

| | |
|---|---|
| Frignicourt - hameau Saint Louvent | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 250 ml le 04/02/22 |
| Frignicourt - lottissement Cotton | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 70 ml le 02/02/22 |
| Frignicourt - rue des Cottons | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 80 ml le 02/02/22 |
| Frignicourt - rue des Sorbiers | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 240 ml le 02/02/22 |
| Frignicourt - rue des Troênes | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 340 ml le 08/02/22 |
| Frignicourt - rue du Gué | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 57 ml le 16/02/22 |
| Frignicourt - rue Henry Dunant | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 260 ml le 16/02/22 |
| Marolles - impasse de la violette | Pose tampon boite de branchement 700*700 le 24/02/22 |
| Marolles - rue Alsace Lorraine | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 80 ml le 07/01/22 |
| Marolles - rue André Duc | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 400 ml le 08/02/22 |
| Marolles - rue de la Violette Loxam | Casse branchement d assainissement le 24/06/22 |
| Marolles - rue de la Violette Loxam | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 30/06/22 |
| Marolles - rue des Charmilles | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 105 ml le 05/04/22 |
| Marolles - rue des Charmilles | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 320 ml le 06/04/22 |
| Marolles - rue des Colombiers | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 153 ml le 04/04/22 |
| Marolles - rue des Erables | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 350 ml le 31/01/22 |
| Marolles - rue du Bois Guillaume | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 350 ml le 14/10/22 |
| Marolles - rue du Bois Guillaume | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 275 ml le 21/10/22 |
| Marolles - rue George Lalouette | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 116 ml le 05/04/22 |
| Marolles - rue Ruhautier | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 171 ml le 04/04/22 |
| Marolles - rue Ruhautier | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 200 ml le 05/04/22 |
| Marolles - rue Saint Hubert | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 263 ml le 31/01/22 |
| Marolles - rue Saint Hubert | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 196 ml le 04/04/22 |
| Pringy - chemin des Prètres | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 210 ml le 26/01/22 |
| Pringy - Grande Rue Vivescia | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 576 ml le 15/02/22 |
| Pringy - Grande Rue Vivescia | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 176 ml le 16/02/22 |
| Songy - Grande Rue | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 470 ml le 26/01/22 |
| Soulanges - le long du canal | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 320 ml le 21/07/22 |
| Soulanges - route de Pringy | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 130 ml le 20/01/22 |
| Soulanges - rue Louis Guibert | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 250 ml le 20/01/22 |
| Soulanges - rue Louis Guibert | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 160 ml le 21/01/22 |
| Soulanges - village | Néttoyage 3 déversoir d'orage le 24/01/22 |
| Vitry Le Francois - 10 rue Saint Vincent | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 38 ml le 08/04/22 |
| Vitry Le Francois - 10 rue Saint Vincent | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 30 ml le 08/04/22 |
| Vitry Le Francois - 10 rue Saint Vincent | ITV sur 5 ml le 11/04/22 |
| Vitry Le Francois - 10 rue Saint Vincent | Sondage collecteur (pas de tuyau) le 08/04/22 |
| Vitry Le Francois - 11 avenue Jean Jaurès | Branchement EU Unitaire - Curage Préventif sur 2 ml pour ITV le 17/11/22 |
| Vitry Le Francois - 11 rue Jean Jaurès | Branchement EU Unitaire - Curage Préventif sur 1 ml le 30/12/22 |
| Vitry Le Francois - 14 avenue Jean Jaurès | ITV sur 5 ml le 17/11/22 |
| Vitry Le Francois - 16 rue de l'Hôtel de Ville | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 15/02/22 |
| Vitry Le Francois - 16 rue de l'Hôtel de Ville | ITV sur 5 ml le 15/02/22 |
| Vitry Le Francois - 16 rue des Louvières | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 14/02/22 |
| Vitry le François - 16 rue des Minimes | Casse branchement d assainissement le 18/05/22 |
| Vitry Le Francois - 16 rue Saint Eloi | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 25/01/22 |
| Vitry Le Francois - 16 rue Saint Eloi | ITV sur 5 ml le 25/01/22 |
| Vitry le François - 16-24 rue Charles Simon | Réseau EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 22/02/22 |
| Vitry le François - 16-24 rue Charles Simon | Réseau EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 24/02/22 |

| | |
|---|---|
| Vitry le François - 16-24 rue Charles Simon | Pompage Réseau Séparatif le 24/02/22 |
| Vitry le François - 16-24 rue Charles Simon | Réseau EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 25 et 28/02/22 |
| Vitry le François - 16-24 rue Charles Simon | Coupe racine le 01/03/22 |
| Vitry le François - 16-24 rue Charles Simon | Coupe racine wartog le 02/03/22 |
| Vitry Le Francois - 2 Quai des Fontaines | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 10/03/22 |
| Vitry Le Francois - 2 rue des Fusillés | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 16/03/22 |
| Vitry Le Francois - 2 rue des Fusillés | ITV sur 5 ml le 16/03/22 |
| Vitry Le Francois - 2 rue du Bac | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 29/09/22 |
| Vitry Le Francois - 2 rue du Bac | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 30/09/22 |
| Vitry Le Francois - 2 rue du Bac | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 06/10/22 |
| Vitry Le Francois - 2 rue du Bac | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 03/10/22 |
| Vitry Le Francois - 2 rue du Bac | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 15 ml le 10/10/22 |
| Vitry Le Francois - 2 rue du Bac | ITV sur 5 ml le 29/09/22 |
| Vitry Le Francois - 2 rue du Bac | Casse branchement d assainissement le 12/10/22 |
| Vitry Le Francois - 21 rue Charles Simon | ITV sur 5 ml le 05/01/22 |
| Vitry le François - 21 rue Charles Simon | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 05/01/22 |
| Vitry le François - 21 rue Charles Simon | Réseau EU Unitaire - Curage Curatif sur 60 ml et de 6 boites le 07/01/22 |
| Vitry Le Francois - 22 Quai du Canal | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 23/03/22 |
| Vitry Le Francois - 22 Quai du Canal | ITV sur 5 ml le 23/03/22 |
| Vitry le François - 22 rue Charles Simon | Réparation du collecteur assainissement (racine) dn 400 le 04/03/21 |
| Vitry Le Francois - 24 rue du Mouton | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 19/05/22 |
| Vitry Le Francois - 24 rue Saint Vincent | Réseau EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 07/04/22 |
| Vitry Le Francois - 24 rue Saint Vincent | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 1 ml le11/05/22 |
| Vitry Le Francois - 24 rue Saint Vincent | ITV sur 5 ml le 07/04/22 |
| Vitry Le Francois - 24 rue Saint Vincent | Réparation d'un branchement assainissement le 12/04/22 |
| Vitry Le Francois - 26 chemin du Désert | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 16/03/22 |
| Vitry Le Francois - 26 chemin du Désert | ITV sur 5 ml le 16/03/22 |
| Vitry le François - 26 rue du Dispensaire | Casse collecteur et branchement d'assainissement le 02/06/22 |
| Vitry Le Francois - 3 rue Aristide Briand | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 06/10/22 |
| Vitry Le Francois - 3 rue Aristide Briand | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 24/01/22 |
| Vitry Le Francois - 3 rue Aristide Briand | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 08/02/22 |
| Vitry Le Francois - 3 rue Aristide Briand | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 21/02/22 |
| Vitry Le Francois - 3 rue Aristide Briand | Branchement EU Unitaire - Curage Préventif sur 2 ml le 08/11/22 |
| Vitry Le Francois - 3 rue Aristide Briand | ITV sur 5 ml le 24/01/22 |
| Vitry le François - 3 rue Aristide Briand | Casse branchement d assainissement le 09/11/22 |
| Vitry Le Francois - 3 rue des Indes | ITV sur 5 ml le 25/11/22 |
| Vitry Le Francois - 3 rue Jacques Dessagne | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 40 ml le 07/12/22 |
| Vitry Le Francois - 31 rue Aristide Briand | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 28/02/22 |
| Vitry Le Francois - 31 rue du Lion d'Or | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 23/02/22 |
| Vitry Le Francois - 31 rue du Lion d'Or | ITV sur 5 ml le 23/02/22 |
| Vitry Le Francois - 311 avenue du Bois Bodé bâtiment Les Acacias | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 5 ml le 31/08/22 |
| Vitry Le Francois - 32 rue Aristide Briand | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 28/06/22 |
| Vitry Le Francois - 32 rue Aristide Briand | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 4 ml le 02/11/22 |
| Vitry Le Francois - 32 rue Aristide Briand | Branchement EU Unitaire - Curage Préventif sur 2 ml le 08/11/22 |
| Vitry Le Francois - 32 rue Aristide Briand | ITV sur 5 ml le 28/06/22 |
| Vitry le François - 32 rue Aristide Briand | Casse branchement d assainissement le 09/11/22 |

| | |
|---|---|
| Vitry Le Francois - 37 avenue Marcel Bailly | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 09/02/22 |
| Vitry Le Francois - 37 avenue Marcel Bailly | ITV sur 5 ml le 09/02/22 |
| Vitry le François - 38 rue Chêne Vert | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 04/01/22 |
| Vitry Le Francois - 38 rue du Chêne Vert | ITV sur 5 ml le 04/01/22 |
| Vitry Le Francois - 4 rue Aristide Briand | Branchement EU Unitaire - Curage Préventif sur 1 ml le 07/12/22 |
| Vitry Le Francois - 4 rue des Buchettes | Branchement EU Unitaire - Curage Préventif sur 1 ml le 21/12/22 |
| Vitry Le Francois - 4 rue des Buchettes | ITV sur 5 ml le 21/12/22 |
| Vitry Le Francois - 42 faubourg Vitry le Brulé | ITV sur 5 ml le 25/11/22 |
| Vitry Le Francois - 42 Faubourg Vitry le Brûlé | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 35 ml le 25/11/22 |
| Vitry Le Francois - 42 Faubourg Vitry le Brûlé | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 50 ml le 29/11/22 |
| Vitry Le Francois - 43 rue Charles Simon | Enlevement de racine du collecteur le 23/12/22 |
| Vitry Le Francois - 43 rue Charles Simon | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 26/12/22 |
| Vitry Le Francois - 43 rue Charles Simon | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 30/12/22 |
| Vitry Le Francois - 43-45 rue Charles Simon | ITV sur 5 ml le 28/01/22 |
| Vitry le François - 43-45 rue Charles Simon | Réseau EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 28/01/22 |
| Vitry Le Francois - 48 avenue Jean Jaurès | ITV sur 5 ml le 14/12/22 |
| Vitry Le Francois - 48 rue de la Jouette | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 21/04/22 |
| Vitry Le Francois - 48 rue de la Jouette | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 26/04/22 |
| Vitry Le Francois - 48 rue de la Jouette | ITV sur 5 ml le 26/04/22 |
| Vitry Le Francois - 48 rue Jean Jaurès | Branchement EU Unitaire - Curage Préventif sur 25 ml le 14/12/22 |
| Vitry le François - 5 rue Aristide Briand | Casse branchement d assainissement le 09/11/22 |
| Vitry Le Francois - 5 rue du Bac | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 07/06/22 |
| Vitry Le Francois - 5 rue du Bac | ITV sur 5 ml le 07/06/22 |
| Vitry Le Francois - 50 avenue Marcel Bailly | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 28/02/22 |
| Vitry Le Francois - 50 avenue Marcel Bailly | ITV sur 5 ml le 28/02/22 |
| Vitry Le Francois - 6 place Giraud | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 06/04/22 |
| Vitry Le Francois - 6 place Giraud | ITV sur 5 ml le 06/04/22 |
| Vitry Le Francois - 69 avenue Marcel Bailly | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 15 ml le 11/04/22 |
| Vitry Le Francois - 8 rue des Moutons | ITV sur 5 ml le 03/03/22 |
| Vitry Le Francois - 8 rue du Bac | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 02/06/22 |
| Vitry Le Francois - 8 rue du Mouton | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 5 ml le 03/03/22 |
| Vitry Le Francois - 9 et 10 rue Saint Eloi | Branchement EU Unitaire - Curage Préventif sur 1 ml le 21/12/22 |
| Vitry Le Francois - 9-10 rue Saint Eloi | ITV sur 5 ml le 21/12/22 |
| Vitry le François - angle place Giraud et Petite Rue de Frignicourt | Réparation d'un branchement assainissement le 07/07/22 |
| Vitry Le Francois - chemin du Pont Levis | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 235 ml le 26/07/22 |
| Vitry Le Francois - Faubourg de Chalons | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 156 ml le 26/07/22 |
| Vitry Le Francois - faubourg Vitry le Brûlé | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 20 ml le 04/04/22 |
| Vitry Le Francois - Haute Borne | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 39 ml le 26/09/22 |
| Vitry Le Francois - Haute Borne | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 20 ml le 27/10/22 |
| Vitry Le Francois - impasse des Indes | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 30 ml le 12/07/22 |
| Vitry Le Francois - impasse des Indes | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 40 ml le 08/08/22 |
| Vitry Le Francois - impasse des Indes | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 15 ml le 09/11/22 |
| Vitry le François - impasse des Indes | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 50 ml le 19/01/22 |
| Vitry Le Francois - place Royer Collard | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 100 ml le 30/08/22 |
| Vitry Le Francois - quai Saint Germain | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 15 ml le 19/09/22 |
| Vitry Le Francois - quai Saint Germain | Néttoyage déssableur et déversoir d'orage le 19/09/22 |
| Vitry Le Francois - quai Saint Germain | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 90 ml le 20/09/22 |

| | |
|---|---|
| Vitry Le Francois - quai Saint Germain | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 10 ml le 21/09/22 |
| Vitry Le Francois - Rome Saint Charles bâtiment Les Narcisses | ITV sur 20 ml le 29/07/22 |
| Vitry Le Francois - rue Abraham Moivre | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 20 ml le 14/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue Auguste Choisi | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 30 ml le 14/10/22 |
| Vitry Le Francois - rue Charles Simon | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 70 ml le 03/03/22 |
| Vitry Le Francois - rue charles simon | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 15/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue de la Contrescarpe | Nettoyage Bassin d'orage le 12/10/22 |
| Vitry Le Francois - rue de la Glacière | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 330 ml le 05/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue de la Glacière | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 100 ml le 06/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue de la Haute Bore bâtiment Les Papillons | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 21/04/22 |
| Vitry Le Francois - rue de la Haute Bore bâtiment Les Papillons | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 26/04/22 |
| Vitry Le Francois - rue de la Jenause | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 8 ml le 27/10/22 |
| Vitry Le Francois - rue de la Liberté | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 139 ml le 03/03/22 |
| Vitry Le Francois - rue de la Liberté | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 171 ml le 04/03/22 |
| Vitry Le Francois - rue de la Pépinière | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 190 ml le 26/07/22 |
| Vitry Le Francois - rue de la Petite Sainte | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 60 ml le 29/08/22 |
| Vitry Le Francois - rue de l'Arquebuse | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 70 ml le 05/12/22 |
| Vitry Le Francois - rue de l'Hôtel de Ville | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 125 ml le 05/12/22 |
| Vitry Le Francois - rue de Valois | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 150 ml le 07/10/22 |
| Vitry Le Francois - rue des Hauts Pas | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 11/05/22 |
| Vitry Le Francois - rue des Hauts Pas | Branchement EU Unitaire - Curage Preventif sur 8 ml le 13/05/22 |
| Vitry Le Francois - rue des Mariniers | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 87 ml le 02/03/22 |
| Vitry Le Francois - rue des Pères | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 75 ml le 30/08/22 |
| Vitry Le Francois - rue des Pointis | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 156 ml le 27/07/22 |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai 1945 | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 24/03/22 |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai 1945 | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 100 ml le 22/06/22 |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai bâtiment Les Narcisses | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 20 ml le 20/07/22 |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai bâtiment Les Narcisses | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 20 ml le 21/07/22 |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai bâtiment Les Narcisses | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 35 ml le 29/07/22 pour ITV |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai bâtiment Les Narcisses | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 20 ml le 04/08/22 pour travaux |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai bâtiment Les Narcisses | Branchement EU Séparatif - Curage Préventif sur 20 ml le 05/08/22 pour travaux |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai bâtiment Les Narcisses | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 10 ml le 11/08/22 |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai bâtiment Les Narcisses | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 11/08/22 |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai bâtiment Les Narcisses | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 20 ml le 12/08/08/22 pour travaux |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai bâtiment Les Narcisses | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 20/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai bâtiment Les Narcisses | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 29/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue du 08 mai bâtiment Les | Branchement EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 30/09/22 |

| | |
|---|---|
| Narcisses | |
| Vitry Le Francois - rue du Bac | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 200 ml le 07/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Bac | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 100 ml le 09/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Bac | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 120 ml le 12/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Bac | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 130 ml le 16/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Bac | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 120 ml le 19/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Bois Guillaume | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 350 ml le 07/04/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Bois Guillaume | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 520 ml le 11/04/22 |
| Vitry le François - rue du Capitaine Meunier | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 90 ml le 13/01/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Capitaine Meunier | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 132 ml le 03/03/22 |
| Vitry le François - rue du Champs de Manoeuvre | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 140 ml le 19/01/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Chêne Vert | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 300 ml le 31/08/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Chêne Vert | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 31/08/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Dispensaire | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif et pompage pour travaux sur 50 ml le 25/05/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Dispensaire | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 25 ml le 29/07/22 pour ITV |
| Vitry le François - rue du Faubourg du Hamois bâtiment Les Pélicans | Déconnexion de branchement le 02/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Mont Vierge | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 120 ml le 26/07/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Petit Denier | Branchement EU Unitaire - Curage Preventif sur 8 ml le 13/05/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Pharmacien Leroux | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 30 ml le 27/07/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Port Arthur | Siphon EU Séparatif - Curage Curatif sur 1 ml le 12/07/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Port de Givet | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 120 ml le 27/07/22 |
| Vitry Le Francois - rue du Stade Lamort | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 120 ml le 07/10/22 |
| Vitry Le Francois - rue Emile Paillard bâtiment Les Alouettes | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 50 ml le 30/08/22 |
| Vitry Le Francois - rue Emile Paillard bâtiment Les Alouettes | Déconnexion de branchement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile Paillard bâtiment Les Grèbes | Déconnexion de branchement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile Paillard bâtiment Les Martinets | Déconnexion de branchement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile Paillard bâtiment Les Rossignols | Déconnexion de branchement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile Paillard bâtiment Les Sarcelles | Déconnexion de branchement le 02/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue François Jacquier | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 50 ml le 16/02/22 |
| Vitry Le Francois - rue François Jacquier | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 56 ml le 26/07/22 |
| Vitry Le Francois - rue Garceaux | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 55 ml le 31/08/22 |
| Vitry le François - rue Klerk Mandela bâtiment Les Guêpes | Déconnexion de branchement le 02/03/22 |
| Vitry le François - rue Klerk Mandela bâtiment Les Guêpes | Déconnexion de branchement le 03/03/22 |
| Vitry le François - rue Monseigneur Nottin bâtiment Les Aigrettes | Déconnexion de branchement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Monseigneur Nottin bâtiment Les Cygnes | Déconnexion de branchement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Monseigneur Nottin bâtiment Les Flamands Roses | Déconnexion de branchement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Monseigneur Nottin | Déconnexion de branchement le 02/09/22 |

| | |
|---|---|
| bâtiment Les Gélinottes | |
| Vitry le François - rue Monseigneur Nottin bâtiment Les Perruches | Déconnexion de branchement le 02/09/22 |
| Vitry Le Francois - rue Mont Sainte Geneviève | Branchement EU Unitaire - Curage Curatif sur 1 ml le 30/08/22 |
| Vitry Le Francois - rue Pascal | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 217 ml le 20/01/22 |
| Vitry Le Francois - rue René Cassin | Réseau EU Séparatif - Curage Préventif sur 205 ml le 02/03/22 |
| Vitry Le Francois - rue Saint Memje | Branchement EU Unitaire - Curage Préventif sur 1 ml le 23/12/22 |
| Vitry Le Francois - rue Sainte Croix | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 65 ml le 29/08/22 |
| Vitry Le Francois - rue Sainte Croix | Réseau EU Unitaire - Curage Préventif sur 65 ml le 30/08/22 |
| Vitry Le Francois - ZI Hôtel Castor | Réseau EU Séparatif - Curage Curatif sur 35 ml le 25/11/22 |
| Vitry Le Francois -24 rue des Moutons | ITV sur 5 ml le 19/05/22 |
| Vitry le François ZI - rue de l'Europe PR | Pose fourreau EDF le 11/01/22 |
| Vitry le François - rue Monseigneur Nottin bâtiment Les Cygnes | Suppression de 2 branchements assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile Paillard bâtiment Les Alouettes | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile Paillard bâtiment Les Martinets | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile Paillard bâtiment Les Rossignols | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile Paillard bâtiment Les Grèbes | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Emile Paillard bâtiment Les Sarcelles | Suppression de 2 branchements assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Monseigneur Nottin bâtiment Les Flamands Roses | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Monseigneur Nottin bâtiment Les Aigrettes | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Monseigneur Nottin bâtiment Les Perruches | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Monseigneur Nottin bâtiment Les Gélinottes | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue du Faubourg du Hamois bâtiment Les Pélicans | Suppression du branchement assainissement le 02/09/22 |
| Vitry le François - rue Klerk Mandela bâtiment les Guêpes | Suppression du branchement assainissement le 03/03/22 |

### → *L'auscultation du réseau de collecte*

| **Interventions d'inspection et de contrôle** | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml) | 755 | 1 249 | 614 | 11 138 | 175 | -98,4% |
| Tests à l'eau (ml) | 0 | 0 | | | | |

### → *Le curage*

Le plan de curage préventif :

| **Interventions de curage préventif** | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'interventions sur réseau | 295 | 129 | 142 | 118 | 135 | 14,4 % |
| sur branchements | 19 | 14 | 18 | 21 | 32 | 52,4 % |
| sur canalisations | 73 | 99 | 108 | 84 | 90 | 7,1 % |
| sur accessoires | 203 | 16 | 16 | 13 | 13 | 0,0 % |
| sur dessableurs | | | 3 | 3 | 5 | 66,7 % |
| sur déversoir d'orage | 14 | 14 | 11 | 8 | 6 | -25,0 % |
| sur siphon | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0,0 % |
| Longueur de canalisation curée (ml) | 14 494 | 16 367 | 16 755 | 16 414 | 15 723 | -4,2 % |

Les désobstructions curatives :

| **Interventions curatives** | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de désobstructions sur réseau | 64 | 73 | 75 | 68 | 106 | 55,9 % |
| sur branchements | 23 | 38 | 50 | 44 | 70 | 59,1 % |
| sur canalisations | 27 | 35 | 24 | 22 | 34 | 54,5 % |
| sur accessoires | 14 | | 1 | 2 | 2 | 0,0 % |
| sur siphon | | | 1 | 2 | 2 | 0,0 % |
| Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml) | 1 748 | 860 | 1 203 | 891 | 1 137 | 27,6 % |

En 2022, le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **13,05 / 1000 abonnés.**

### → *Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]*

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage **[P252.2]** permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre total de points concernés sur le réseau | 13 | 13 | 13 | 13 | 18 | 38,5 % |
| Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml) | 109 419 | 109 423 | 110 232 | 110 712 | 111 042 | 0,3 % |
| Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km | 11,88 | 11,88 | 11,79 | 11,74 | 16,21 | 38,1 % |

# 4.2 L'efficacité de la collecte

## 4.2.1 La maîtrise des entrants

### → *Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ✓ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ✓ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ✓ garantir les performances du système de traitement,
- ✓ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ✓ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ✓ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS…) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ✓ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ✓ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 24 mars 2022) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 24 mars 2022, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ✓ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ✓ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, …),
- ✓ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

### → *Le bilan 2022 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)*

Le tableau ci-dessous présente le nombre total d'arrêtés d'autorisation et de conventions de déversement établis au 31/12 de l'année :

Le tableau ci-dessous liste les conventions spéciales de déversement établies conformément au règlement du service avec les clients concernés :

| Tiers engagé | Objet | Date d'effet |
|---|---|---|
| SMPE | Convention Spéciale de Déversement Sté SMPE Vitry | 27/01/2014 |
| JACQUES CARTIER | Convention Spéciale de Déversement Sté J.CARTIER | 22/07/2009 |
| AUREADE | CSD AUREADE | 16/02/2006 |
| GAEC des Lilas | CSD avec le GAEC des Lilas | 09/02/2006 |
| LECICO | CSD LECICO | 27/08/2009 |
| NOBEL PLASTIQUES | CSD NOBEL Plastiques | 19/11/2003 |
| HOZELOCK TRICOFLEX | CSD Ste HOZELOCK TRICOFLEX | 08/01/2001 |
| ARCELOR MITTAL TUBULAR PRODUCTS VITRY | Convention Spéciale de Déversement Sté ARCELORMITTAL Tubular Products | 27/01/2014 |
| GROUPE BIGARD | BIGARD | - |

### → *La conformité des branchements domestiques*

Le contrôle de la conformité des branchements pour s'assurer de l'absence de mauvais branchements (par exemple, branchement pluvial raccordé au réseau d'eaux usées dans le cas d'un réseau séparatif) est également un élément de maîtrise des entrants dans le système d'assainissement.

## 4.2.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

### → *La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]*

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

| Nombre de points de rejet | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'usines de dépollution | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| Nombre de déversoirs d'orage | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| Nombre de rejets directs du réseau de collecte d'eaux pluviales au milieu naturel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte | 60 | 60 | 100 | 100 | 100 |

| **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte** | **Barème** | **Valeur ICR** |
|---|---|---|
| **Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)** | | |
| Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs | 20 | 20 |
| Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet | 10 | 10 |
| Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement | 20 | 20 |
| Mesures débit et pollution sur les points de rejet | 30 | 30 |
| Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration | 10 | 10 |
| Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur | 10 | 0 |
| **Total Partie A** | **100** | **90** |
| **Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)** | | |
| Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur | 10 | 0 |
| **Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)** | | |
| Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage | 10 | 10 |
| **Total:** | **120** | **100** |

### → *La conformité de la collecte [P203.3]*

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

***Pluviométrie :***

| Hauteur de pluie totale (mm) | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|
| DO Bois Bode | 658 | 827 | 576 |
| DO Mont Berjon | 658 | 827 | 576 |
| DO Piscine | 658 | 827 | 576 |
| DO Pont Levis | 658 | 827 | 576 |
| **Moyenne** | **658** | **827** | **576** |

***Bilan global des déversements :***

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en $m^3$) :

| Point de déversement | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|
| DO Bois Bode | 0 | 0 | 0 |
| DO Mont Berjon | 699 | 0 | 0 |
| DO Piscine | 0 | 0 | 0 |
| DO Pont Levis | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | **699** | **0** | **0** |

Charges totales déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kgDBO5) :

| Point de déversement |
|---|
| Le contrat ne possède pas de point de déversement ou pluviomètre. |

# 4.3 L'efficacité du traitement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. Les règles suivantes sont depuis appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) au-delà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO5,
- un bilan d'autosurveillance est considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale est basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prend en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif est considéré.

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.

Points de mesures concernés :

Notre outil interne OPUS est aligné sur les mêmes règles que celles retenues par Autostep pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant les règles de calcul définies par l'arrêté de 2015.

Dans le rapport annuel du Délégataire, nous transmettons nos évaluations « exploitant » de la conformité locale. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est la raison pour laquelle, nous rappelons les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité. En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

### 4.3.1 Conformité globale

#### → *La conformité des équipements d'épuration [P204.3]*

Cet indicateur **[P204.3]** permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

#### → *La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]*

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il **[P205.3]** est à établir par la

Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

| **Conformité réglementaire des rejets** | **à l'arrêté préfectoral** |
|---|---|
| | **99,32** |
| Lagune de Courdemanges | 0,00 |
| STEP MAROLLES | 100,00 |
| STEP de Blaise sous Arzilliere | 100,00 |
| STEP de Couvrot | 100,00 |
| STEP de Soulanges | 100,00 |
| STEP VITRY LE FRANCOIS | 100,00 |

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

### → *La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]*

Cet indicateur **[P254.3]**, qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

| **Conformité des performances des équipements d'épuration** | **2018** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** |
|---|---|---|---|---|---|
| **Performance globale du service (%)** | **97** | **95** | **98** | **100** | **99** |
| STEP VITRY LE FRANCOIS | 97 | 95 | 98 | 100 | 99 |

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence

en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

### → *Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]*

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)** | **100** | **100** | **100** | **100** | **100** |
| Lagune de Courdemanges | | | | | 100 |
| STE MAROLLES | 100 | | | | 100 |
| STEP de Blaise sous Arzilliere | | 100 | 100 | 100 | 100 |
| STEP de Couvrot | | 100 | 100 | 100 | 100 |
| STEP de Soulanges | | 100 | 100 | 100 | 100 |
| STEP VITRY LE FRANCOIS | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

## 4.3.2 Bilan d'exploitation et conformité par station

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

# Lagune de Courdemanges

**Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues**

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

| | 2022 |
|---|---|
| Débit de référence ($m^3$/j) | 90 |
| Capacité nominale (kg/j) | 36 |

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

| | DCO | DBO5 | MES | NTK | NGL | NH4 | Ptot |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 200,00 | 35,00 | | 40,00 | | | |
| **Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 400,00 | 70,00 | 85,00 | | | | |
| **Charge maximale à respecter (kg/j)** | | | | | | | |
| **Rendement minimum moyen (%)** | | | | | | | |
| moyen journalier par bilan | 60,00 | 60,00 | 50,00 | | | | 70,00 |

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

**File Eau**

**File Boue**

**Fréquences d'analyses**

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

| | 2022 |
|---|---|
| DCO | 4 |
| DBO5 | 4 |
| MES | 4 |
| NTK | 4 |
| NGL | 4 |
| Ptot | 4 |

**Concentrations en sortie et rendements épuratoires**

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :

Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

**Conformité de la performance**

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, …). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Conformité à l'arrêté préfectoral | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 100,00 | 0,00 |

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

**Qualité du traitement des boues**

***Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration***

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6) | | | | | 74,5 |

*Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme.*

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%) | | | | | 100,0 |

***Destination des boues évacuées***

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

| | Produit brut (t) | Siccité (%) | Matières sèches (t) | Destination conforme (%) * |
|---|---|---|---|---|
| Compostage norme NF | 186,2 | 40,01 | 74,5 | 100,00 |
| Total | **186,2** | **40,01** | **74,5** | **100,00** |

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

**Sous-produits évacués par destination**

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Centre de stockage de déchets (t) Refus | 5,7 | 33,7 | 39,0 | 57,4 | 15,7 |
| **Total (t)** | 5,7 | 33,7 | 39,0 | 57,4 | 15,7 |
| Centre de stockage de déchets (t) Sables | 9,0 | | | | |
| **Total (t)** | 9,0 | | | | |
| Centre de stockage de déchets ($m^3$) Graisses | 8,0 | 26,0 | 40,9 | 46,1 | 17,7 |
| **Total ($m^3$)** | 8,0 | 26,0 | 40,9 | 46,1 | 17,7 |

# Station d'épuration de Marolles

**Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues**

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

| | 2022 |
|---|---|
| Débit de référence ($m^3$/j) | 120 |
| Capacité nominale (kg/j) | 72 |

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

| | DCO | DBO5 | MES | NTK | NGL | NH4 | Ptot |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 90,00 | 30,00 | 30,00 | 10,00 | | | 2,00 |
| **Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 400,00 | 70,00 | 85,00 | | | | |
| **Charge maximale à respecter (kg/j)** | | | | | | | |
| **Rendement minimum moyen (%)** | | | | | | | |
| moyen journalier par bilan | 60,00 | 60,00 | 50,00 | | | | 80,00 |

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

**File Eau**

**File Boue**

**Fréquences d'analyses**

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

| | 2022 |
|---|---|
| DCO | 4 |
| DBO5 | 4 |
| MES | 4 |
| NTK | 4 |
| NGL | 4 |
| Ptot | 4 |

**Concentrations en sortie et rendements épuratoires**

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :

Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

**Conformité de la performance**

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, …). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Conformité à l'arrêté préfectoral | 0,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

**Qualité du traitement des boues**

***Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration***

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6) | 9,3 | | | | 9,0 |

*Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme*

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%) | 100,0 | | | | 100,0 |

***Destination des boues évacuées***

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

| | Produit brut (t) | Siccité (%) | Matières sèches (t) | Destination conforme (%) * |
|---|---|---|---|---|
| Compostage norme NF | 43,9 | 20,50 | 9 | 100,00 |
| Total | **43,9** | **20,50** | **9** | **100,00** |

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

**Sous-produits évacués par destination**

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Centre de stockage de déchets (t) Refus | 14,9 | 18,2 | 16,6 | 14,0 | 15,2 |
| **Total (t)** | 14,9 | 18,2 | 16,6 | 14,0 | 15,2 |
| Autre STEP (t) Sables | 10,9 | 13,1 | 17,5 | 12,5 | 19,0 |
| **Total (t)** | 10,9 | 13,1 | 17,5 | 12,5 | 19,0 |
| Autre STEP ($m^3$) Graisses | 32,6 | 34,5 | 23,6 | 19,3 | 26,7 |
| **Total ($m^3$)** | 32,6 | 34,5 | 23,6 | 19,3 | 26,7 |

# Station d'épuration de Blaise sous Arzilliere

**Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues**

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

| | 2022 |
|---|---|
| Débit de référence ($m^3$/j) | 75 |
| Capacité nominale (kg/j) | 30 |

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

| | DCO | DBO5 | MES | NTK | NGL | NH4 | Ptot |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 200,00 | 35,00 | 30,00 | | | | |
| **Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 400,00 | 70,00 | 85,00 | | | | |
| **Charge maximale à respecter (kg/j)** | | | | | | | |
| **Rendement minimum moyen (%)** | | | | | | | |
| moyen journalier par bilan | 60,00 | 60,00 | 50,00 | | | | |

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

**File Eau**

**File Boue**

**Fréquences d'analyses**

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

| | 2022 |
|---|---|
| DCO | 1 |
| DBO5 | 1 |
| MES | 1 |
| NTK | 1 |
| NGL | 1 |
| Ptot | 1 |

**Concentrations en sortie et rendements épuratoires**

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :

Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

**Conformité de la performance**

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, …). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Conformité à l'arrêté préfectoral | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

**Qualité du traitement des boues**

***Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration***

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6) | | 1,2 | 3,0 | 1,8 | 2,2 |

*Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme*

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%) | | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

***Destination des boues évacuées***

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

| | Produit brut (t) | Siccité (%) | Matières sèches (t) | Destination conforme (%) * |
|---|---|---|---|---|
| Station d'épuration | 45,5 | 4,84 | 2,2 | 100,00 |
| Total | **45,5** | **4,84** | **2,2** | **100,00** |

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

**Sous-produits évacués par destination**

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Centre de stockage de déchets (t) Refus | 5,2 | 4,4 | | | |
| **Total (t)** | 5,2 | 4,4 | | | |
| Centre de stockage de déchets ($m^3$) Graisses | 9,5 | | | | |
| **Total ($m^3$)** | 9,5 | | | | |

# Station d'épuration de Couvrot

**Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues**

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

| | 2022 |
|---|---|
| Débit de référence ($m^3/j$) | 284 |

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

| | DCO | DBO5 | MES | NTK | NGL | NH4 | Ptot |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 200,00 | 35,00 | | | | | |
| **Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 400,00 | 70,00 | 85,00 | | | | |
| **Charge maximale à respecter (kg/j)** | | | | | | | |
| **Rendement minimum moyen (%)** | | | | | | | |
| moyen journalier par bilan | 60,00 | 60,00 | 50,00 | | | | |

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

**File Eau**

**File Boue**

**Fréquences d'analyses**

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

| | 2022 |
|---|---|
| DCO | 2 |
| DBO5 | 2 |
| MES | 2 |
| NTK | 2 |
| NGL | 2 |
| Ptot | 2 |

**Concentrations en sortie et rendements épuratoires**

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :

Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

**Conformité de la performance**

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, …). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Conformité à l'arrêté préfectoral | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 100,00 |

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

**Qualité du traitement des boues**

***Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration***

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6) | | 12,8 | 14,3 | 14,1 | 11,5 |

*Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme*

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%) | | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

***Destination des boues évacuées***

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

| | Produit brut (t) | Siccité (%) | Matières sèches (t) | Destination conforme (%) * |
|---|---|---|---|---|
| Station d'épuration | 854,1 | 1,35 | 11,5 | 100,00 |
| Total | **854,1** | **1,35** | **11,5** | **100,00** |

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

**Sous-produits évacués par destination**

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Centre de stockage de déchets (t) Refus | 4,3 | 5,5 | 4,4 | 4,0 | 1,0 |
| **Total (t)** | 4,3 | 5,5 | 4,4 | 4,0 | 1,0 |
| Centre de stockage de déchets (t) Sables | 2,0 | 5,4 | 3,6 | | |
| **Total (t)** | 2,0 | 5,4 | 3,6 | | |
| Centre de stockage de déchets ($m^3$) Graisses | 12,3 | 12,5 | 8,2 | 0,5 | |
| **Total ($m^3$)** | 12,3 | 12,5 | 8,2 | 0,5 | |

# Station dépuration de Soulanges

**Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues**

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

| | 2022 |
|---|---|
| Débit de référence ($m^3$/j) | 38 |
| Capacité nominale (kg/j) | 15 |

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

| | DCO | DBO5 | MES | NTK | NGL | NH4 | Ptot |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 200,00 | 35,00 | | | | | |
| **Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 400,00 | 70,00 | 85,00 | | | | |
| **Charge maximale à respecter (kg/j)** | | | | | | | |
| **Rendement minimum moyen (%)** | | | | | | | |
| moyen journalier par bilan | 60,00 | 60,00 | 50,00 | | | | |

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

**File Eau**

**File Boue**

**Fréquences d'analyses**

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

| | 2022 |
|---|---|
| DCO | 1 |
| DBO5 | 1 |
| MES | 1 |
| NTK | 1 |
| NGL | 1 |
| Ptot | 1 |

**Concentrations en sortie et rendements épuratoires**

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :

Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

**Conformité de la performance**

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, …). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Conformité à l'arrêté préfectoral | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 100,00 |

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

**Qualité du traitement des boues**

***Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration***

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6) | | 1,6 | 2,4 | 2,4 | 2,7 |

*Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme*

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%) | | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

***Destination des boues évacuées***

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

| | Produit brut (t) | Siccité (%) | Matières sèches (t) | Destination conforme (%) * |
|---|---|---|---|---|
| Station d'épuration | 96,1 | 2,81 | 2,7 | 100,00 |
| Total | **96,1** | **2,81** | **2,7** | **100,00** |

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

**Sous-produits évacués par destination**

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Centre de stockage de déchets (t) Refus | 4,0 | 47,0 | 2,5 | 2,5 | 2,5 |
| **Total (t)** | 4,0 | 47,0 | 2,5 | 2,5 | 2,5 |
| Centre de stockage de déchets (t) Sables | 4,9 | | | | |
| **Total (t)** | 4,9 | | | | |
| Centre de stockage de déchets ($m^3$) Graisses | 6,8 | | | | |
| **Total ($m^3$)** | 6,8 | | | | |

# Station d'épuration de Vitry le François

**Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues**

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

| | 2022 |
|---|---|
| Débit de référence ($m^3$/j) | 18 637 |
| Capacité nominale (kg/j) | 4 076 |

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

| | DCO | DBO5 | MES | NTK | NGL | NH4 | Ptot |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 90,00 | 25,00 | 30,00 | 10,00 | 15,00 | | 2,00 |
| moyenne annuelle | | | | 7,00 | 12,00 | | 1,50 |
| **Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)** | | | | | | | |
| moyenne journalière par bilan | 180,00 | 50,00 | 70,00 | 15,00 | 20,00 | | 3,00 |
| **Charge maximale à respecter (kg/j)** | | | | | | | |
| **Rendement minimum moyen (%)** | | | | | | | |
| moyen journalier par bilan | 91,00 | 94,00 | 93,00 | 85,00 | 75,00 | | 80,00 |
| moyen annuel | | | | 90,00 | 80,00 | | 80,00 |

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

**File Eau**

**File Boue**

**Fréquences d'analyses**

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

| | 2022 |
|---|---|
| DCO | 156 |
| DBO5 | 86 |
| MES | 156 |
| NTK | 86 |
| NGL | 86 |
| Ptot | 86 |

**Concentrations en sortie et rendements épuratoires**

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :

Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

**Conformité de la performance**

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, …). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Conformité à l'arrêté préfectoral | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

**Qualité du traitement des boues**

***Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration***

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6) | 1 207,0 | 1 207,1 | 1 061,0 | 868,1 | 613,2 |

*Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme*

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%) | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

***Destination des boues évacuées***

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

| | Produit brut (t) | Siccité (%) | Matières sèches (t) | Destination conforme (%) * |
|---|---|---|---|---|
| Total | 1 878,96 | 32,64 | 613,20 | 100,0 |

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Les boues évacuées correspondent à 711 T dirigées vers des lieux de stockage et 157 T prélevées de ces zones pour épandage.

**<u>Stockage des boues :</u>**

Pour mémoire, toutes les boues produites sont ensuite stockées sur des aires provisoires. Elles sont situées sur les communes de Huiron et de Maisons en Champagne.

Suite à la démarche de mise en conformité demandée par la DDT et la Chambre d'Agriculture des aires de stockage, une enceinte béton a été mise en place en janvier 2015 sur l'aire de stockage de Huiron.

Des orifices situés à la base de l'enceinte permettent le drainage des jus issus des boues d'épuration stockées. Un accès matérialisé entre la bâche de l'aire de stockage et l'enceinte béton permet la mise en place d'un dispositif de pompage destiné à évacuer l'eau stagnante. La phase de test réalisée tout au long de

l'année 2015 a été probante et la mise en place d'une enceinte similaire sur l'aire de stockage de Maisons Champagne a été réalisée. Pour mémoire, la réalisation de ces enceintes de stockage était nécessaire à la constitution du dossier d'autorisation du plan d'épandage des boues issues de la station d'épuration de Vitry-le-François. Ce dossier a été validé par la Chambre d'Agriculture et a été validé dans le courant de l'année 2015 après enquête publique.

Ces dispositifs permettent aux boues de conserver leur aspect pâteux, d'obtenir une meilleure siccité finale et de pouvoir augmenter la capacité de stockage.

- Gestion des épandages :

Le bilan de la campagne d'épandage fait l'objet comme chaque année d'une synthèse transmise à la Collectivité.

Terragator

Campagne d'épandage

### → *Suivi qualitatif des boues et des sols*

Les analyses des boues ont été réalisées par le laboratoire AUREA.

A savoir :

- Paramètres agronomiques
- Teneurs en éléments traces métalliques
- Teneurs en composés traces organiques

Les éléments les plus représentés dans l'ordre décroissant d'importance sont le calcium, la matière organique, l'azote et le phosphore.

**Sous-produits évacués par destination**

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Centre de stockage de déchets (t) Refus | 52,9 | 77,6 | 39,2 | 19,7 | 42,7 |
| **Total (t)** | 52,9 | 77,6 | 39,2 | 19,7 | 42,7 |
| Transit (t) Sables | 91,0 | 114,6 | 48,3 | 6,6 | 83,8 |
| **Total (t)** | 91,0 | 114,6 | 48,3 | 6,6 | 83,8 |

### 4.3.3 La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets

La nouvelle note technique publiée en mars 2022 précise les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE) en entrée et sortie des stations d'épuration de plus de 10 000 EH et renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche par le maître d'ouvrage au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration. De nouvelles campagnes d'analyses en entrée et sortie station sont à réaliser à partir de fin 2022 et en 2023 et des diagnostics vers l'amont à réaliser ou mettre à jour au regard des résultats des campagnes.

Les résultats des campagnes (substances significatives identifiées) seront communiqués lors du prochain RAD si les campagnes ont été confiées à Veolia et si elles sont finalisées.

Au besoin, Veolia se tient à votre disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ce texte important et évaluer ses conséquences pour votre service.

# 4.4 L'efficacité environnementale

## 4.4.1 Le bilan énergétique du patrimoine

RESPONSABILITÉ

Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Pour 2022 et 2023, dans le cadre du Plan ReSource, nos objectifs ont été rehaussés : il nous est demandé de réduire de 5% notre impact énergétique et d'augmenter de 5% notre production d'énergie sur les 2 années. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Energie relevée consommée (kWh)** | **2 081 869** | **1 983 337** | **1 720 253** | **2 088 016** | **1 892 857** | **-9,3 %** |
| Usine de dépollution | 1 996 698 | 1 925 476 | 1 642 427 | 2 002 239 | 1 828 594 | -8,7 % |
| Postes de relèvement et refoulement | 85 171 | 57 861 | 77 826 | 85 777 | 64 263 | -25,1 % |
| **Energie consommée facturée (kWh)** | **2 028 544** | **1 872 520** | **1 888 570** | **1 945 004** | **139 438** | **-92,8 %** |
| Usine de dépollution | 1 925 326 | 1 890 381 | 1 762 341 | 1 823 056 | 58 942 | -96,8 % |
| Postes de relèvement et refoulement | 62 662 | -71 958 | 86 623 | 77 932 | 48 303 | -38,0 % |
| Autres installations assainissement | 40 556 | 54 097 | 39 606 | 44 016 | 32 193 | -26,9 % |

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

## 4.4.2 La consommation de réactifs

Le choix des réactifs et quantités est établi afin :

- ✓ d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- ✓ de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ ***La consommation de réactifs***

### Usine de dépollution - File Eau

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **STP VITRY LE FRANCOIS** | | | | | | |
| Chlorure ferrique (kg) | 22 460 | 38 769 | 36 697 | 18 208 | 23 134 | 27,1 % |

### Usine de dépollution - File Boue

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **STP VITRY LE FRANCOIS** | | | | | | |
| Chaux vive (kg) | 157 297 | 196 375 | 237 619 | 254 650 | 243 960 | -4,2 % |
| Chlorure ferrique (kg) | 104 059 | | | | | |
| Polymère (kg) | 7 214 | 9 188 | 7 866 | 6 201 | 6 899 | 11,3 % |

# 5.

## RAPPORT FINANCIER DU SERVICE

**Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.**

# 5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1er février 2016.

### → *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

**Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation**
**Année 2022**
**(en application du décret du 14 mars 2005)**

**Collectivité: H6251 - CC Vitry, Champagne et Der**

**Assainissement**

| LIBELLE | 2021 | 2022 | Ecart % |
|---|---|---|---|
| **PRODUITS** | **2 741 521** | **2 509 440** | **-8,47 %** |
| Exploitation du service | 1 343 666 | 1 333 971 | |
| Collectivités et autres organismes publics | 1 280 751 | 1 154 888 | |
| Travaux attribués à titre exclusif | 116 032 | 19 426 | |
| Produits accessoires | 1 073 | 1 155 | |
| **CHARGES** | **2 696 699** | **2 624 440** | **-2,68 %** |
| Personnel | 420 995 | 424 426 | |
| Energie électrique | 144 841 | 103 218 | |
| Produits de traitement | 51 532 | 78 348 | |
| Analyses | 18 643 | 20 412 | |
| Sous-traitance, matièreset fournitures | 453 586 | 511 101 | |
| Impôts locaux et taxes | 7 066 | 8 744 | |
| Autres dépenses d'exploitation | 118 079 | 101 725 | |
| *télécommunications, poste et telegestion* | *14 294* | *13 141* | |
| *engins et véhicules* | *58 840* | *57 755* | |
| *informatique* | *52 365* | *64 957* | |
| *assurances* | *18 875* | *14 630* | |
| *locaux* | *46 536* | *41 761* | |
| *autres* | *- 72 830* | *- 90 521* | |
| Redevances contractuelles | 5 291 | 5 291 | |
| Contribution des services centraux et recherche | 76 535 | 86 144 | |
| Collectivités et autres organismes publics | 1 280 751 | 1 154 888 | |
| Charges relatives aux renouvellements | 77 652 | 80 843 | |
| *fonds contractuel ( renouvellements )* | *77 652* | *80 843* | |
| Charges relatives aux investissements | 17 617 | 21 116 | |
| *programme contractuel ( investissements )* | *17 617* | *21 116* | |
| Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement | 24 112 | 28 187 | |
| **RESULTAT AVANT IMPOT** | **44 824** | **- 115 000** | **NS** |
| Impôt sur les sociétés (calcul normatif) | 12 326 | 0 | |
| **RESULTAT** | **32 498** | **- 114 999** | **NS** |

**Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006**

09/03/2023

### → *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

## Etat détaillé des produits (1)
## Année 2022

**Collectivité: H6251 - CC Vitry, Champagne et Der** **Assainissement**

| LIBELLE | 2021 | 2022 | Ecart % |
|---|---|---|---|
| Recettes liées à la facturation du service | 1 343 666 | 1 333 971 | -0,72 % |
| *dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)* | *1 305 692* | *1 461 338* | |
| *dont variation de la part estimée sur consommations* | *37 974* | *- 127 367* | |
| **Exploitation du service** | **1 343 666** | **1 333 971** | **-0,72 %** |
| Produits : part de la collectivité contractante | 1 140 604 | 1 027 882 | -9,88 % |
| *dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)* | *1 107 300* | *1 055 605* | |
| *dont variation de la part estimée sur consommations* | *33 305* | *- 27 723* | |
| Redevance Modernisation réseau | 140 146 | 127 005 | -9,38 % |
| *dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)* | *134 254* | *135 496* | |
| *dont variation de la part estimée sur consommations* | *5 893* | *- 8 490* | |
| **Collectivités et autres organismes publics** | **1 280 751** | **1 154 888** | **-9,83 %** |
| **Produits des travaux attribués à titre exclusif** | **116 032** | **19 426** | **NS** |
| **Produits accessoires** | **1 073** | **1 155** | **7,64 %** |

**(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).** 09/03/23

**Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.**

### Information complémentaire

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir maintenant une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2022 pour le contrat ressort à €

Les principales évolutions des produits et des charges sont les suivantes :

### → *Explications sur l'impact inflation sur les CARE*

**☆ Une année marquée par de fortes variations de prix**

L'année 2022 a été marquée par un très fort retour de l'inflation qui a bouleversé les équilibres budgétaires prévus des services aux collectivités, parmi lesquels ceux de l'eau et de l'assainissement.

Cette inflation s'est inscrite dans un contexte d'incertitudes multiples et grandissantes depuis la fin 2021, et rendant les prix des matières, des services et de l'énergie très volatiles : impacts de la crise COVID sur les approvisionnements de composants et de matières premières, impact de la guerre en Ukraine sur l'énergie, réduction des capacités de production d'électricité nucléaire en France.

Depuis de nombreuses années, les services Achat de Veolia élaborent des prévisions d'évolution des marchés, et des stratégies d'approvisionnement à 2/3 ans visant à limiter les risques de volatilité de nos prix d'achat. Ces stratégies avaient peu d'impact en période de grande stabilité de l'inflation, mais elles se sont révélées utiles en 2022 pour limiter les violents impacts de la crise.

Sur l'énergie :

- rappelons tout d'abord que le prix de l'énergie est régulé pour partie (ARENH) et que cela ne couvre qu'une partie de l'alimentation des services d'eau et d'assainissement globalement ; les services sont ainsi soumis pour partie aux prix du marché, de même que les achats électriques des autres services publics.
- de 50 euros/MWh en début d'année 2021, le prix de base du marché (non régulé) est passé à plus de 200 euros/MWh dès décembre 2021, et est monté jusqu'à 700 euros à l'été 2022.
- une stratégie de couverture de ces coûts d'énergie non régulés, prise mi-2021 pour les années 2022 et 2023 a permis de limiter les effets de l'inflation sur certains de nos contrats.
- en outre, l'Etat a mis en place courant 2022 un dispositif supplémentaire "bouclier" (ARENH+) qui a permis de réduire les volumes d'achat à acheter sur le marché, ce qui a permis d'améliorer nos factures globales d'électricité sur l'année

Sur les réactifs :

- les prix moyens du marché des réactifs ont augmenté de 64% en 2022
- les contrats d'achats mutualisés au niveau français de Veolia ont permis de limiter nos coûts d'approvisionnement et de sécuriser l'approvisionnement malgré des crises ponctuelles liées à la pénurie de matières.

Sur les matériels et équipements :

- les prix moyens de ces marchés ont augmenté de 12% en 2022
- les contrats d'achats mutualisés au niveau mondial de Veolia ont permis de limiter cette hausse.

Plus globalement, sur certains contrats, la maîtrise des coûts, anticipée et opérée par Veolia, a permis de réduire le dérapage de certaines charges d'exploitation et de travaux, et d'éviter des demandes de révision très fortes des tarifs, à l'instar de ce que l'on observe sur de nombreuses collectivités pour 2023.

Après une inflation moyenne de 5,9 % en 2022, les estimations montrent que pour 2023, elle va continuer d'impacter les prix fortement :

- la Banque de France prévoit une inflation comprise entre 4,7% et 6,9% selon ses scénarios
- l'OCDE estime l'inflation française autour de 5,8 %
- les coûts d'énergie du marché devraient un peu baisser, et les coûts pour Veolia seront encore atténués sur certains contrats par les accords de couverture passés en 2021, ce qui ne sera plus du tout le cas en 2024.

Du fait de ces variations, il est alors important de mettre en place des indices de référence le plus proche de la réalité et de raccourcir les périodes de mise à jour comme cela l'a été proposé aux collectivités cette année.

# 5.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

### → *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

# 5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

### → *Programme contractuel d'investissement*

| **Installations électromécaniques** | **Montant en €** |
|---|---|
| **1er Etablissement** | |
| **1er Etablissement** | |
| STEP VLF AMDEC RISQUES DEFAILLANCE (Y6F39) 2022 | 11 940,06 |

### → *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

**Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :**

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

| | |
|---|---|
| Effet | 42736 |
| Échéance | 45838 |
| Durée | 8,5 |

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 72 599,00 € | 70 038,00 € | 70 038,00 € | 70 038,00 € | 70 038,00 € | 70 038,00 € | 70 038,00 € | 70 038,00 € | 35 019,00 € | 597 884,00 € |
| Dotation CEP cumulée | 72 599,00 € | 142 637,00 € | 212 675,00 € | 282 713,00 € | 352 751,00 € | 422 789,00 € | 492 827,00 € | 562 865,00 € | 597 884,00 € | |
| TP10a au 1/11 | 105,2 | 109,8 | 111,2 | 110,4 | 117,1 | 117,1 | 117,1 | 117,1 | 117,1 | |
| Valeur taux légal d'interet au 01/01 | 0,90% | 0,89% | 0,86% | 0,87% | 0,79% | 0,77% | 0,77% | 0,77% | 0,77% | |
| K d'actualisation | 1 | 1,03717 | 1,04848 | 1,04202 | 1,09615 | 1,09615 | 1,09615 | 1,09615 | 1,09615 | |
| Dotation actualisée | 72 599,00 € | 72 641,31 € | 73 433,44 € | 72 981,00 € | 76 772,15 € | 76 772,15 € | 76 772,15 € | 76 772,15 € | 38 386,08 € | 637 129,44 € |
| Dotation actualisée cumulée | 72 599,00 € | 145 240,31 € | 218 673,75 € | 291 654,75 € | 368 426,91 € | 445 199,06 € | 521 971,21 € | 598 743,37 € | 637 129,44 € | |
| | | | | | | | | | | |
| Montant dépensé | 181 571,65 € | 65 536,45 € | 78 669,18 € | 125 019,21 € | 51 742,14 € | 236 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 14 000,00 € | |
| Montant dépensé cumulé | 181 571,65 € | 247 108,10 € | 325 777,28 € | 450 796,49 € | 502 538,63 € | 738 538,63 € | 778 538,63 € | 818 538,63 € | 832 538,63 € | - 195 409,19 € |
| **Solde année N** | **-108 972,65 €** | **-106 106,82 €** | **-115 438,28 €** | **-171 943,96 €** | **-153 430,62 €** | -318 442,80 € | -293 675,94 € | -267 975,37 € | -253 691,97 € | |

Conformément au contrat, un taux d'intérêts, égal au taux EONIA, est appliqué au solde de ce compte de renouvellement. Dans le cadre du Règlement Benchmark entré en vigueur le 1er janvier 2018, le taux de référence EONIA a cessé d'être publié le 3 janvier 2022. Il a été remplacé par le taux ESTER (Euro Short-Term Rate) publié par la Banque Centrale Européenne. Depuis cette date, l'EONIA est déterminé sur la base de l'ESTER.

# 5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

## 5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

### → *Régularisations de TVA*

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition[1], deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA[2] : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

### → *Biens de retour*

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

[1] art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

[2] Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

### → *Biens de reprise*

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

### → *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

### → *Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

## 5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

### → *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

### → *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, …) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante …).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents[3] affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

### → *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,

[3] Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,….
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,…

# 6.

## ANNEXES

# 6.1 La facture 120 m³

| BLACY | m³ | Prix au 01/01/2023 | Montant au 01/01/2022 | Montant au 01/01/2023 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **196,64** | **203,38** | **3,43%** |
| **Part délégataire** | | | **117,02** | **125,24** | **7,02%** |
| Abonnement | | | 39,67 | 42,46 | 7,03% |
| Consommation | 120 | 0,6898 | 77,35 | 82,78 | 7,02% |
| **Part collectivité(s)** | | | **67,20** | **67,20** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,5600 | 67,20 | 67,20 | 0,00% |
| **Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)** | **120** | **0,0912** | **12,42** | **10,94** | **-11,92%** |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **297,32** | **309,99** | **4,26%** |
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part collectivité(s)** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **92,82** | **94,46** | **1,77%** |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2200 | 26,40 | 26,40 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| TVA | | | 44,22 | 45,86 | 3,71% |
| **TOTAL € TTC** | | | **586,78** | **607,83** | **3,59%** |

| BLAISE SOUS ARZILLIERES | m³ | Prix au 01/01/2023 | Montant au 01/01/2022 | Montant au 01/01/2023 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **196,64** | **203,38** | **3,43%** |
| **Part délégataire** | | | **117,02** | **125,24** | **7,02%** |
| Abonnement | | | 39,67 | 42,46 | 7,03% |
| Consommation | 120 | 0,6898 | 77,35 | 82,78 | 7,02% |
| **Part collectivité(s)** | | | **67,20** | **67,20** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,5600 | 67,20 | 67,20 | 0,00% |
| **Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)** | **120** | **0,0912** | **12,42** | **10,94** | **-11,92%** |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **297,32** | **309,99** | **4,26%** |
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part collectivité(s)** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **92,82** | **94,46** | **1,77%** |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2200 | 26,40 | 26,40 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| TVA | | | 44,22 | 45,86 | 3,71% |
| **TOTAL € TTC** | | | **586,78** | **607,83** | **3,59%** |

| COURDEMANGES | m³ | Prix au 01/01/2023 | Montant au 01/01/2022 | Montant au 01/01/2023 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **196,64** | **203,38** | **3,43%** |
| **Part délégataire** | | | **117,02** | **125,24** | **7,02%** |
| Abonnement | | | 39,67 | 42,46 | 7,03% |
| Consommation | 120 | 0,6898 | 77,35 | 82,78 | 7,02% |
| **Part collectivité(s)** | | | **67,20** | **67,20** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,5600 | 67,20 | 67,20 | 0,00% |
| **Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)** | **120** | **0,0912** | **12,42** | **10,94** | **-11,92%** |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **297,32** | **309,99** | **4,26%** |
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part collectivité(s)** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **92,82** | **94,46** | **1,77%** |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2200 | 26,40 | 26,40 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| TVA | | | 44,22 | 45,86 | 3,71% |
| **TOTAL € TTC** | | | **586,78** | **607,83** | **3,59%** |

| COUVROT | m³ | Prix au 01/01/2023 | Montant au 01/01/2022 | Montant au 01/01/2023 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **196,64** | **203,38** | **3,43%** |
| **Part délégataire** | | | **117,02** | **125,24** | **7,02%** |
| Abonnement | | | 39,67 | 42,46 | 7,03% |
| Consommation | 120 | 0,6898 | 77,35 | 82,78 | 7,02% |
| **Part collectivité(s)** | | | **67,20** | **67,20** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,5600 | 67,20 | 67,20 | 0,00% |
| **Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)** | **120** | **0,0912** | **12,42** | **10,94** | **-11,92%** |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **297,32** | **309,99** | **4,26%** |
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part collectivité(s)** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **92,82** | **94,46** | **1,77%** |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2200 | 26,40 | 26,40 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| TVA | | | 44,22 | 45,86 | 3,71% |
| **TOTAL € TTC** | | | **586,78** | **607,83** | **3,59%** |

| DROUILLY | m³ | Prix au 01/01/2023 | Montant au 01/01/2022 | Montant au 01/01/2023 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **196,64** | **203,38** | **3,43%** |
| **Part délégataire** | | | **117,02** | **125,24** | **7,02%** |
| Abonnement | | | 39,67 | 42,46 | 7,03% |
| Consommation | 120 | 0,6898 | 77,35 | 82,78 | 7,02% |
| **Part collectivité(s)** | | | **67,20** | **67,20** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,5600 | 67,20 | 67,20 | 0,00% |
| **Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)** | **120** | **0,0912** | **12,42** | **10,94** | **-11,92%** |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **297,32** | **309,99** | **4,26%** |
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part collectivité(s)** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **92,82** | **94,46** | **1,77%** |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2200 | 26,40 | 26,40 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| TVA | | | 44,22 | 45,86 | 3,71% |
| **TOTAL € TTC** | | | **586,78** | **607,83** | **3,59%** |

| FRIGNICOURT | m³ | Prix au 01/01/2023 | Montant au 01/01/2022 | Montant au 01/01/2023 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **196,64** | **203,38** | **3,43%** |
| **Part délégataire** | | | **117,02** | **125,24** | **7,02%** |
| Abonnement | | | 39,67 | 42,46 | 7,03% |
| Consommation | 120 | 0,6898 | 77,35 | 82,78 | 7,02% |
| **Part collectivité(s)** | | | **67,20** | **67,20** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,5600 | 67,20 | 67,20 | 0,00% |
| **Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)** | **120** | **0,0912** | **12,42** | **10,94** | **-11,92%** |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **297,32** | **309,99** | **4,26%** |
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part collectivité(s)** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **92,82** | **94,46** | **1,77%** |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2200 | 26,40 | 26,40 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| TVA | | | 44,22 | 45,86 | 3,71% |
| **TOTAL € TTC** | | | **586,78** | **607,83** | **3,59%** |

| MAROLLES | m³ | Prix au 01/01/2023 | Montant au 01/01/2022 | Montant au 01/01/2023 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **196,64** | **203,38** | **3,43%** |
| **Part délégataire** | | | **117,02** | **125,24** | **7,02%** |
| Abonnement | | | 39,67 | 42,46 | 7,03% |
| Consommation | 120 | 0,6898 | 77,35 | 82,78 | 7,02% |
| **Part collectivité(s)** | | | **67,20** | **67,20** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,5600 | 67,20 | 67,20 | 0,00% |
| **Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)** | **120** | **0,0912** | **12,42** | **10,94** | **-11,92%** |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **297,32** | **309,99** | **4,26%** |
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part collectivité(s)** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **92,82** | **94,46** | **1,77%** |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2200 | 26,40 | 26,40 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| TVA | | | 44,22 | 45,86 | 3,71% |
| **TOTAL € TTC** | | | **586,78** | **607,83** | **3,59%** |

| PRINGY | m³ | Prix au 01/01/2023 | Montant au 01/01/2022 | Montant au 01/01/2023 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **196,64** | **203,38** | **3,43%** |
| **Part délégataire** | | | **117,02** | **125,24** | **7,02%** |
| Abonnement | | | 39,67 | 42,46 | 7,03% |
| Consommation | 120 | 0,6898 | 77,35 | 82,78 | 7,02% |
| **Part collectivité(s)** | | | **67,20** | **67,20** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,5600 | 67,20 | 67,20 | 0,00% |
| **Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)** | **120** | **0,0912** | **12,42** | **10,94** | **-11,92%** |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **297,32** | **309,99** | **4,26%** |
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part collectivité(s)** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **92,82** | **94,46** | **1,77%** |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2200 | 26,40 | 26,40 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| TVA | | | 44,22 | 45,86 | 3,71% |
| **TOTAL € TTC** | | | **586,78** | **607,83** | **3,59%** |

| SONGY | m³ | Prix au 01/01/2023 | Montant au 01/01/2022 | Montant au 01/01/2023 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **196,64** | **203,38** | **3,43%** |
| **Part délégataire** | | | **117,02** | **125,24** | **7,02%** |
| Abonnement | | | 39,67 | 42,46 | 7,03% |
| Consommation | 120 | 0,6898 | 77,35 | 82,78 | 7,02% |
| **Part collectivité(s)** | | | **67,20** | **67,20** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,5600 | 67,20 | 67,20 | 0,00% |
| **Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)** | **120** | **0,0912** | **12,42** | **10,94** | **-11,92%** |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **297,32** | **309,99** | **4,26%** |
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part collectivité(s)** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **92,82** | **94,46** | **1,77%** |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2200 | 26,40 | 26,40 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| TVA | | | 44,22 | 45,86 | 3,71% |
| **TOTAL € TTC** | | | **586,78** | **607,83** | **3,59%** |

| SOULANGES | m³ | Prix au 01/01/2023 | Montant au 01/01/2022 | Montant au 01/01/2023 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **196,64** | **203,38** | **3,43%** |
| **Part délégataire** | | | **117,02** | **125,24** | **7,02%** |
| Abonnement | | | 39,67 | 42,46 | 7,03% |
| Consommation | 120 | 0,6898 | 77,35 | 82,78 | 7,02% |
| **Part collectivité(s)** | | | **67,20** | **67,20** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,5600 | 67,20 | 67,20 | 0,00% |
| **Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)** | **120** | **0,0912** | **12,42** | **10,94** | **-11,92%** |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **297,32** | **309,99** | **4,26%** |
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part collectivité(s)** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **92,82** | **94,46** | **1,77%** |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2200 | 26,40 | 26,40 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| TVA | | | 44,22 | 45,86 | 3,71% |
| **TOTAL € TTC** | | | **586,78** | **607,83** | **3,59%** |

| VITRY LE FRANCOIS | m³ | Prix au 01/01/2023 | Montant au 01/01/2022 | Montant au 01/01/2023 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **196,64** | **203,38** | **3,43%** |
| **Part délégataire** | | | **117,02** | **125,24** | **7,02%** |
| Abonnement | | | 39,67 | 42,46 | 7,03% |
| Consommation | 120 | 0,6898 | 77,35 | 82,78 | 7,02% |
| **Part collectivité(s)** | | | **67,20** | **67,20** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,5600 | 67,20 | 67,20 | 0,00% |
| **Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)** | **120** | **0,0912** | **12,42** | **10,94** | **-11,92%** |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **297,32** | **309,99** | **4,26%** |
| **Part délégataire** | | | **165,08** | **177,75** | **7,68%** |
| Consommation | 120 | 1,4813 | 165,08 | 177,75 | 7,68% |
| **Part collectivité(s)** | | | **132,24** | **132,24** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 1,1020 | 132,24 | 132,24 | 0,00% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **92,82** | **94,46** | **1,77%** |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau) | 120 | 0,2200 | 26,40 | 26,40 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,1850 | 22,20 | 22,20 | 0,00% |
| TVA | | | 44,22 | 45,86 | 3,71% |
| **TOTAL € TTC** | | | **586,78** | **607,83** | **3,59%** |

# 6.2 Les données consommateurs par commune

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **BIGNICOURT SUR MARNE** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | | 358 | 355 | | | |
| **BLACY** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 689 | 686 | 669 | 658 | 645 | -2,0 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | 308 | 308 | 306 | 303 | 294 | -3,0 % |
| Assiette de la redevance ($m^3$) | 26 440 | 27 021 | 26 942 | 25 798 | 30 304 | 17,5 % |
| **BLAISE SOUS ARZILLIERES** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 356 | 356 | 348 | 339 | 333 | -1,8 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | 163 | 162 | 156 | 157 | | |
| Assiette de la redevance ($m^3$) | 12 097 | 5 533 | 11 261 | 12 787 | 11 899 | -6,9 % |
| **COURDEMANGES** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 403 | 403 | 404 | 406 | 405 | -0,2 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | 184 | 184 | 184 | 183 | 187 | 2,2 % |
| Assiette de la redevance ($m^3$) | 14 601 | 13 694 | 15 650 | 13 908 | 15 313 | 10,1 % |
| **COUVROT** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 898 | 898 | 871 | 852 | 846 | -0,7 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | 388 | 389 | 391 | 393 | 396 | 0,8 % |
| Assiette de la redevance ($m^3$) | 37 351 | 32 748 | 33 539 | 30 978 | 31 257 | 0,9 % |
| **DROUILLY** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 139 | 139 | 136 | 141 | 141 | 0,0 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | 65 | 65 | 64 | 63 | 62 | -1,6 % |
| Assiette de la redevance ($m^3$) | 4 207 | 5 383 | 5 669 | 4 815 | 5 224 | 8,5 % |
| **FRIGNICOURT** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 908 | 1 899 | 1 914 | 1 880 | 1 849 | -1,6 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | 802 | 806 | 802 | 808 | 728 | -9,9 % |
| Assiette de la redevance (m3) | 76 421 | 71 456 | 77 727 | 72 940 | 78 442 | 7,5 % |
| **LOISY SUR MARNE** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 112 | 1 121 | 1 121 | 1 123 | 1 128 | 0,4 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | | 1 | 1 | | | |
| **MAISONS EN CHAMPAGNE** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | | | 545 | 549 | 553 | 0,7 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | | | | | 236 | |
| **MAROLLES** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 926 | 923 | 912 | 903 | 894 | -1,0 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | 322 | 328 | 326 | 326 | 294 | -9,8 % |
| Assiette de la redevance ($m^3$) | 29 316 | 28 682 | 32 328 | 30 232 | 30 304 | 0,2 % |
| **PRINGY** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 419 | 419 | 425 | 434 | 442 | 1,8 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | 195 | 199 | 201 | 199 | 202 | 1,5 % |
| Assiette de la redevance ($m^3$) | 13 218 | 16 292 | 16 579 | 18 469 | 16 914 | -8,4 % |
| **SONGY** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 272 | 272 | 267 | 269 | 269 | 0,0 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | 121 | 126 | 129 | 131 | 133 | 1,5 % |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Assiette de la redevance ($m^3$) | 8 207 | 9 710 | 10 574 | 10 308 | 11 012 | 6,8 % |
| **SOULANGES** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 494 | 494 | 479 | 477 | 475 | -0,4 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | 191 | 191 | 193 | 191 | 191 | 0,0 % |
| Assiette de la redevance ($m^3$) | 14 669 | 13 733 | 14 917 | 14 845 | 16 453 | 10,8 % |
| **VITRY LE FRANCOIS** | | | | | | |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 13 220 | 12 969 | 12 416 | 11 999 | 11 627 | -3,1 % |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | 3 249 | 3 244 | 3 222 | 3 249 | 5 084 | 56,5 % |
| Assiette de la redevance ($m^3$) | 872 965 | 909 196 | 663 355 | 706 926 | 794 702 | 12,4 % |
| **Autre(s)** | | | | | | |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | | | | | 160 | |
| Assiette de la redevance ($m^3$) | | | | | 46 964 | |

# 6.3 Le bilan qualité par usine

## Lagune de Courdemanges

**Charges entrant sur le système de traitement :**

| Charges entrantes et dépassement de capacité | Bilan HCNF* | Volume | MES | DCO | DBO5 | NTK | NGL | Pt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charge (m3/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) |
| **12/01/2022** | Non | 48,28 | 3,72 | 8,93 | 2,61 | 1,41 | 1,49 | 0,16 |
| **13/04/2022** | Non | 23 | 3,34 | 4,76 | 0,81 | 0,88 | 0,89 | 0,09 |
| **15/12/2022** | Oui | 95,5 | 28,65 | 66,09 | 30,56 | 9,74 | 9,76 | 0,71 |
| **26/12/2022** | Oui | 204 | 46,1 | 62,02 | 28,56 | 7,61 | 7,66 | 0,71 |

* Hors conditions Normales de Fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

**Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :**

| Charges en sortie et rendement | MES | | DCO | | DBO5 | | NTK | | NGL | | Pt | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % |
| **12/01/2022** | 0,46 | 87,7 | 2,85 | 68,1 | 0,14 | 94,4 | 1,53 | -8,2 | 1,54 | -3,6 | 0,23 | -40,7 |
| **13/04/2022** | 1,27 | 62,1 | 1,1 | 76,8 | 0,07 | 91,4 | 0,11 | 88,0 | 0,16 | 81,9 | 0,03 | 70,5 |
| **15/12/2022** | 3,88 | 86,5 | 4,75 | 92,8 | 0,68 | 97,8 | 3,48 | 64,3 | 3,51 | 64,1 | 0,48 | 32,9 |
| **26/12/2022** | 7,16 | 84,5 | 12,89 | 79,2 | 3,76 | 86,8 | 6,48 | 14,8 | 6,52 | 14,8 | 1,04 | -46,7 |

**Boues évacuées par mois**

# Station d'épuration de Marolles

**Charges entrant sur le système de traitement :**

| Charges entrantes et dépassement de capacité | Bilan HCNF* | Volume | MES | DCO | DBO5 | NTK | NGL | Pt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charge (m3/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) |
| **12/01/2022** | Oui | 454,87 | 43,21 | 68,23 | 23,65 | 8,6 | 8,6 | 0,93 |
| **13/04/2022** | Oui | 720 | 87,12 | 170,64 | 32,4 | 17,65 | 17,65 | 1,49 |
| **29/06/2022** | Oui | 135,5 | 36,59 | 58,54 | 24,39 | 8,35 | 8,35 | 0,8 |
| **12/10/2022** | Non | 100 | 20 | 56,8 | 17 | 9,11 | 9,11 | 0,68 |

* Hors conditions Normales de Fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

**Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :**

| Charges en sortie et rendement | MES | | DCO | | DBO5 | | NTK | | NGL | | Pt | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % |
| **12/01/2022** | 0,91 | 97,9 | 13,65 | 80,0 | 1,36 | 94,2 | 1,27 | 85,2 | 6,22 | 27,7 | 0,07 | 92,2 |
| **13/04/2022** | 2,3 | 97,4 | 11,52 | 93,3 | 2,16 | 93,3 | 3,02 | 82,9 | 7,45 | 57,8 | 0,14 | 90,3 |
| **29/06/2022** | 0,27 | 99,3 | 2,57 | 95,6 | 0,41 | 98,3 | 0,79 | 90,6 | 1,36 | 83,8 | 0,04 | 94,7 |
| **12/10/2022** | 0,2 | 99,0 | 2,4 | 95,8 | 0,3 | 98,2 | 0,39 | 95,7 | 1,38 | 84,9 | 0,19 | 72,2 |

**Boues évacuées par mois**

# Station d'épuration de Couvrot

**Charges entrant sur le système de traitement :**

| Charges entrantes et dépassement de capacité | Bilan HCNF* | Volume | MES | DCO | DBO5 | NTK | NGL | Pt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charge (m3/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) |

* Hors conditions Normales de Fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

**Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :**

| Charges en sortie et rendement | MES | | DCO | | DBO5 | | NTK | | NGL | | Pt | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % |

**Boues évacuées par mois**

# Station d'épuration de Soulanges

**Charges entrant sur le système de traitement :**

| Charges entrantes et dépassement de capacité | Bilan HCNF* | Volume | MES | DCO | DBO5 | NTK | NGL | Pt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charge (m3/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) | Charge (kg/j) |

* Hors conditions Normales de Fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

**Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :**

| Charges en sortie et rendement | MES | | DCO | | DBO5 | | NTK | | NGL | | Pt | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % |

**Détail des non-conformités**

| Bilans | Bilan non conforme | Bilan rédhibitoire | Paramètres concernés | Dépassement des conditions normales de fonctionnement | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|
| 31/01/2022 | Oui | Oui | | Oui | |

**Boues évacuées par mois**

# Station d'épuration de Vitry le François

**Bilans HCNF / Bilans :**

| Charges entrantes et dépassement de capacité | Volume | | MES | DCO | DBO5 | NTK | NGL | Pt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (m3/j) | Nbr Bilan HcNF* / nbr de bilans | kg/j | kg/j | kg/j | kg/j | kg/j | kg/j |
| **janvier** | 10 362 | 3 / 10 | 7 892 | 13 184 | 3 899 | 1 006,5 | 1 006,5 | 146,6 |
| **février** | 3 769 | 0 / 14 | 28 514 | 12 854 | 3 800 | 526,0 | 526,0 | 147,6 |
| **mars** | 3 335 | 0 / 15 | 10 918 | 28 804 | 3 624 | 605,7 | 605,7 | 105,8 |
| **avril** | 4 779 | 0 / 12 | 1 195 | 3 130 | 1 595 | 319,7 | 319,7 | 32,7 |
| **mai** | 2 973 | 0 / 12 | 1 567 | 2 573 | 1 195 | 243,4 | 243,4 | 28,7 |
| **juin** | 3 585 | 0 / 13 | 1 228 | 2 683 | 1 033 | 254,7 | 254,7 | 27,1 |
| **juillet** | 2 455 | 0 / 15 | 1 039 | 2 394 | 815 | 199,3 | 199,3 | 21,6 |
| **août** | 2 407 | 0 / 14 | 1 297 | 3 371 | 1 078 | 245,1 | 245,1 | 23,6 |
| **septembre** | 3 234 | 0 / 10 | 1 080 | 4 114 | 861 | 268,1 | 268,1 | 29,0 |
| **octobre** | 4 306 | 0 / 14 | 1 494 | 3 470 | 1 081 | 265,3 | 265,3 | 28,2 |
| **novembre** | 4 083 | 0 / 16 | 1 784 | 3 378 | 1 118 | 279,1 | 279,1 | 31,6 |
| **décembre** | 4 082 | 0 / 11 | 1 534 | 3 543 | 1 127 | 286,8 | 286,8 | 30,9 |

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

**Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :**

| Charges en sortie et rendement | MES | | DCO | | DBO5 | | NTK | | NGL | | Pt | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % | Kg/j | % |
| **janvier** | 19,40 | 99,75 | 98,60 | 99,25 | 38,00 | 99,03 | 9,10 | 99,09 | 27,70 | 97,25 | 4,40 | 96,99 |
| **février** | 9,70 | 99,97 | 62,70 | 99,51 | 10,84 | 99,71 | 5,30 | 98,99 | 10,20 | 98,06 | 1,60 | 98,89 |
| **mars** | 9,00 | 99,92 | 65,70 | 99,77 | 10,12 | 99,72 | 5,70 | 99,05 | 8,70 | 98,57 | 0,50 | 99,56 |
| **avril** | 11,40 | 99,05 | 68,30 | 97,82 | 14,65 | 99,08 | 4,80 | 98,49 | 10,50 | 96,73 | 0,70 | 97,93 |
| **mai** | 6,90 | 99,56 | 63,10 | 97,55 | 8,80 | 99,26 | 6,60 | 97,29 | 13,20 | 94,58 | 0,80 | 97,13 |
| **juin** | 19,90 | 98,38 | 91,10 | 96,60 | 24,90 | 97,59 | 10,60 | 95,84 | 22,10 | 91,33 | 4,40 | 83,78 |
| **juillet** | 5,60 | 99,46 | 49,60 | 97,93 | 8,78 | 98,92 | 5,50 | 97,23 | 15,30 | 92,30 | 1,50 | 93,01 |
| **août** | 7,80 | 99,40 | 54,80 | 98,37 | 7,71 | 99,29 | 7,60 | 96,89 | 11,60 | 95,27 | 3,70 | 84,20 |
| **septembre** | 10,20 | 99,06 | 74,90 | 98,18 | 16,66 | 98,06 | 6,10 | 97,71 | 8,90 | 96,68 | 3,60 | 87,43 |
| **octobre** | 24,60 | 98,35 | 98,30 | 97,17 | 26,36 | 97,56 | 9,70 | 96,36 | 14,00 | 94,72 | 3,20 | 88,84 |
| **novembre** | 21,40 | 98,80 | 99,90 | 97,04 | 33,82 | 96,97 | 13,00 | 95,36 | 18,00 | 93,54 | 3,30 | 89,42 |
| **décembre** | 12,40 | 99,20 | 68,30 | 98,07 | 13,28 | 98,82 | 7,30 | 97,46 | 21,10 | 92,63 | 2,50 | 91,82 |

**Evolution des charges et du rendement par paramètre**

Evolution des charges et du rendement MES
Charge kg/j
Rendement %
30000
25000
20000
15000
10000
5000
0
101
100.5
100
99.5
99
98.5
98
99.75
99.97
99.92
99.05
99.56
98.38
99.46
99.4
99.06
98.35
98.8
99.2
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
entrée
sortie
Rendement
Capacité

Evolution des charges et du rendement DCO
Charge kg/j
Rendement %
35000
30000
25000
20000
15000
10000
5000
0
103
102
101
100
99
98
97
96
99.25
99.51
99.77
97.82
97.55
96.6
97.93
98.37
98.18
97.17
97.04
98.07
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité

Evolution des charges et du rendement DBO5
Charge kg/j
Rendement %
7000
6000
5000
4000
3000
2000
1000
0
100
99.5
99
98.5
98
97.5
97
96.5
99.03
99.71
99.72
99.08
99.26
98.92
99.29
98.06
97.59
97.56
96.97
98.82
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité

Evolution des charges et du rendement NTK
Charge kg/j
Rendement %
1250
1000
750
500
250
0
100
99
98
97
96
95
99.09
98.99
99.05
98.49
97.29
95.84
97.23
96.89
97.71
96.36
95.36
97.46
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité

**Détail des non-conformités**

| Dates | Bilan non conforme | Bilan rédhibitoire | Paramètres concernés | Dépassement des conditions normales de fonctionnement | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|
| 03/08/2022 | Oui | Non | | Non | |
| 17/08/2022 | Oui | Oui | | Oui | |
| 18/08/2022 | Oui | Non | | Oui | |

**Boues évacuées par mois**

# 6.4 Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

### Usine de dépollution

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Lagune de Courdemanges** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 5 115 | 0 | 4 207 | 4 187 | 2 822 | -32,6 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | | 0 | 81 | 80 | 83 | 3,8 % |
| Volume pompé (m$^3$) | | 25 637 | 52 134 | 52 502 | 33 924 | -35,4 % |
| **STE MAROLLES** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 43 349 | 41 424 | 33 539 | 41 641 | 40 082 | -3,7 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 30 913 | | 40 587 | 43 815 | 34 891 | -20,4 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | | 496 | 288 | 318 | 410 | 28,9 % |
| Volume pompé (m$^3$) | | 83 520 | 116 520 | 130 800 | 97 720 | -25,3 % |
| Temps de fonctionnement (h) | | 2 088 | 2 913 | 3 270 | 2 443 | -25,3 % |
| **STEP de Blaise sous Arzilliere** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 5 674 | 4 419 | 4 458 | 7 555 | 5 884 | -22,1 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 3 488 | 6 141 | 6 733 | 4 701 | -30,2 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 141 | 38 | 89 | 120 | 125 | 4,2 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 40 370 | 115 742 | 50 116 | 63 096 | 46 970 | -25,6 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 1 835 | 1 447 | 2 278 | 2 868 | 2 135 | -25,6 % |
| **STEP de Couvrot** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 40 522 | 22 346 | 21 461 | 26 663 | 25 888 | -2,9 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 27 780 | 34 899 | 35 296 | 19 350 | -45,2 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 687 | 708 | 442 | 532 | 638 | 19,9 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 58 999 | 31 558 | 48 601 | 50 084 | 40 561 | -19,0 % |
| **STEP de la ZAE Haute voie** | | | | | | |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 6 317 | | | | |
| **STEP de Soulanges** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 7 105 | 3 983 | 4 114 | 3 005 | 2 583 | -14,0 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 168 | 95 | 102 | 63 | 58 | -7,9 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 42 174 | 42 143 | 40 329 | 47 947 | 44 660 | -6,9 % |
| Temps de fonctionnement (h) | | 1 960 | 2 240 | 1 370 | 1 276 | -6,9 % |
| **STP VITRY LE FRANCOIS** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 1 894 933 | 1 853 304 | 1 574 648 | 1 919 188 | 1 751 335 | -8,7 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 1 894 413 | 1 852 796 | 1 680 714 | 1 737 212 | 0 | -100,0 % |

### Poste de relèvement

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **REL MAROLLES - LA VIOLETTE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 487 | 465 | 473 | 532 | 432 | -18,8 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 322 | | | | |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 150 | 365 | 177 | 183 | 232 | 26,8 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 3 255 | 1 274 | 2 666 | 2 909 | 1 860 | -36,1 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 217 | 156 | 177 | 194 | 124 | -36,1 % |
| **PR de Chatelraould** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 862 | 501 | 848 | 853 | 657 | -23,0 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 241 | 952 | 761 | 467 | -38,6 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 320 | 574 | 359 | 377 | 434 | 15,1 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 2 695 | 873 | 2 365 | 2 265 | 1 515 | -33,1 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 539 | 166 | 473 | 453 | 303 | -33,1 % |
| **PR Drouilly** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 2 032 | 914 | 2 346 | 3 184 | 2 348 | -26,3 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 2 554 | 766 | 2 471 | 3 112 | 1 955 | -37,2 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 159 | 178 | 177 | 171 | 174 | 1,8 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 12 787 | 5 139 | 13 220 | 18 639 | 13 480 | -27,7 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 1 346 | 541 | 1 391 | 1 962 | 1 419 | -27,7 % |
| **PR du lotissement** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 489 | 440 | 424 | 472 | 475 | 0,6 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | | -3 862 | 406 | 418 | 381 | -8,9 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 140 | 152 | 155 | 169 | 149 | -11,8 % |
| **PR grande rue** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 3 469 | 2 169 | 2 111 | 1 915 | 1 010 | -47,3 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 525 | 2 245 | 1 622 | 642 | -60,4 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 64 | 73 | 73 | 71 | 86 | 21,1 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 54 571 | 29 831 | 29 073 | 26 961 | 11 682 | -56,7 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 4 961 | 2 712 | 2 643 | 2 451 | 1 062 | -56,7 % |
| **PR Pringy** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 8 006 | 664 | 5 349 | 5 618 | 1 997 | -64,5 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 9 487 | 1 233 | 6 370 | 5 578 | 1 672 | -70,0 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 95 | 150 | 98 | 94 | 101 | 7,4 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 84 319 | 4 441 | 54 747 | 59 900 | 19 782 | -67,0 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 6 692 | 352 | 4 345 | 4 792 | 1 571 | -67,2 % |
| **PR rue de champagne** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 466 | 476 | 489 | 748 | 1 501 | 100,7 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 346 | 467 | 662 | 1 349 | 103,8 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 158 | 127 | 131 | 211 | 1 419 | 572,5 % |
| **PR rue de l'Hermite** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 105 | 304 | 279 | 284 | 271 | -4,6 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 172 | 306 | 248 | 209 | -15,7 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 41 | 87 | 27 | 27 | 20 | -25,9 % |
| **PR rue de taille pied** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 411 | 403 | 460 | 477 | 457 | -4,2 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 336 | 474 | 430 | 366 | -14,9 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 216 | 358 | 383 | 416 | 392 | -5,8 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 1 904 | 1 126 | 1 202 | 1 148 | 1 167 | 1,7 % |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Temps de fonctionnement (h) | 94 | 80 | 85 | 82 | 83 | 1,2 % |
| **PR rue des serres** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 1 659 | 2 031 | 2 055 | 2 272 | 1 995 | -12,2 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 1 267 | 2 245 | 1 999 | 1 519 | -24,0 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 50 | 159 | 89 | 89 | 90 | 1,1 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 33 024 | 12 810 | 23 061 | 25 541 | 22 242 | -12,9 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 2 349 | 1 929 | 1 639 | 1 821 | 1 582 | -13,1 % |
| **PR rue du pont** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 5 989 | 6 417 | 4 538 | 5 554 | 4 160 | -25,1 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 2 097 | 4 084 | 4 820 | 3 319 | -31,1 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | | | 93 | 111 | 103 | -7,2 % |
| Volume pompé (m$^3$) | | | 48 601 | 50 084 | 40 561 | -19,0 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 2 361 | 2 255 | 1 597 | 1 876 | 1 580 | -15,8 % |
| **PR Songy** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 2 657 | 1 554 | 2 603 | 1 872 | 3 073 | 64,2 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 3 200 | 1 215 | 2 669 | 1 698 | 2 766 | 62,9 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 38 | 43 | 71 | 80 | 67 | -16,3 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 69 065 | 36 378 | 36 509 | 23 350 | 46 182 | 97,8 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 2 819 | 1 485 | 1 490 | 934 | 1 885 | 101,8 % |
| **REL AIRE DES GENS DU VOYAGE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | 94 | 479 | 5 548 | 2 158 | -61,1 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | | 13 | | | | |
| Volume pompé (m$^3$) | | 7 302 | | | | |
| Temps de fonctionnement (h) | 0 | 5 | 172 | 242 | 35 | -85,5 % |
| **REL ASEVE RUE CITADELLE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 535 | 625 | 570 | 685 | 613 | -10,5 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 609 | 634 | 670 | 688 | 468 | -32,0 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 412 | 449 | 339 | 402 | 439 | 9,2 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 1 300 | 1 391 | 1 683 | 1 705 | 1 395 | -18,2 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 260 | 278 | 336 | 341 | 279 | -18,2 % |
| **REL AV. DU PERTHOIS** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 4 071 | 4 738 | 4 505 | 5 407 | 4 359 | -19,4 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 7 119 | 3 086 | 6 110 | 5 213 | 3 176 | -39,1 % |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | 99 | 91 | 94 | 99 | 98 | -1,0 % |
| Volume pompé (m3) | 41 325 | 51 786 | 47 789 | 54 575 | 44 275 | -18,9 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 1 653 | 2 071 | 1 911 | 2 183 | 1 771 | -18,9 % |
| **REL BLACY - MAISON BLANCHE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 786 | 1 106 | 1 074 | 943 | 900 | -4,6 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 846 | 907 | 1 169 | 915 | 733 | -19,9 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 166 | 156 | 143 | 188 | 198 | 5,3 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 4 740 | 7 076 | 7 515 | 5 025 | 4 545 | -9,6 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 316 | 472 | 501 | 335 | 303 | -9,6 % |
| **REL BLACY – RICHEPEIGNE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 259 | 171 | 416 | 401 | 377 | -6,0 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 361 | 65 | 459 | 358 | 298 | -16,8 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 151 | 132 | 151 | 270 | 259 | -4,1 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 1 710 | 1 296 | 2 751 | 1 485 | 1 455 | -2,0 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 114 | 86 | 183 | 99 | 97 | -2,0 % |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **REL BLACY - RTE DE PARIS** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 2 329 | 511 | 924 | 1 024 | 754 | -26,4 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 8 212 | -90 944 | 1 015 | 1 062 | 566 | -46,7 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 178 | 87 | 209 | 179 | 191 | 6,7 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 13 085 | 5 892 | 4 427 | 5 720 | 3 955 | -30,9 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 2 617 | 393 | 885 | 1 144 | 791 | -30,9 % |
| **REL BLACY - VIEILLE ROUTE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 8 638 | 4 120 | 5 797 | 5 672 | 3 790 | -33,2 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 8 181 | | 5 889 | 5 471 | 3 121 | -43,0 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 111 | 119 | 117 | 112 | 112 | 0,0 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 77 730 | 34 710 | 49 679 | 50 430 | 33 990 | -32,6 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 2 591 | 1 157 | 1 655 | 1 681 | 1 133 | -32,6 % |
| **REL BORDS DE MARNE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 3 553 | 2 197 | 3 266 | 3 696 | 2 306 | -37,6 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 5 380 | 983 | 3 493 | 3 580 | 1 527 | -57,3 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 62 | 72 | 73 | 66 | 88 | 33,3 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 57 225 | 30 698 | 44 483 | 55 725 | 26 225 | -52,9 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 2 289 | 1 227 | 1 779 | 2 229 | 1 049 | -52,9 % |
| **REL CHAINERIE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 345 | 294 | 370 | 335 | 331 | -1,2 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 454 | 171 | 408 | 330 | 268 | -18,8 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 190 | 476 | 102 | 227 | 125 | -44,9 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 1 815 | 618 | 3 610 | 1 474 | 2 655 | 80,1 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 121 | 41 | 240 | 98 | 177 | 80,6 % |
| **REL CICT** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 2 626 | 3 057 | 3 228 | 3 729 | 2 986 | -19,9 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 2 683 | | 3 240 | 3 634 | 2 163 | -40,5 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 168 | 172 | 168 | 163 | 172 | 5,5 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 15 650 | 17 802 | 19 266 | 22 919 | 17 400 | -24,1 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 626 | 712 | 770 | 916 | 696 | -24,0 % |
| **REL COLLEGE FRIGNICOURT** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 568 | 600 | 444 | 471 | 458 | -2,8 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 688 | 470 | 422 | 413 | 365 | -11,6 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 169 | 159 | 75 | 79 | 94 | 19,0 % |
| **REL FG ST DIZIER** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 9 083 | 7 530 | 14 558 | 15 323 | 11 661 | -23,9 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 8 135 | | 14 680 | 16 309 | 9 737 | -40,3 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 45 | 72 | 67 | 62 | 67 | 8,1 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 203 640 | 104 567 | 217 646 | 248 849 | 172 860 | -30,5 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 6 788 | 3 485 | 7 254 | 8 294 | 5 762 | -30,5 % |
| **REL FRIGNICOURT – MAUCOURT** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 13 509 | 5 198 | 9 169 | 8 729 | 6 982 | -20,0 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 17 956 | 1 493 | 10 501 | 8 291 | 5 200 | -37,3 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 111 | 132 | 122 | 124 | 129 | 4,0 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 121 260 | 39 445 | 75 399 | 70 178 | 54 060 | -23,0 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 4 042 | 1 315 | 2 513 | 2 339 | 1 802 | -23,0 % |
| **REL HAMOIS** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 435 | 556 | 541 | 203 | 503 | 147,8 % |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Energie facturée consommée (kWh) | 528 | 450 | 556 | 359 | 300 | -16,4 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 157 | 43 | 100 | 261 | 649 | 148,7 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 2 775 | 12 886 | 5 389 | 777 | 775 | -0,3 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 111 | 515 | 215 | 31 | 31 | 0,0 % |
| **REL HAUTE BORNE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 2 045 | 3 500 | 2 456 | 1 777 | 1 453 | -18,2 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | -27 611 | | 5 846 | 2 073 | 1 114 | -46,3 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 265 | 309 | 235 | 196 | 278 | 41,8 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 7 725 | 11 332 | 10 457 | 9 076 | 5 220 | -42,5 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 515 | 755 | 697 | 605 | 348 | -42,5 % |
| **REL LES INDES** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 2 055 | 965 | 1 458 | 2 144 | 960 | -55,2 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 3 469 | 199 | 1 842 | 2 027 | 606 | -70,1 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 104 | 152 | 97 | 108 | 147 | 36,1 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 19 740 | 6 367 | 15 003 | 19 834 | 6 510 | -67,2 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 658 | 212 | 500 | 661 | 217 | -67,2 % |
| **REL MALTERIE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 730 | 885 | 924 | 1 223 | 1 244 | 1,7 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 1 180 | 748 | 1 004 | 1 182 | 938 | -20,6 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 169 | 272 | 250 | 237 | 269 | 13,5 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 4 320 | 3 252 | 3 689 | 5 152 | 4 620 | -10,3 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 113 | 162 | 184 | 257 | 231 | -10,1 % |
| **REL MAROLLES - ANDRE DUC** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 213 | 276 | 341 | 371 | 262 | -29,4 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 257 | 211 | 318 | 364 | 213 | -41,5 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 219 | 248 | 218 | 266 | 269 | 1,1 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 973 | 1 114 | 1 562 | 1 394 | 973 | -30,2 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 139 | 159 | 223 | 199 | 139 | -30,2 % |
| **REL MAROLLES – RUHAUTIER** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 391 | 559 | 627 | 636 | 594 | -6,6 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 531 | 546 | 1 089 | 630 | 481 | -23,7 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 84 | 126 | 56 | 109 | 123 | 12,8 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 4 635 | 4 431 | 11 230 | 5 810 | 4 815 | -17,1 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 309 | 295 | 748 | 387 | 321 | -17,1 % |
| **REL QUAI DE LA FAIENCERIE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 393 | 276 | 218 | 388 | 337 | -13,1 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 429 | 285 | 189 | 375 | 189 | -49,6 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 46 | 49 | 97 | 56 | 239 | 326,8 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 8 460 | 5 598 | 2 252 | 6 981 | 1 410 | -79,8 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 188 | 124 | 50 | 155 | 94 | -39,4 % |
| **REL VLF - RUE AMPERE** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 262 | 282 | 268 | 286 | 229 | -19,9 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 323 | 287 | 287 | 255 | 188 | -26,3 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 92 | 168 | 126 | 139 | 218 | 56,8 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 2 850 | 1 677 | 2 129 | 2 054 | 1 050 | -48,9 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 114 | 67 | 85 | 82 | 42 | -48,8 % |
| **REL ZAE LOISY** | | | | | | |
| Energie facturée consommée (kWh) | | 100 | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Temps de fonctionnement (h) | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0% |

## Poste de refoulement

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **REF SOULANGES** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | 5 713 | 3 983 | 4 218 | 3 005 | 2 630 | -12,5 % |
| Energie facturée consommée (kWh) | 7 691 | 3 693 | 4 747 | 3 055 | 2 007 | -34,3 % |
| Consommation spécifique (Wh/m$^3$) | 135 | 95 | 105 | 63 | 59 | -6,3 % |
| Volume pompé (m$^3$) | 42 174 | 42 143 | 40 329 | 47 947 | 44 660 | -6,9 % |
| Temps de fonctionnement (h) | 2 343 | 1 960 | 2 240 | 1 441 | 1 276 | -11,5 % |

## Autres installations assainissement

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **BO Vitry le Francois** | | | | | | |
| Energie facturée consommée (kWh) | 40 658 | 54 208 | 39 599 | 43 909 | 32 127 | -26,8 % |
| **DO Abbé Gouget** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | 0 | | | | |
| **DO Bois Bode** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | 0 | | | | |
| Energie facturée consommée (kWh) | | -1 | | | 0 | |
| **DO Leclerc** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | 0 | | | | |
| Energie facturée consommée (kWh) | | -102 | -10 | 107 | 66 | -38,3 % |
| **DO Mont Berjon** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | 0 | | | | |
| Energie facturée consommée (kWh) | -68 | -4 | -14 | | 0 | |
| **DO Piscine** | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | 0 | | | | |
| **DO Pont Levis** | | | | | | |
| Energie facturée consommée (kWh) | -34 | -4 | 31 | | 0 | |

# 6.5 Annexes financières

→ ***Les modalités d'établissement du CARE***

***Introduction générale***

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2021 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

***Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France***

L'organisation de la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Est de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, articulée depuis 2018 et le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » autour d'une logique « gLocale », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales…) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

## ***Faits Marquants***

**Changement de modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction consommateurs**

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes sont désormais totalement opérationnelles et disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assises sur la valeur ajoutée simplifiée.

En pratique, depuis l'exercice 2020 :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1er novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1er janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des $m^3$ assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance… Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes).

1. **Produits**

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau, d'assainissement et de gaz, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

## 2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

### 2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

#### 2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité…). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1er janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électro-intensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Jusqu'à fin 2020, ces régularisations étaient enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée. Elles sont depuis cette année prises en compte dans les CARE dès l'envoi de l'état récapitulatif des consommations de l'année N-1 à l'Administration en juin N.

#### 2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats

fournissent des valeurs correctes du point de vue économique... il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

**Charges relatives au renouvellement :**
Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

**Charges relatives aux investissements :**

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée ;

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractés par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »…).

### 2.1.3. **Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

### 2.1.4.**Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2021 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises réalisant plus de 250 M€ de CA (27,5%), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

### 2.2. **Charges réparties**

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

#### 2.2.1. **Principe de répartition**

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Produits & Cash et RC360. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

#### 2.2.2. **Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

### 2.3. **Autres charges**

#### 2.3.1. **Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maitrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

#### 2.3.2. **Participation des salariés aux résultats de l'entreprise**

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2021 au titre de l'exercice 2020.

### 2.4. **Autres informations**

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Produits & Cash et RC360. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les

risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

---

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*

2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*

3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*

4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
   - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
   - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*

5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

### → *Avis des commissaires aux comptes*

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

# 6.6 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)

afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69288.9

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
*AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:*

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

pour les activités suivantes :
*for the following activities:*

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

*DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.*

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
*has been assessed and found to meet the requirements of:*

**ISO 50001 : 2018**

et est déployé sur les sites suivants :
*and is developed on the following locations:*

| Adresse | N° SIREN |
|---|---|
| Siège : 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS | 572025526 |

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / *Complementary list of certified locations on appendix*

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
*(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))*

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) / *This certificate is valid from (year/month/day)* 2021-11-11 Jusqu'au / *until* 2024-11-10

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
*Managing Director of AFNOR Certification*

*Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat*

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

# Certificat

*Certificate*

**N° 2015/69287.8**



**AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :**
*AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:*

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

**pour les activités suivantes :**
*for the following activities:*

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.**

***DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.***

**a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :**
*has been assessed and found to meet the requirements of:*

## ISO 9001 : 2015

**et est déployé sur les sites suivants :**
*and is developed on the following locations:*

**Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS**

**Liste des sites certifiés en annexe(s)** / *List of certified locations on appendix(ces)*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)<br>*This certificate is valid from (year/month/day)* | **2021-11-10** | Jusqu'au<br>*Until* | **2024-11-09** |

**Julien NIZRI**
**Directeur Général d'AFNOR Certification**
*Managing Director of AFNOR Certification*

*Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat*

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

# Certificat

*Certificate*

**N° 2015/69286.8** **Page 1 / 10**

**AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :**
*AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:*

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

**pour les activités suivantes :**
*for the following activities:*

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.**

***DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.***

**a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :**
*has been assessed and found to meet the requirements of:*

## ISO 14001 : 2015

**et est déployé sur les sites suivants :**
*and is developed on the following locations:*

**Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS**

**Liste des sites certifiés en annexe(s)** / *List of certified locations on appendix(ces)*

| Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* | **2021-11-10** | Jusqu'au *Until* | **2024-11-09** |
|---|---|---|---|

**Julien NIZRI**
**Directeur Général d'AFNOR Certification**
*Managing Director of AFNOR Certification*

*Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat*

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

# 6.7 Actualité réglementaire 2022

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

## Commande publique

### *Verdissement de la commande publique*

Pris en application de la loi climat et résilience d'août 2021, le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 (JO du 3 mai 2022) portant diverses modifications du code de la commande publique vise au "verdissement de la commande publique". Il prévoit pour les marchés et concessions dont l'avis d'appel public à concurrence ou la consultation est lancé à compter du 21 août 2026 :

- la suppression du critère d'attribution unique fondé sur le prix : le critère du coût devra en effet prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre, et la description dans le rapport annuel du concessionnaire des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique.
- à compter du 1er janvier 2024 : un abaissement du seuil annuel des achats à partir duquel les collectivités territoriales doivent adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) à 50 millions d'euros.

### *De nouvelles modalités de recensement économique des marchés et de publication des données essentielles de la commande publique*

Le décret sur le verdissement de la commande publique prévoit les modalités de publication des données essentielles de la commande publique sur un portail des données ouvertes et que le recensement des marchés publics sera désormais réalisé à partir de ces données. Deux arrêtés en date du 22 décembre 2022 (JO du 1er janvier 2023) ont complété ce dispositif réglementaire l'un portant sur les données essentielles des marchés publics et l'autre sur celles des contrats de concession. Ces deux arrêtés abrogent et remplacent respectivement l'arrêté du 29 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique et l'arrêté du 22 mars 2019 relatif au recensement économique.

La majeure partie des données essentielles visées dans ces arrêtés reprend celles mentionnées dans l'arrêté du 29 mars 2019. La nouveauté correspond aux remontées d'informations relatives aux considérations sociales (clause sociale, critère social, marché ou concession réservés, absence de considération sociale) ou environnementales (clause environnementale, critère environnemental, absence de considération environnementale). S'agissant des données essentielles relatives uniquement aux marchés publics, on notera l'ajout des informations relatives aux sous-traitants déclarés et des données communiquées dans le cadre du recensement économique de la commande publique.

### *Diverses modifications du code de la commande publique*

Le décret 2022-1683 du 28 décembre 2022 (JO du 29 décembre 2022) prévoit notamment une prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 du seuil de dispense de procédure de publicité et mise en concurrence pour les marchés publics de travaux inférieurs à 100 000 euros HT.

Il précise également la portée des engagements du maître d'œuvre privé en cas de dépassement du coût prévisionnel des travaux. Les dépassements des engagements du maître d'œuvre privé sur le coût prévisionnel des travaux ou le coût résultant des marchés de travaux ne pourront le pénaliser si ces dépassements ne lui sont pas imputables. Ainsi l'adaptation des études sans rémunération supplémentaire ou la réduction de la rémunération du maître d'œuvre ne pourront être mises en œuvre que si les dépassements du seuil de tolérance résultent de circonstances que le maître d'œuvre pouvait prévoir ou d'un manquement du maître d'œuvre dans ses missions.

Dans la continuité de la dématérialisation de la commande publique, les candidats et soumissionnaires à un marché public peuvent transmettre la copie de sauvegarde de leurs documents par voie dématérialisée.

Enfin, les conditions de remboursement des avances sont précisées afin de tenir compte du montant de l'avance accordée et de l'état d'avancement de l'exécution du marché.

### *Libre accès à la commande publique*

Le règlement (UE) 2022/1031 du parlement européen et du conseil du 23 juin 2022 (JOUE du 30 juin 2022) prévoit que les opérateurs économiques d'origine extérieure à l'Union européenne dont le pays ne garantit pas le libre accès à la commande publique aux opérateurs économiques européens pourront faire l'objet de sanctions lors de de procédure de mise en concurrence dépassant 15 000 000€ HT pour les travaux et concessions et 5 000 000€ HT pour les biens et services. Ces sanctions pourront se traduire par des pénalités lors de la notation des offres, voire même une exclusion de ces dernières. En tout état de cause, ces sanctions ne pourront être prononcées qu'après enquête et décision de la Commission.

## Suites de la crise sanitaire

### *Les crises en cascades : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie*

Les crises successives affectant l'exécution des contrats de la commande publique depuis 2020 et en particulier la pénurie et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ont conduit le ministre de l'économie à solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les modifications des prix et tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision.

Le Conseil d'Etat a rendu un avis le 15 septembre 2022 (avis n°405540) sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et sur les conditions d'application de la théorie de l'imprévision, rapidement complété par une circulaire du Premier Ministre en date du 29 septembre 2022 (n° 6374/SG) et par une fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques de Bercy en date du 21 septembre 2022.

- Principes : Les parties peuvent convenir, pour faire face à une circonstance imprévisible, d'une modification des conditions financières ou de la durée des contrats de la commande publique. Cette

exception au principe de l'intangibilité des prix reste régie par les principes établis de la commande publique. Les fondements suivants sont ainsi invocables au cas par cas :

- Les modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévisibles (art. R. 2194-5 et R.3135-5 CCP);
- Les modifications de faible montant (art. R. 2194-8 et R.3135-8 et - 9);

– Différents remèdes à la situation résultant de circonstances imprévisibles :

- Le contrat pourra être modifié en introduisant une clause de variation des prix ou de réexamen si le contrat n'en contenait pas ;
- Il sera aussi possible de faire évoluer une clause existante qui se serait révélée insuffisante (modification d'un montant maximal, chacune, de 50% du montant du contrat initial) ;
- Une convention d'indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision pourra être conclue entre les parties, sans être considérée comme une modification du contrat, de sorte qu'elle ne sera pas soumise aux conditions et limites posées par le code de la commande publique en matière de modification des contrats de la commande publique ;
- Enfin et en cas de désaccord entre les parties, le juge pourra allouer une indemnité d'imprévision, qui sera également affranchie des règles relatives à la modification prévues dans le code de la commande publique.

### *Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité*

En sus de la hausse conséquente des prix de l'énergie, au cours des prochains hivers, des coupures de gaz et d'électricité pourraient se produire en raison du défaut d'approvisionnement en gaz et la tension sur la demande sur les services d'eau et d'assainissement, activités ne relevant pas des services prioritaire prévus par l'arrêté du 5 juillet 1990.

- Le décret n° 2022-495 du 7 avril 2022 (JO du 8 avril 2022) prévoit un mécanisme de délestage pour les consommateurs ayant une consommation supérieure à 5 GWH.
- Une instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 (publiée le 28 septembre 2022) a précisé les contours de l'organisation de la répartition et du délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité
- Enfin, une circulaire du Premier Ministre en date du 30 novembre 2022 a été transmise aux préfets afin de présenter les mesures de préparation et de gestion de crise en cas de survenue d'une mesure de délestage électrique programmée.

Par ailleurs, le décret n° 2022-1539 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) relatif aux mesures d'urgence définies en application des articles L. 321-17-1 et L. 321-17-2 du code de l'énergie précise les pénalités financières applicables en cas de non respect des modalités d'effacement électrique et précise les catégories de sites et installations exemptés de l'obligation d'effacement.

## Services publics locaux

### *Compétences Eau et Assainissement*

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS) entend favoriser l'association des communes et le maintien des syndicats infra-communautaires à la gouvernance des

compétences “eau” et “assainissement”. Ces dispositions tendent à faciliter le financement de ces deux compétences par les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP).

– Maintien du transfert de compétences eau, assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés de communes d’ici à 2026, sauf délibération contraire.

Toutefois, la loi 3DS prévoit que “les syndicats compétents en matière d’eau, d’assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l’une de ces matières, inclus en totalité dans le périmètre d’une communauté de communes exerçant à titre obligatoire les compétences eau et assainissement à partir du 1er janvier 2026, sont maintenus par la voie de la délégation”, après 2026, “sauf si la communauté de communes délibère contre ce maintien”.

Par ailleurs, avant le transfert des compétences, les communautés de communes et les communes qui les composent devront organiser un débat sur la tarification des services publics de l'eau et de l'assainissement ainsi que sur les investissements liés aux compétences transférées. Après ce débat, une convention pourra lier la communauté de communes et les communes sur la tarification et sur les orientations de la politique d'investissement pour la gestion des eaux.

– Création de nouvelles exceptions à l’interdiction de subventionner les services publics industriels et commerciaux explicitement relatives aux EPCI

La loi 3DS concrétise et simplifie la possibilité d’abonder le budget annexe par le budget général en introduisant la possibilité nouvelle de pouvoir utiliser le budget général pour financer les services eau et assainissement, notamment :

lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d’investissements importants qui ne peuvent être financés sans une augmentation excessive des tarifs (sans faire dorénavant mention du faible nombre d'usagers) ; ou

lors de la période d’harmonisation des tarifications de l’eau et de l’assainissement, après le transfert de compétence à l’EPCI-FP.

– Contrôle des raccordements des eaux pluviales urbaines renforcé

- L’article 63 de la loi Climat et Résilience fixe, pour l’ensemble des territoires, les modalités de contrôle du raccordement au réseau d’assainissement public et rend obligatoire, sur les territoires où les rejets d’eaux usées et pluviales ont une incidence sur la qualité de l’eau pour les épreuves olympiques de nage libre et de triathlon en Seine, l’établissement d’un diagnostic du raccordement au réseau public d’assainissement au moment de la vente d’un bien immobilier. La loi 3DS renforce cette disposition en précisant les modalités avec lesquelles le service de gestion des eaux pluviales urbaines peut assurer le contrôle du raccordement des immeubles au réseau public de collecte des eaux pluviales.

– Le préfet coordonnateur en lien direct avec les agences de l’eau

- La loi 3DS introduit une modification concernant les agences de l’eau et leur présidence. Jusqu'ici les présidents des conseils d'administration des agences de l'eau étaient désignés par décret du président de la République. Désormais les six agences de l'eau auront pour président du conseil d'administration, le préfet coordonnateur du bassin.

### *Résilience des réseaux*

En application de la loi du 22 août 2021 climat et résilience, le décret 2022-1077 du 28 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise le champ d’application du dispositif prévu à l’article L. 732-2-1 du code de la sécurité

intérieure visant à améliorer la résilience des réseaux aux risques naturels, de même que les prescriptions pouvant être faites par les préfets dans ce cadre.

- Les exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) situés dans les territoires présentant une exposition à un risque naturel important peuvent ainsi être enjoints par arrêté préfectoral à établir certains documents afin d'anticiper la gestion en cas de crise et favoriser un retour rapide à la normale. Ces documents sont composés d'un diagnostic des vulnérabilités des ouvrages face aux risques naturels, des mesures de crise à mettre en place pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et d'assurer un service minimum, les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa, et un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services.
- Ce décret impose une "prise en compte dans les cahiers des charges" des obligations prévues dans ce cadre (article R.732-5 du Code de la sécurité intérieure).
- Le Décret n°2022-1385 du 31 octobre 2022 précise quant à lui que le préfet de département est l'autorité compétente de l'Etat désignée à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure pouvant demander aux exploitants de services ou réseaux essentiels à la population d'identifier leurs vulnérabilités face aux événements naturels de grande ampleur dans le but que leur gestion en période de crise soit anticipée, qu'un service minimal répondant aux besoins essentiels de la population soit assuré pendant la durée de la crise et qu'un retour rapide à un fonctionnement normal soit favorisé.

### *Résilience des territoires et sécurité civile*

Le décret 2022-907 du 20 juin 2022 (JO du 21 juin 2022) précise les modalités de réalisation et de mise en œuvre des plans communaux (PCS) et intercommunaux de sauvegarde (PICS). Ce texte fait suite à la loi du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile qui impose la création des PICS dans les établissements publics à coopération intercommunale (EPCI) dont au moins une commune est soumise à PCS.

Ce nouveau décret vient préciser les critères qui imposent la réalisation d'un PCS pour les communes exposées à des risques spécifiques tels que les risques sismiques, volcaniques, cycloniques, d'inondation ou d'incendie de forêt. Il précise le contenu des plans et l'articulation du PICS avec les PCS sur plusieurs aspects : la mutualisation des moyens nécessaires à la gestion de crise, l'accompagnement de l'intercommunalité dans les événements impactant les communes membres.

Le Décret n° 2022-1532 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) précise l'obligation de réaliser un exercice pour les communes et les établissements de coopération intercommunales à fiscalité propre soumis à l'obligation d'élaborer plan communal de sauvegarde (PCS) et un plan intercommunal de sauvegarde (PICS) et détaille par ailleurs les les modalités à mettre en oeuvre par les collectivités concernées. Il détaille, par ailleurs, les mesures relatives à l'élaboration d'un exercice ainsi que les modalités relatives à la participation de la population lorsqu'un exercice est organisé soit par la commune, soit par l'intercommunalité, soit par participation à un exercice organisé par le préfet de département. Enfin, il établit les mesures relatives à l'élaboration du retour d'expérience.

### *Contenu du rapport du mandataire au sein des instances d'une EPL*

Le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 (JO du 6 novembre 2022) précise le contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales au sein des instances d'une EPL à compter de 2023. Ce rapport a pour objectif de donner aux membres de l'organe délibérant une

information complète sur l'entreprise, de nature à assurer la transparence de son fonctionnement et permettre son contrôle à travers un certain nombre d'informations telles que :

- une présentation de la société d'économie mixte rappelant son historique, son objet social, ses domaines d'activité, l'adresse de son siège social, le nombre de ses salariés, la répartition de son capital, l'organisation de sa gouvernance, les noms du président, du directeur général et des administrateurs, en identifiant ceux qui représentent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire, les principales activités et opérations de l'année écoulée en identifiant celles qui concernent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et ses perspectives de développement ;
- bilan de la gouvernance des élus précisant le nombre et la date des conseils d'administration ou de surveillance et des assemblées générales, le taux de présence des représentants de la collectivité territoriale ou du groupement actionnaire à chaque instance.
- éléments de rémunération, fixes, variables et exceptionnels, ainsi que les avantages en nature accordés aux représentants de la collectivité territoriale ou du groupement ainsi qu'aux mandataires sociaux.

### *Expérimentation de contributions fiscalisées de leurs membres aux établissements publics territoriaux de bassin*

Le décret n° 2022-1251 du 23 septembre 2022 (JO du 24 septembre 2022) pris pour l'application de l'article 34 de la loi du 21 février 2022 dite « 3DS », précise le périmètre géographique de l'expérimentation d'un financement de la prévention des inondations par les établissements publics territoriaux de bassin via l'instauration de contributions fiscalisées en remplacement, en tout ou partie, de la contribution budgétaire versée par leurs membres. Ainsi, la liste des bassins dans lesquels cette expérimentation est autorisée est définie comme suit :

- l'Escaut, la Somme et les cours d'eau côtiers de la Manche et de la mer du Nord ;
- la Meuse ;
- la Sambre ;
- le Rhin ;
- la Seine et les cours d'eau côtiers normands ;
- la Loire, les cours d'eau côtiers vendéens et bretons ;
- le Rhône et les cours d'eau côtiers méditerranéens ;
- l'Adour, la Garonne, la Dordogne, la Charente et les cours d'eau côtiers charentais et aquitains;
- les cours d'eau de la Corse ;
- les cours d'eau de la Guadeloupe ;
- les fleuves et cours d'eau côtiers de la Guyane ;
- les cours d'eau de la Martinique ;
- les cours d'eau de la Réunion ;

### *Stratégie numérique responsable*

Le décret n° 2022-1084 du 29 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise les modalités d'élaboration d'une stratégie numérique responsable. Les communes et EPCI de plus de 50 000 habitants doivent ainsi élaborer en lien avec les acteurs publics et privés intéressés un programme de travail comprenant un bilan de l'impact environnemental du numérique et celui de ses usages sur le territoire concerné ainsi que les actions déjà engagées pour l'atténuer le cas échéant.

# Service public de l'assainissement

### *Réutilisation des Eaux Usées Traitées*

Le décret 2022-236 du 10 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées a pour objectif de mettre en place une procédure pour autoriser pour une durée limitée (5 ans maximum - renouvelables) de nouveaux usages des eaux usées traitées. Comme confirmé dans l'ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022 (JO du 23 décembre 2022), ce décret ne concerne pas les usages déjà réglementés (irrigation agricole et espaces verts notamment – via les arrêtés de 2010 et 2014 et usages internes à la station d'épuration).

Il précise notamment :

- les caractéristiques des eaux usées traitées pouvant être utilisées : eaux usées traitées issues des stations d'épuration urbaines et d'assainissement non collectif et les eaux issues des ICPE (à l'exclusion des eaux issues des installations de traitement reliées à un établissement gérant des sous-produits animaux, non traitées thermiquement) dont les boues sont aptes à être valorisées en épandage (arrêté de 1998) ;
- les usages possibles : tous les usages à l'exception de ceux pratiqués à l'intérieur des locaux d'habitation, des établissements de santé, d'hébergement de personnes âgées, des cabinets médicaux/dentaires, des crèches, écoles, … et recevant du public pendant les heures d'ouverture. Sont également exclus les usages alimentaires, liés à l'hygiène corporelle et du linge et les usages d'agrément (piscines, fontaines, etc.). Les usages doivent avoir lieu au sein du département où les eaux sont produites.
- la procédure d'autorisation des projets d'utilisation : demande à déposer par le producteur ou l'utilisateur des eaux usées traitées auprès du préfet, accompagnée d'un dossier permettant de justifier de l'intérêt du projet par rapport aux enjeux environnementaux et de démontrer sa compatibilité avec la protection de la santé humaine et de l'environnement. Un arrêté préfectoral dont la validité ne peut excéder 5 ans définit alors la qualité sanitaire des eaux à respecter et fixe les prescriptions à respecter (entretien, contrôle et surveillance, information à faire, …).
- les modalités de suivi et de surveillance à mettre en place : tenue d'un carnet sanitaire et transmission au préfet chaque année au plus tard le 1er mars d'un rapport incluant volumes réutilisés, résultats de la surveillance, synthèse des dysfonctionnements, et un volet économique (bilan dépenses/recettes et analyse coûts-bénéfices),... Puis six mois avant la date d'expiration transmission d'un bilan global (avec impacts sanitaires et environnementaux, bilan économique). Les parties prenantes doivent faire remonter au préfet les non-conformités constatées sur le niveau de qualité des eaux usées traitées.

Ce texte offre ainsi un cadre pour étendre à titre « temporaire » de nouveaux usages des eaux usées traitées (tels que le lavage des rues, le « multi-usages » en site industriel, …).

Un arrêté du 28 juillet 2022 (JO du 4 août 2022) est venu préciser les pièces attendues dans le dossier de demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées traitées prévu par le décret du 10 mars 2022.

Dans une communication à destination des Etats Membres en date du 3 août 2022 (JOUE du 5 août 2022), la Commission européenne précise les lignes directrices pour la réutilisation des eaux usées traitées à des fins d'irrigation agricole. Cette communication s'inscrit dans le contexte particulier de la sécheresse de l'été 2022 et dans la perspective de l'entrée en vigueur, en juin 2023, du règlement européen du 25 mai 2020 fixant les prescriptions minimales pour la réutilisation des eaux usées traitées à des fins d'irrigation agricole qui entraînera une révision de l'arrêté du mois d'août 2010.

### *Recherche des substances dangereuses dans l'eau (RSDE).*

La note technique du 24 mars 2022 (remplaçant celle du 12 août 2016) relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction est venue confirmer les deux piliers de la démarche applicable aux stations de plus de 10 000 eq.habitants :

- une phase de recherche des substances à enjeux (dites "significatives") dans les eaux brutes et traitées ;
- une phase de diagnostic à l'amont pour comprendre les sources d'émission et identifier les actions de réduction à initier sur les territoires pour réduire ces substances dans les eaux usées urbaines.

Cette note redéfinit les modalités de la recherche de micropolluants dans les eaux usées traitées et dans les eaux brutes des stations de traitement des eaux usées (STEU). Ainsi, elle précise le calendrier de mise en œuvre du nouveau cycle RSDE qui a débuté dès 2022. Et, elle donne la faculté au Préfet d'élargir la liste de substances à rechercher au regard de la sensibilité du milieu récepteur.

Elle engage les services d'assainissement dans une démarche de réduction des émissions de substances.

### *Surveillance des masses d'eau*

Deux arrêtés et un avis publiés au JO du 11 mai 2022 sont venus préciser la surveillance et la délimitation des masses d'eau dans le cadre de l'objectif du bon état visé par la directive-cadre sur l'eau.

Le premier arrêté, en date du 19 avril 2022, définit les catégories de masses d'eau et donne le cadre pour l'analyse des incidences des activités humaines sur l'état des eaux. Cet arrêté étend notamment l'inventaire des émissions, rejets et pertes de polluants, demandé dans le cadre de l'analyse de l'incidence des activités humaines sur l'état des eaux, aux polluants spécifiques de l'état écologique. Il modifie également la typologie des masses d'eau, notamment celle des plans d'eau.

Le second arrêté en date du 26 avril 2022 traite plus spécifiquement de la surveillance des masses d'eau. Il précise notamment les paramètres et éléments de qualité à surveiller, les méthodes d'échantillonnage et d'analyse à utiliser, et les fréquences à respecter dans le cadre de la surveillance de l'état des masses d'eau. Désormais, les normes et guides à appliquer pour la surveillance sont recensés dans un avis (également publié au JO du 11 mai 2022.

Il est à noter qu'à travers ces deux arrêtés, 73 substances ont été ajoutées à la surveillance de l'état chimique des eaux souterraines, dont les composés perfluoroalkylés (PFAS ou 'polluants éternels').

### *Délai de transmission du rapport établi à l'issue du contrôle de raccordement d'un immeuble au réseau d'assainissement*

Le décret n°2022-93 du 31 janvier 2022 (JO du 1er février 2022) fixe la liste des territoires dans lesquels le document établi à l'issue du contrôle du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées mentionné au II de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales est joint au dossier de diagnostic technique prévu par le code de la construction et de l'habitation. Dans ces territoires, les propriétaires d'immeubles doivent faire procéder aux travaux prescrits par le document établi en application de l'article L. 2224-8 du CGCT dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification de ce document. Le décret est pris en application de l'article 11-1 de la loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, créé par l'article 63 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience

Le décret n° 2022-521 du 11 avril 2022 (JO du 12 avril 2022) vient préciser le délai dans lequel la transmission de ce rapport doit s'effectuer, en créant un nouvel article R. 2224-15-1 dans le CGCT. Cet article prévoit ainsi désormais que ce délai de transmission doit être fixé par le règlement de service prévu à l'article L. 2224-12 du même Code (lequel règlement doit définir les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires). Ce nouvel article prévoit en tout état de cause que ce délai ne peut excéder 6 semaines à compter de la date à laquelle la commune a reçu la demande du propriétaire ou du syndicat de réaliser le contrôle.

### *Qualité des eaux de baignade*

L'instruction n°DGS/EA4/2022/168 du 17 juin 2022 (mise en ligne le 30 juin 2022) relative aux modalités de recensement, gestion et classement des eaux de baignade vise à de préciser les modalités de recensement, de gestion et de classement des eaux de baignade qu'il revient aux Agences régionales de santé (ARS) de mettre en œuvre à compter de la saison balnéaire de l'année 2022, en application des dispositions de la directive européenne 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade.

### *ICPE*

Une circulaire mise en ligne le 5 janvier 2022 à destination des services en charge de l'inspection des installations classées protection de l'environnement précise les points d'attention particuliers retenus comme prioritaires pour l'année 2022. Ces priorités d'actions portent sur la traçabilité des terres excavées, le contrôle de l'entrée des déchets en décharge, le plan de gestion des déchets des carrières et la sous-traitance dans les sites Seveso sont au programme.

La circulaire du 12 décembre 2022, mise en ligne le 30 décembre 2022, est venue préciser ces points d'attention prioritaires pour les inspections réalisées en 2023. Ces priorités d'actions portent cette fois sur le retour d'expérience de la sécheresse de l'été 2022 afin de préparer l'été 2023, les fuites de gaz dans les installations de méthanisation, les perturbateurs endocriniens dans les milieux environnementaux afin de préserver la biodiversité, les déchets, et les émissions dans l'air.

Deux arrêtés modificatifs publiés au JO du 3 avril 2022 établissent un socle minimal de prescriptions fixé sur le plan national pour les risques chroniques (arrêté du 2 février 1998) et les risques accidentels (arrêté du 4 octobre 2010). Ces deux arrêtés ministériels qui homogénéisent sur le plan national les prescriptions applicables aux ICPE concernent à la fois les risques chroniques et accidentels. Selon le Ministère, "Cet exercice n'a donc pas pour objet principal de créer des obligations nouvelles générales, mais bien d'assurer une application homogène et efficiente de prescriptions qui figurent déjà dans la grande majorité des arrêtés d'autorisation, sans avoir à les recopier dans chacun de ces actes administratifs".

### *IOTA - Dématérialisation de la procédure de déclaration*

Le décret 2022-989 du 4 juillet 2022 (JO du 5 juillet 2022) introduit la procédure de télédéclaration des installations, ouvrages, travaux ou activités (Iota) au titre de la loi sur l'eau.

Ce décret est entré en vigueur en juillet 2022. À cette occasion, le ministère de la Transition écologique a revu également un certain nombre de points de la procédure, notamment sur le préfet compétent pour un projet sur plusieurs départements, le format pour une déclaration contenant des données sensibles, les demandes de modification des prescriptions applicables à l'opération

### *Analyses des fibres d'amiante*

L'arrêté relatif à la prévention des risques liés à l'amiante du 25 juillet 2022 (JO du 13 octobre 2022) rend la version de juillet 2021 de la norme NF X 43-050 obligatoire. Cette norme encadre la méthode indirecte de la microscopie électronique à transmission pour déterminer la concentration en fibres d'amiante. Par ailleurs, les organismes accrédités pour réaliser l'analyse et le comptage des fibres d'amiante dans l'air doivent indiquer la variété ou les variétés de fibres d'amiante comptées. Cette information figure dans le rapport d'essai d'analyse.

### *Travaux à proximité des réseaux*

L'arrêté du 6 juillet 2022 (JO du 10 juillet 2022) fixe, pour l'année 2022, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) référencie les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Deux arrêtés du 4 octobre 2022, tous deux publiés au JO du 19 octobre 2022, portent sur la création de deux titres professionnels. Le premier porte sur celui d'opérateur en détection de réseaux et le second sur celui de technicien en détection et géoréférencement des réseaux.

Un arrêté en date du 21 octobre 2022 (JO du 28 décembre 2022) est venu modifier l'article 2 de l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux. Cet arrêté modifie également le nombre minimal de questions prioritaires pouvant être posées lors de l'examen.

### *Facturation électronique*

Dans le cadre de la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la transmission des données de transaction, le décret n° 2022-1299 du 7 octobre 2022 (JO du 9 octobre 2022) fixe les modalités d'application des obligations d'émission, de transmission et de réception des factures électroniques et de transmission des données de facturation et de paiement à la direction générale des finances publiques.

Ce décret définit à cet effet les missions assurées par le portail public de facturation géré par l'AIFE, les fonctionnalités minimales exigées des plateformes de dématérialisation partenaires, la procédure d'immatriculation de ces plateformes ainsi que les données à transmettre à l'administration.

Conformément à l'article 26 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, le décret entre en vigueur de manière différée et progressive :

– d'une part, l'obligation d'émission et de transmission des factures électroniques entre assujettis, de transmission des données de ces factures et de transmission des données de transaction et de paiement à l'administration fiscale s'applique aux factures émises ou à défaut aux opérations réalisées à compter du :

- 1er juillet 2024 pour les grandes entreprises ;
- 1er janvier 2025 pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- 1er janvier 2026 pour les petites et moyennes entreprises et les microentreprises. Ces catégories d'entreprises sont celles prévues par l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et son décret d'application n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 ;

– d’autre part, l’obligation de réception des factures électroniques entre assujettis s’applique pour toutes les entreprises à compter du 1er juillet 2024.

### *Information précontractuelle et contractuelle des consommateurs*

Entré en vigueur le 28 mai 2022, le décret 2022-424 du 25 mars 2022 (JO du 26 mars 2022) est lié à la transposition en droit interne de la directive 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs.

Il précise, d'une part, les obligations d'information précontractuelle auxquelles les professionnels sont tenus à l'égard des consommateurs, en application de l'article L. 221-5 du code de la consommation, préalablement à la conclusion de contrats à distance et hors établissement, et procède, d'autre part, à des ajustements rédactionnels prévus par la directive 2019/2161, notamment, sur la communication obligatoire au consommateur des coordonnées du professionnel.

## Transition énergétique & évaluation environnementale

### *Energie - Biogaz – Biométhane*

Dans un contexte de crise des approvisionnements en gaz, l’arrêté du 2 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) porte de 40 à 60% le niveau de prise en charge des coûts de raccordement des installations de production de biogaz aux réseaux de transport de gaz naturel dans la limite de 600 000 euros.

Le décret 2022-496 du 7 avril 2022 (JO du 8 avril 2022) précise les modalités d'utilisation de garanties d'origine de biogaz, fondées sur une approche par équivalence, avec du gaz naturel qui n'est pas acheminé dans un réseau de gaz naturel.

Le décret 2022-640 du 25 avril 2022 (JO du 26 avril 2022) introduit dans le Code de l’énergie le dispositif de certificats de production du biogaz (CPB). en application de l'article 95 de la loi Climat et résilience d’août 2021. Ce nouveau dispositif de soutien impose aux fournisseurs de gaz naturel intégrant une part de biométhane dans leur offre de restituer des certificats à l'État. Ceux-ci sont à obtenir auprès de producteurs de biogaz, par la signature d'un contrat d'obligation d'achat ou en produisant directement du biogaz injecté dans le réseau.

Le décret n° 2022-1248 du 20 septembre 2022 (JO du 23 septembre 2022) relatif à l'allongement du délai de mise en service des projets d'installations de production de biométhane précise les conditions dans lesquelles un projet d'installation de production de biométhane peut bénéficier d'un allongement de son délai de mise en service pouvant aller jusqu'à 18 mois. Ainsi les contrats d’achat de biométhane signés avant le 23 mars 2021 et portant sur des installations de production ayant fait l’objet de l’enregistrement ou de la déclaration idoine au titre des ICPE mais n’ayant pas encore produit de biométhane doivent prendre effet au plus tard 18 mois après le 22 septembre 2022.

L’arrêté du 20 septembre 2022 (JO du 23 septembre 2022) portant modification de l'arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel arrêté précise les modalités de calcul de l’évolution du tarif d’achat de biométhane.

Le Décret n° 2022-1540 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) relatif aux garanties d'origine de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel précise les informations mentionnées dans les garanties d'origine de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel ainsi que le mode de comptabilisation, au titre des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des réductions d'émissions associées à la production de biogaz pour lequel des garanties d'origine sont émises. A ces fins, le décret modifie la section 7 du chapitre VI du titre IV du livre IV de la partie réglementaire du code de l'énergie.

### *Photovoltaïque*

Le décret n° 2022-970 du 1er juillet 2022 (JO du 2 juillet 2022) ajoute une nouvelle catégorie de projet soumis à l'évaluation environnementale (installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 1MWc) et modifie la répartition de compétence de l'autorité environnementale pour les plans de prévention des risques naturels, technologiques et miniers entre le niveau national et régional.

Le Décret n° 2022-1688 du 26 décembre 2022 (JO du 29 décembre 2022) portant simplification des procédures d'autorisation d'urbanisme relatives aux projets d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol prévoit, hors secteurs protégés, le rehaussement du seuil de puissance au-delà duquel les projets d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol basculent de la formalité de la déclaration préalable à celle du permis de construire. Ce seuil est donc aligné sur le seuil d'évaluation environnementale systématique (1 mégawatt).

### *Evaluation environnementale des projets*

Le décret n° 2022-422 du 25 mars 2022 (JO du 26 mars 2022) relatif à l'évaluation environnementale des projets met en place un dispositif permettant de soumettre, à l'initiative du maître d'ouvrage, à évaluation environnementale des projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine mais situés en deçà des seuils de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement . La demande de soumission sera examinée au cas par cas par le ministre chargé de l'environnement, la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ou le préfet de région en fonction de l'identité du maître d'ouvrage. Cette disposition est applicable pour les demandes d'autorisation et de déclarations déposées dès le 27 mars 2022.

La circulaire du 2 août 2022 (publiée le 26 août 2022) relative aux modalités d'application de la procédure d'urgence à caractère civil prévue à l'article L. 122-3-4 du code de l'environnement précise les modalités d'exonération d'évaluation environnementale pour les projets ayant pour seul objet la réponse à des situations d'urgence à caractère civil :

- Le projet peut être un ensemble cohérent de travaux
- L'objet exclusif du projet doit être de répondre à la situation d'urgence à caractère civil
- La situation justifiant le recours à la procédure d'urgence doit concerner un intérêt public civil
- Pour que l'urgence soit reconnue, il est nécessaire que la situation constitue une atteinte majeure et avérée, qu'il ne soit plus possible de réaliser dans un délai compatible une évaluation environnementale et que la situation présente les caractère de la force majeure (imprévisible, irrésistible et extérieure).

Sont également précisés les étapes de la procédure et ses effets.

- Le décret n° 2022-1673 du 27 décembre 2022 (JO du 28 décembre 2022) portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des actions ou opérations d'aménagement et aux mesures de compensation des incidences des projets sur l'environnement dispose que les

mesures de compensation doivent être mises en œuvre en priorité sur le site endommagé. Si ce n'est pas possible, elles sont déployées à proximité, dans les zones de renaturation préférentielle identifiées dans le SCOT et le PLU. À la condition toutefois qu'elles soient compatibles avec les orientations de renaturation de ces zones et que les conditions de leur mise en œuvre soient techniquement et économiquement acceptables. À défaut, le maître d'ouvrage peut notamment acquérir des unités de compensation dans le cadre d'un site naturel de compensation.

- Les orientations d'aménagement et de programmation d'urbanisme peuvent également identifier des zones préférentielles pour la renaturation et préciser les modalités de mise en œuvre des projets de désartificialisation et de renaturation dans ces secteurs.

# 6.8 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### Abonnement

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

### Assiette de la redevance d'assainissement

Volume total facturé aux usagers du service.

### Arrêté d'autorisation de déversement

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

### Bilans disponibles

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

### Capacité épuratoire

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique ($m^3$/jour) ou en équivalent-habitants.

### Certification ISO 14001

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### Certification ISO 9001

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

### Certification ISO 50001

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### Certification ISO 45001

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

### Consommateur – abonné (client)

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

### Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

### Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.
En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

### Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.
En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

### Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3]

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

### Conformité réglementaire des rejets

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

### DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

### DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

### Développement durable

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.
**Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030** sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.
Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

### Equivalent-habitant

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

### Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2]

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

### Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3]

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution…).
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

### Matières sèches (boues de dépollution)

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

### MES

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

### Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0]

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

### Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2]

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

### Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0]

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

### Réseau de collecte des eaux usées

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

### Station d'épuration (ou usine de dépollution)

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

### Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3]

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.
Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

### Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3]

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux

urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

### Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1]

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'usager ne sont pas pris en compte.
Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

### Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1]

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

### Taux d'impayés [P257.0]

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007).

### Taux de réclamations [P258.1]

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007).

# 6.9 Autres annexes

## ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE.**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX,
Agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**
**21 rue la Boétie**
**75008 Paris.**

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2022/FR/PDBI/001 par CODEVE Insurance Company DAC,** Floor 4 - 25/28 Adelaide Road - Dublin D02 RY98 – Ireland; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **FR00019007PR et FR00019008PR émises par XL Insurance Company SE,** 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie),

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**
**21, rue La Boétie**
**75008 PARIS**

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evènements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2022** jusqu'au **31 Décembre 2022**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 28 Décembre 2021

GRAS SAVOYE
Société par Actions Simplifiée au Capital de 1.432.600 €
Immeuble Quai 33. 33/34 Quai de Dion-Bouton
CS 70001 . 92814 Puteaux Cedex
☎ 01 41 43 50 00 - Télécopie 01 41 43 55 55
311 248 637 R.C.S NANTERRE - N° FR 61 311 248 637
Immatriculation ORIAS : 07 001 707

Allianz Global Corporate & Specialty SE

## Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**
**21, rue La Boétie**
**75008 PARIS**
**France**

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**
**21, rue La Boétie**
**75008 PARIS**
**France**

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218522** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

**GARANTIES DE BASE :**

| | | |
|---|---|---|
| **RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT** | **10 000 000** | **EUR** |

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.
Période de la police du 01/01/2022 au 31/12/2022 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 31/12/2021

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

S. PERREAU
Allianz
Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92075 Paris La Défense
487 424 608 RCS Nanterre

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Allianz

## Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**
**21, rue La Boétie**
**75008 PARIS**
**France**

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**
**21, rue La Boétie**
**75008 PARIS**
**France**

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218422** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Responsabilité Civile Exploitation** | | | |
| Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) | 10 000 000 | EUR | Par sinistre |
| **Responsabilité Civile Produits / Après-Livraison / Réception de travaux / Responsabilité Civile Professionnelle** | | | |
| Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) | 10 000 000 | EUR | Par année d'assurance |

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/01/2022 au 31/12/2022

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 17/12/2021

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

S. PERREAU Allianz
Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92075 Paris La Défense
487 424 608 RCS Nanterre

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet - CS 30051
92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX
487 424 608 RCS Nanterre

Siège social:
Königinstrasse 28
80802 Munich
Allemagne

Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht
Graurheindorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne

www.agcs.allianz.com

*Notre référence à rappeler*
*dans toute correspondance :*

N° souscripteur : F18746E
N° contrat : 1351.001 / 2 85834
N°SIREN : 572 025 526

*Pour tout renseignement contacter :*
**Site de gestion**
**SMA SA Grands Comptes Entreprises**
**8 rue Louis Armand - CS 71201**
**75738 PARIS CEDEX 15**
**Tél : 01.40.59.70.00**
**Fax: 01.40.59.70.57**

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

**21, rue La Boétie**

**75008 PARIS**

## CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS

### Attestation d'assurance 2022
**Valable à compter du 01/01/2022 jusqu'au 31/12/2022**

SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, …)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain

- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

**SMA COURTAGE,** DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
**SMA SA**
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com

**Ce contrat garantit**

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,

- pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,

- lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :

  - Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
  - Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
  - Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
  - Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
  - Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT

  Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.

- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,

- pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

**les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :**

| **Nature des garanties** | **Montant des garanties : sans pouvoir excéder 10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble des garanties et des assurés** |
|---|---|
| Garantie de responsabilité civile décennale relative aux ouvrages listés à l'article L.243-1-1-I du Code des assurances. | **Marché d'entreprise :** 5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT |
| | **Marché de maître d'œuvre :** 2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT |
| | **Sauf marchés relatifs à :** |
| | - **construction d'éoliennes :** 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| | - **réseaux de chaleur :** 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| | - **cuves et réservoirs :** 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| | - **installations photovoltaïques :** 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| | - **réseaux enterrés :** 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| Garantie dommages en répercussion | **Tous marchés confondus :** 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |

**SMA COURTAGE,** DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
**SMA SA**
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com

Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

**La présente attestation ne peut pas engager SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.**

Fait à Paris,
Le 14/12/2021

Le Président du Directoire
Par délégation

Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance
SMA SA
8 rue Louis Armand
CS 71201
75738 Paris cedex 15

**SMA COURTAGE,** DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
**SMA SA**
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

| *Notre référence à rappeler dans toute correspondance :* | |
|---|---|
| **N° ASSURE : F18746E**<br>**N° CONTRAT : 1351.001/ 2 85834**<br>**N° SIREN : 572 025 526** | |
| Pour tout renseignement contacter :<br>**SMA SA Grands Comptes Entreprises**<br>**8 rue Louis Armand CS 71201**<br>**75738 Paris Cedex 15**<br>**Tél. : 01.40.59.70.00**<br>**Fax : 01.40.59.70.57** | **VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**<br>**21, rue La Boétie**<br>**75008 PARIS** |

**Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS**

**Période de validité : du 01/01/2022 au 31/12/2022**

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

## 1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

**Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :**

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
    - Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
    - Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
    - Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, …)
    - Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
    - Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
    - Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

**SMA COURTAGE,** DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
**SMA SA**
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com

- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;

- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;

- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
  - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P(1)(3), ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P(2)(3),
  - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P(3),
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

*(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P*
*(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr*
*(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com*

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

**SMA COURTAGE,** DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
**SMA SA**
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com

## 2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

| Nature de la garantie | Montant des garanties |
|---|---|
| Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.<br>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires. | **En Habitation :**<br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. |
| | **Hors Habitation :**<br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances. |
| | **En présence d'un CCRD :**<br>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif. |
| Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables | **Marché d'entreprise**<br>1 000 000 € épuisable par année d'assurance |
| | **Marché de maîtrise d'œuvre**<br>350 000 € épuisable par année d'assurance |
| **Durée et maintien des garanties :**<br>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée. | |

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

## 3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

**SMA COURTAGE,** DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
**SMA SA**
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

---

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.**

Fait à PARIS
Le 14/12/2021

Le Président du Directoire
Par délégation

Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance
SMA SA
8 rue Louis Armand
CS 71201
75738 Paris cedex 15

**SMA COURTAGE,** DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
**SMA SA**
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

**Ressourcer le monde**

**Veolia**
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers
**www.veolia.com**

© Médiathèque VEOLIA - François Moura © Médiathèque VEOLIA - Samuel Bigot/Andia © Médiathèque VEOLIA - Rodolphe Escher © Médiathèque VEOLIA - Alexandre Dupeyron
© Médiathèque VEOLIA - Martial Ruaud/Andia © Médiathèque VEOLIA - Christel SASSO/CAPA PICTURES © Photo par Thomas Barnick / Getty Images © Cavan Images via Getty Images